

Le Club de Mediapart avril 2024

Le Club de Mediapart

FLORILÈGE DES CONTRIBUTIONS MARQUANTES DU CLUB :
TÉMOIGNAGES / ANALYSES / TRIBUNES



ISRAËL PALESTINE

LES RÉPLIQUES EN FRANCE DEPUIS LE 7 OCTOBRE

Préface de Carine Fouteau

MEDIAPART

Le Club Mediapart

Mediapart est le seul journal francophone en ligne, d'information politique et générale, qui met à la disposition de ses abonnés un lieu de libre débat : [le Club de Mediapart](#).

Vous pouvez y exprimer vos pensées, participer au débat d'idées, échanger avec les autres abonné·es et avec la rédaction. Toutes les contributions publiées dans le Club sont accessibles librement à l'ensemble des internautes, abonnés ou non.

[Inscrivez-vous gratuitement](#) à la Lettre du Club, et, recevez chaque vendredi une sélection des contributions des abonné·es de Mediapart, les thématiques et temps forts de la semaine, et les rendez-vous à ne pas manquer.

Cet e-book a été conçu et édité par [Sabrina Kassa](#), journaliste, co-responsable du Club.

Couverture et illustrations de Justine Vernier, designer graphique à Mediapart.

Making-of

Sabrina Kassa

Journaliste et éditrice de cet eBook.

Depuis le 7 octobre 2023, un non-débat domine la scène médiatique française. De l'autocensure flotte dans l'air, quand ce ne sont pas des menaces bien plus réelles et violentes. Très vite, chacun a été renvoyé dans son « camp », sa « communauté », sa religion, sa couleur de peau...

La peur, l'incompréhension, la colère, la haine aussi, sans aucun doute, sont les émotions qui nous ont cloué-es sur place (cloué le bec aussi !), et souvent nous ont fait préférer le familier, quand ce n'est pas l'entre-soi. Alors que les massacres s'enchaînent à Gaza depuis les attaques meurtrières du Hamas en Israël, ici, en France, c'est l'autre qui disparaît peu à peu.

Le Club, l'espace de contributions extérieures de Mediapart, n'a pas échappé à cette glaciation mentale. Alors que les grandes crises provoquent en général une envie de témoigner, d'exprimer

son désarroi, de comprendre, après le 7 octobre, les contributions se sont faites rares.

Puis timidement, telle une pluie fine, elles ont commencé à arriver, quelque peu essouffées et graves, mais toujours singulières et éclairantes. Et une fois mises à la une, elles ont lancé le signal à d'autres, et les textes, écrits par une personne seule ou en collectif, sont arrivés en nombre.

Avec l'équipe du Club, Livia Garrigue, Guillaume Chaudet-Foglia et, plus tard, Sarah Bosquet, nous avons alors pris plusieurs décisions pour filtrer et chercher des contributions :

a) Tout d'abord, nous assurer de donner une place à toutes et tous, le plus possible, quelle que soit l'identité affirmée ou seulement induite par les noms. Et puis, multiplier les lieux d'ancrage, les âges et les couleurs politiques. Une attention particulière a été donnée aux voix palestiniennes, si peu entendues dans les médias français.

b) « ... *Rien de ce qui est humain ne m'est étranger* », disait Térence, l'ancien esclave carthaginois devenu poète à Rome. Notre filtre avait aussi un maître mot : l'humanisme. Des

témoignages, des analyses, des tribunes... Tout pouvait bénéficier de visibilité, si cela permettait de comprendre – un peu ! – ce qui nous arrivait. Tout ? Oui, sauf la haine, le mensonge et la propagande.

Le florilège que nous proposons dans cet eBook n'est qu'une partie de ce qui a été publié dans le Club et mis en avant à la une de Mediapart. Outre la qualité de l'écriture et des propos tenus, c'est la marque du souci de l'autre qui a présidé à notre sélection. Ces textes sont adressés. Ils tentent de se faire entendre par l'autre rivage. Et parfois y parviennent !

Car même si certains débats ont créé remous et crispations dans notre agora – comment y échapper ? –, nous n'avons jamais perdu l'espoir de les faire exister. Que d'une façon ou d'une autre soit entendue la voix de l'autre.

Les textes édités ici ont connu peu de corrections, mis à part orthographiques, les styles ont été respectés ainsi que l'écriture inclusive. Nous avons en revanche harmonisé les chiffres des massacres du 7 octobre 2023, avec les derniers connus en date. Quant aux illustrations, sources et fils de commentaires, vous

pouvez les retrouver en cliquant sur les liens des billets d'origine.

Du 7 octobre 2023 à mars 2024, ce livre numérique couvre ainsi les six premiers mois de cette guerre. Il est scandé par une chronologie des faits marquants, située au début de chaque mois, pour faciliter la compréhension des thèmes évoqués par la suite.

Pour certains textes, nous vous proposons des coulisses qui racontent comment ils sont arrivés dans le Club, car si la plupart de nos abonnés publient sans connaître aucune personne de l'équipe de Mediapart, il arrive que les contributions transitent par l'un·e ou l'autre d'entre nous. Après une interview, une enquête, un reportage...

Le Club est l'espace de nos abonnés, il est aussi fait de nos liens avec elles et eux.

Sommaire

- [Making-of](#)

Sabrina Kassa, journaliste et éditrice.

- [Préface - Que faisons-nous pour empêcher la catastrophe ?](#)

Carine Fouteau, Présidente et directrice de la publication de Mediapart.

• • • [**FAITS MARQUANTS OCTOBRE 2023**](#)

- [Puisqu'il paraît qu'il faut s'exprimer sur Israël et Gaza](#)

Patric Jean, auteur, réalisateur.

- [Nous ne traverserons pas tant que nous ne nous portons pas entre nous](#)

Jewish Currents (version française) : magazine juif états-unien indépendant.

- [Gaza / Paris / Gaza / Paris / Gaza](#)

De Palestine via Paris.

- [Gaza : pendant et après le black-out](#)

Hossam Al-Madhoun, acteur et metteur en scène palestinien, résidant à Gaza.

• • • [**FAITS MARQUANTS NOVEMBRE 2023**](#)

- [Anti-israélien ?](#)

Thomas Vescovi, historien, spécialiste d'Israël et des Territoires palestiniens occupés.

- [Lettre à mes trois fils : à propos de la solution finale](#)

Naruna Kaplan de Macedo, cinéaste.

- [Maintenant, nous allons pouvoir écouter, compatir et pleurer](#)

Élodie Tuillon-Hibon, avocate au barreau de Paris.

• • • [**FAITS MARQUANTS DÉCEMBRE 2023**](#)

- [À Gaza, aujourd'hui, c'est le rouge du sang qui coule et se répand](#)

Ahmed Q, étudiant, résidant à Gaza.

- [Comme si les Palestiniens n'avaient pas leur mot à dire](#)

Karim Kattan, écrivain palestinien.

- [Liberté académique : soutien à la professeure Nadera Shalhoub-Kevorkian](#)

Les invités de Mediapart.

• • • [**FAITS MARQUANTS JANVIER 2024**](#)

- [Qu'aurait dit mon grand-père de Gaza ?](#)

Valentine Fell, décoratrice de cinéma et documentariste.

- [Sur la question palestinienne : l'inconditionnelle innocence occidentale](#)

Hassina Mechaï, journaliste.

- [Où sont les réfugiés humanitaires gazaouis ? Le pas suspendu de la cigogne](#)

Pascale Vielle, professeure à l'UC Louvain et Delphine Noels, réalisatrice.

- [Oui, Monsieur le ministre, les mots ont un sens](#)

Collectif de juristes pour le respect des engagements internationaux de la France.

- [Gaza, le monde et nous](#)

Ziad Majed, politiste franco-libanais, professeur d'université.

• • • [**FAITS MARQUANTS FÉVRIER 2024**](#)

- [« J'ai du mal à comprendre ce qui vous choque »](#)

Jeanne Failevic, auteure jeunesse.

- [Quand l'écoute se libère, le gouvernement bâillonne les féministes](#)

Les invités de Mediapart.

• • • [**FAITS MARQUANTS MARS 2024**](#)

- [Le 7 octobre : massacre antisémite ?](#)

Tsedek!, collectif juif décolonial.

- [Après Pantin](#)

Judith Butler, philosophe et professeure à l'université Berkeley.

- [Pour un féminisme internationaliste, antiraciste et contre l'antisémitisme](#)

Juives et Juifs révolutionnaires, collectif antiraciste.

- [Les sept leçons de trente ans de « fausse paix »](#)

Muzna Shihabi, Centre arabe de recherches et d'études politiques de Paris.

Préface - Que faisons-nous pour empêcher la catastrophe ?

Carine Fouteau

Présidente et directrice de la publication de Mediapart

La guerre à Gaza nous engage. Comme monde, comme pays, comme communauté, comme individu. De la même manière que le 11-Septembre a touché « *l'inconscient géopolitique de tous les vivants* », selon la formule du philosophe Jacques Derrida, le massacre du 7 octobre 2023 perpétré de sang-froid par le Hamas a déchiré l'espace-temps dans lequel nous vivons, engendrant un cycle monstrueux de représailles israéliennes. Le risque de génocide, formulé par la Cour internationale de justice (CIJ), fixe l'effroi provoqué par la guerre sur l'échelon le plus élevé de notre inhumanité.

En six mois, plus de 30 000 Palestinien·nes ont péri à Gaza. Les bombardements israéliens et les tirs de snipers fauchent les vies de manière indiscriminée. Rafah, où des centaines de milliers de familles ont trouvé refuge, vit sous la menace d'une offensive, la famine se répand ainsi que le chaos. L'enclave est transformée

en champ de ruines. Une histoire, une culture, une mémoire sont en train de disparaître sous nos yeux. Ce qui était une guerre contre le Hamas devient une guerre contre un peuple.

« *Au temps des ténèbres, chantera-t-on encore ? Oui, on chantera le chant des ténèbres* » écrivait Bertold Brecht dans ses *Poèmes de Svendborg* 1939. En écho, dans les années 1970, le poète palestinien Mahmoud Darwich prédisait déjà un sombre avenir à Gaza ; mais il comptait sur sa combativité : « *Affamée, elle refuse, dispersée, elle refuse, embarbelée, elle refuse, mise à mort, elle refuse* », écrivait-il dans « Silence pour Gaza », extrait de sa *Chronique de la tristesse ordinaire* .

Six mois après le début du conflit, il est temps de nous interroger brutalement : que faisons-nous pour empêcher la catastrophe ? Si cette guerre, un jour, prend fin, pourrions-nous faire face à notre conscience ?

À ces questions abyssales, les contributrices et les contributeurs de Mediapart répondent à leur manière : avec des mots. Dès les premières heures, dans les colonnes du Club du journal, elles et ils ont dit leur stupéfaction, leur désarroi, leur colère, leur rage.

Puis ont tenté d'y voir clair, de se raccrocher à la pensée et d'élaborer des pistes politiques.

En complémentarité avec les articles écrits par les journalistes de la rédaction, ils ont cheminé, et cherché à éviter les pièges tendus par les forces armées en présence.

Car là était l'écueil principal. Comment ne pas entendre la terreur d'un peuple (israélien) meurtri par la perte de civils ? Comment ne pas comprendre un peuple (palestinien) révolté par des décennies de colonisation et d'enfermement, en train d'être rayé de la carte par les missiles ennemis ?

Le débat public français s'est immédiatement fourvoyé dans une alternative toxique : d'un côté, refuser de qualifier de « *terroristes* » les massacres du Hamas et rappeler le contexte colonial dans lequel ils ont été perpétrés vous identifiait comme suppôt du Mal ; de l'autre, refuser de saluer la « *résistance* » palestinienne vous transformait en « *allié objectif* » des colons.

Le président de la République, Emmanuel Macron, a manqué à son devoir. Plutôt que de rassembler et d'apaiser, il a ouvert la voie au pire en soutenant, dans un premier temps, presque

inconditionnellement Israël, au nom du ralliement occidental à la guerre contre le terrorisme. Les vieilles plaies françaises jamais vraiment refermées se sont aussitôt rouvertes, donnant libre cours aux discours et aux actes antisémites et islamophobes.

Comble d'une sinistre ironie, ce terrain vicié a permis au Rassemblement national, en s'érigeant en défenseur d'Israël, de s'affirmer comme rempart à la haine des juifs. Cinq mois après le début des hostilités – qui durent en réalité depuis des décennies –, le ministre français des affaires étrangères, Stéphane Séjourné, a continué de flétrir l'image de la France, en s'affichant, tout sourire et toute honte bue, aux côtés de Benjamin Nétanyahou, alors qu'à cette date, la CIJ avait déjà ordonné à Israël de prendre « *toutes les mesures en son pouvoir* » pour empêcher un génocide.

Tandis que certains pays, dont le Canada, ont décidé un embargo sur les ventes d'armes à Israël, la France continue de louvoyer.

Entre bataille rangée et tétanie, les positions en France se sont rigidifiées et hystérisées. Ce clivage factice et dangereux, cette

polarisation essentialiste ont aboli la pensée. Le monde « *savant* » des chercheurs et universitaires s'est retrouvé freiné, voire empêché dans son expression.

Il est pourtant urgent que de la politique émerge dans les interstices de ce débat public mortifère. Par politique, on entend refuser le cycle infernal de la vengeance, contrer les logiques de terreur et construire des rapports de force pour imaginer des stratégies, des alternatives et des solutions.

Cela suppose de s'entendre sur quelques principes : malgré la dissymétrie structurelle entre un occupant et un dominé, la fin ne justifie pas les moyens et une cause ne peut être considérée comme émancipatrice lorsqu'elle soutient une organisation recourant au crime, *a fortiori* au crime de masse. Dans le même temps, rien ne prévaut sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes dans les frontières reconnues par le droit international.

Or celui-ci est sans ambiguïté du côté des Palestiniens et Palestiniennes. Et systématiquement bafoué par Israël. Depuis 1967, de multiples résolutions de l'ONU condamnent fermement la colonisation des territoires occupés. On ne peut que déplorer, près de soixante ans plus tard, qu'elles n'aient jamais stoppé les

visées belliqueuses d'un État aujourd'hui dirigé par des fanatiques d'extrême droite, et, surtout, qu'elles n'aient jamais trouvé le moindre écho en termes de sanctions de la part de la communauté internationale.

La responsabilité des puissances occidentales, États-Unis en tête, mais aussi des supposés alliés arabes des Palestiniens est incontestable. Et les demandes aussi tardives que poussives de cessez-le-feu en échange de la libération des otages resteront lettre morte tant que les négociations diplomatiques à Doha seront bloquées.

Alors que faire ? Compter sur les sociétés civiles pour peser de tout leur poids. De puissantes mobilisations partout dans le monde sont plus que jamais nécessaires pour faire bouger les dirigeants de pays, qui, s'ils ont perdu la boussole du droit international, restent sensibles aux reconfigurations électorales découlant de leurs choix et de leurs silences. En ne nous opposant pas au désastre en cours, nous en devenons complices à notre corps défendant. Nous, journalistes, nous tenons aux côtés de nos confrères palestiniens et refusons qu'ils meurent caméra à l'épaule. Nous dénonçons le black-out imposé par

Israël qui nous empêche d'entrer et de voir, et donc de documenter le carnage à Gaza.

Mais rien ne pourra permettre de sortir de ce chaos sans les premiers concernés : le destin politique de ces deux peuples leur appartient et passe d'abord et avant tout par leur réaction. Malgré la puissance traumatisante du choc du 7 octobre et des prises d'otages, il est indispensable que les Israéliens et Israéliennes prennent la mesure de la politique suicidaire menée en leur nom par Benjamin Nétanyahou, qui ne poursuit la guerre que pour se sauver lui-même.

L'actuel gouvernement est leur pire ennemi : il met en danger leur vie, à court, moyen et long terme, en nourrissant, plutôt qu'en détruisant, les potentialités du Hamas, qui ne peut que prospérer sous les bombes. En comprenant qu'il en va de leur sécurité et de leur humanité, elles et eux seuls sont à même de faire suffisamment pression sur leurs gouvernant-es pour les contraindre à respecter le droit international et à renoncer à la politique d'occupation, de colonisation et de blocus.

C'est une nécessité pour que les Palestiniens et Palestiniennes admettent, à leur tour, que le Hamas les conduit au pire.

L'égalité, *a fortiori* dans un pays où la mécanique de l'apartheid est profondément ancrée, ne se décrète pas, mais l'exemple sud-africain rappelle qu'à force de volonté politique, ce qui apparaissait impossible peut devenir possible. Pour sortir du cycle des guerres, les uns et les autres doivent en passer par la reconnaissance mutuelle de leur légitime existence. Celle-ci est un préalable à la construction d'une architecture porteuse de paix, qu'elle prenne la forme d'un État binational, de deux États ou d'un État fédéral.

À nous, en tant que citoyen·nes européen·nes, de nous tenir aux côtés des Palestinien·nes et des Israélien·nes qui, en lutte contre l'extrémisme de leurs dirigeant·es, cherchent à sortir de cette « *nuit venue* », selon le titre d'un film de Jean Genet qui ne verra jamais le jour.

Dans les pages de Mediapart, comme dans le Club, nous continuerons inlassablement à faire entendre ces voix qui inventent des possibles pour construire leur avenir, forcément tissé des histoires passées et présentes des un·es et des autres.



- **Samedi 7 octobre** : à l'aube, des combattants du Hamas lancent l'opération « *Déluge d'Al-Aqsa* », depuis Gaza, suivis par d'autres groupes armés palestiniens. Par le sol et par les airs, avec des milliers de roquettes, ils attaquent des localités frontalières, provoquant la mort de 1 163 personnes (dont 36 enfants et 42 victimes françaises ou franco-israéliennes).
- Quelque 250 otages (dont 35 mineurs) sont conduits dans la bande de Gaza, selon les autorités israéliennes, dont l'armée riposte par des bombardements massifs sur Gaza.
- **Lundi 9 octobre** : 300 000 réservistes israéliens sont mobilisés.
- Israël soumet Gaza à un siège complet : « *Plus d'électricité, plus de nourriture, plus d'eau, plus de carburant* », décrète le ministre israélien de la défense, Yoav Gallant, qui déclare : « *Nous combattons des animaux et agissons en conséquence.* »
- On compte alors 687 Palestinien·nes tué·es (dont 140 enfants) et plus de 3 700 blessé·es par l'armée israélienne, selon le

ministère de la santé de l'enclave palestinienne.

- À Paris, plus de 20 000 personnes participent à la manifestation organisée à l'appel du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif).

- **Mardi 10 octobre** : Gérald Darmanin annonce une enquête pour « *apologie du terrorisme* » contre le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA).

- **Mercredi 11 octobre** : la préfecture de police de Paris interdit deux manifestations propalestiniennes, « *compte tenu des risques de trouble à l'ordre public* ».

- **Jeudi 19 octobre** : le tribunal administratif de Paris, saisi avant la tenue d'une manifestation propalestinienne dans la capitale, suspend l'interdiction préfectorale qui la frappait.

- **Jeudi 26 octobre** : un tiers des hôpitaux de la bande de Gaza (360 km²) est hors service. Ce territoire compte 2,4 millions d'habitant-es, dont 50% ont moins de 18 ans. Le seuil des 7 000 morts est franchi.

• **Vendredi 27 octobre** : Israël impose un black-out complet à Gaza, dont toutes les communications sont coupées (Internet et téléphone), alors que l'armée israélienne lance une campagne terrestre contre l'enclave.

14 octobre 2023

Puisqu'il paraît qu'il faut s'exprimer sur Israël et Gaza

Patric Jean

Auteur, réalisateur.

Ce serait donc devenu un crime de ne rien dire et il nous est fait injonction de nous exprimer. Pendant ce temps, des bataillons de commentateurs sont invités à délirer en direct à la télévision ou à la radio, jetant ainsi de l'essence dans l'incendie. Alors, puisqu'il faut parler, parlons...

Parlons pour dire

- qu'on ne peut même pas imaginer la douleur des proches des victimes d'un attentat comme celui qui a été perpétré en Israël. Et encore moins la terreur des familles des otages. Et que, du coup, on a parfois envie de rester en silence. Et de ne rien s'imaginer du tout ;

- qu'on ne peut non plus ressentir à quoi ça ressemble de regarder ses enfants crever de faim dans le plus grand ghetto du monde où près deux millions et demi de pauvres gens croupissent dans un désespoir absolu. Ni ce que l'on ressent quand un tapis de bombes vous tombe dessus alors que vous êtes pris au piège avec eux ;
- que dans le face-à-face entre les fous de Dieu du Hamas et leur « *version juive* » (selon le courageux Élie Barnavi, ancien ambassadeur d'Israël en France) des ultra-orthodoxes messianiques et suprémacistes soutenant l'actuel gouvernement israélien, on ne peut attendre que du sang et des larmes ;
- que le Hamas, comme chacun le sait aujourd'hui, a été fondé en 1987 et a été immédiatement aidé par Israël dans son développement initial pour en faire un concurrent de l'OLP ;
- que les grandes puissances qui ont parrainé les accords d'Oslo ont laissé les deux parties dans un tête-à-tête qui ne pouvait que mal tourner, comme le racontent aujourd'hui les négociateurs des deux bords ;

- qu'on peut évidemment se demander pourquoi un peuple désire à nouveau habiter un bout de terre dont les lointains ancêtres sont partis il y a vingt siècles et qu'à la fois, on comprend, vu l'antisémitisme viscéralement enraciné parfois de la manière la plus perverse dans la discrétion des sous-entendus, dans toutes les parties de la société, même chez les plus instruits, même dans le monde artistique, que les juifs et juives se sentent rassurés d'avoir au loin une terre qui pourrait les accueillir au cas où...
- que cette terre était entre-temps habitée par de pauvres gens qui n'avaient rien demandé à personne ;
- que si tant de juifs et de juives se sont retrouvés au Proche-Orient, au sortir de la Seconde Guerre, parfois dans des circonstances atroces, c'est que certains pays européens étaient trop contents de se débarrasser d'un problème, alors qu'ils avaient parfois participé eux-mêmes à les envoyer par trains entiers vers les fours crématoires. Et que la France était trop ravie d'accélérer le mouvement pour gêner la Grande-Bretagne, pour laquelle la gestion du Proche-Orient devenait alors un casse-tête ;

- qu'en visitant la Cisjordanie, j'ai vu à Hébron des trottoirs interdits aux Arabes ;
- qu'au même endroit, des juifs ont été massacrés par des Palestiniens au début du XX^e siècle ;
- qu'en visitant la Cisjordanie, j'ai entendu des Palestiniens me raconter des histoires de leurs grands-parents, du temps où juifs et Arabes vivaient en bonne entente ;
- qu'il y a toujours en Israël des juifs religieux qui refusent d'être israéliens et se réfèrent à cette époque où ils vivaient en paix ;
- que ma visite en Cisjordanie a été guidée par des Israéliens et des Israéliennes dégoûtés de la politique de leur pays et qu'ils n'avaient pas de mots assez durs pour la dénoncer. Et que je pense souvent à eux et à elles, et que je ne pense pas que j'aurais leur courage ;
- que dans les camps de réfugiés du Liban, j'ai vu la misère absolue des Palestiniens et des Palestiniennes continuant de survivre exactement au même endroit où, il y a bientôt un siècle, la Croix-Rouge internationale leur avait dressé des tentes à la

sauvette, alors qu'ils fuyaient un nettoyage ethnique à coups de massacres dans ce qui deviendrait Israël, peu de temps après ;

- qu'un guide israélien désespéré par la politique de son pays m'a montré l'un des lieux de ces massacres ;

- que les Palestiniens du Liban continuent de vivre maintenus, pour la majorité, cloîtrés dans des « *camps* » comme une bombe à retardement ;

- que l'entreprise qui a eu l'idée d'organiser un « *festival* » à quelques jets de pierre du plus grand ghetto du monde, où près de deux millions et demi de pauvres gens crèvent de misère sans eau potable facilement disponible pour 90% d'entre eux et elles, a eu là une idée saugrenue. Pour être gentil...

- que les querelles picrocholines des élus français à propos du conflit ne font honte qu'à ceux qui les nourrissent et à ceux qui leur tendent le micro ;

- que mes amis juifs et juives qui sont autant dégoûtés par un hideux attentat massif contre des Israéliens que par le bombardement de populations civiles innocentes me disent

qu'ils et elles n'oseraient pas le dire publiquement de peur de se faire traiter de nazis ;

- que la droite de la droite et l'extrême droite avec laquelle on la confond de plus en plus détestent tellement les Arabes qu'elles parviendraient à nous faire oublier à quel point elles ont toujours détesté les juifs. Et que j'ai le plus grand mal à penser que ce n'est plus le cas ;

- que l'interdiction de toute manifestation soutenant le peuple palestinien ne va qu'exacerber l'idée que cette opinion est proscrite et que, par ricochet, ce sont les juifs et juives de France qui sont poussés ainsi en première ligne pour en payer le prix. Entraînant ainsi un cycle sans fin ;

- que nous nous étions habitués à l'idée que les Palestiniens et Palestiniennes avaient perdu définitivement la guerre, comme jadis les Indiens d'Amérique ;

- que si mon enfant avait été tué dans un attentat ou s'il succombait sous un tapis de bombes, j'aurais peut-être envie de hurler :« *Tuez-les tous !* » Mais que cette passion triste ne me

ferait que du mal. Et que ceux qui hurlent ainsi n'ont généralement subi aucune des deux calamités ;

- que je pourrais continuer longtemps ainsi...
- que j'ai peur pour les juifs que je connais ;
- que j'ai peur pour les musulmans que je connais (même ceux qui ne sont pas arabes car ceux qui les détestent ne font pas la distinction).

Et

- qu'il faudrait un jour que des gens sages de tous les bords se mettent autour d'une table et y posent tous ces éléments et bien d'autres encore, comme on renverse un sac de billes, dans toute leur complexité, dans tous leurs paradoxes et leurs contradictions. Avec pour seul désir celui de faire cesser de rire l'histoire qui s'est moquée d'eux durant un siècle. Mais que pour y parvenir, ils devraient surpasser leurs deuils ;
- et que je ne sais pas si j'en serais capable à leur place ;
- mais que ceux qui sont aux manettes sont les fous de tous les camps. Avec autour une foule qui tape dans les mains. Et que

l'on ne peut rien y faire.

Et

- que certains médias qui tiennent l'échelle à tous les simplificateurs pyromanes devraient s'y accrocher car le vent méchant qui souffle pourrait bien les emporter aussi.

[Le billet de blog de Patric Jean : Puisqu'il paraît qu'il faut s'exprimer sur Israël et Gaza](#)

18 octobre 2023

Nous ne traverserons pas tant que nous ne nous portons pas entre nous

Jewish Currents (version française)

Magazine juif états-unien indépendant.

Sarah Benichou, une collaboratrice régulière de Mediapart, nous appelle un jour pour savoir si l'édito du 12 octobre de *Jewish Currents* peut être publié dans le Club. Elle connaît bien l'équipe qui anime le magazine, elle peut se charger de le lui demander. Sabrina Kassa, co-responsable du Club, lui donne bien sûr son feu vert. Avec Arno Soheil Pedram, qui travaille au pôle Vidéo de Mediapart, ils en font très rapidement la traduction.

Arielle Angel, rédactrice en chef de la revue *Jewish Currents*, déplie sensiblement la crise qui s'est ouverte au sein des groupes juifs qui militent en solidarité avec le peuple palestinien pour le « *droit au retour, l'égalité et les réparations* »

depuis le 7 octobre 2023. Pour elle, ce moment est révélateur de forces mais, aussi, d'échecs et d'impensés anciens.

Cette semaine a été la plus difficile que l'équipe de *Jewish Currents* ait jamais eue à traverser. Les événements se succèdent à une telle vitesse qu'il semble impossible tant de les saisir que de les raconter justement dans un contexte si mouvant que chaque moment et son analyse appartiennent aussitôt au passé.

Alors que nous pensons achever une partie de notre « *explainer* » [*article ressource, qui se veut factuellement exhaustif et contextualisant – ndlt*], de nouvelles informations font surface et le rendent obsolète. Et ce n'est pas qu'une question factuelle. Les sentiments et les positions de notre équipe sont également mouvants.

Des questionnements politiques et des lignes de fracture qui couvaient depuis longtemps au sein de notre organisation – dans la gauche juive et, je le soupçonne, dans la gauche en général aussi – ont éclaté au grand jour et ont enrayé notre capacité de travail alors que le moment nous poussait à l'urgence absolue.

Les salarié·es du journal fondent en larmes encore et encore, se disputent avec leurs familles ou leurs ami·es, carburent au peu de sommeil qu'elles et ils arrivent à trouver. Le fils d'un de nos contributeurs est l'un des otages. Un autre de nos contributeurs envoie un message depuis Gaza, sa ville : « *Toujours vivant. Ils bombardent partout. On n'est à l'abri nulle part.* »

Nos désaccords portent sur la forme juste de l'expression de notre chagrin

La plupart de nos désaccords internes portent sur la forme juste de l'expression de notre chagrin. Notre équipe est à l'image du reste du monde juif en ce que beaucoup d'entre nous ne sont que très peu éloigné·es d'une personne décédée ou prise en otage. Comment pleurer publiquement la mort et la souffrance des Israélien·nes sans que nos sentiments soient politiquement métabolisés contre les Palestiniens ?

Nous avons de bonnes raisons de nous en inquiéter : alors que les Israélien·nes comptent leurs mort·es, des politiques israélien·nes et américain·nes appellent à faire couler le sang palestinien, déployant un langage direct, génocidaire.

« *Nous combattons des animaux humains et nous agissons en conséquence* », a déclaré lundi 9 octobre le ministre israélien de la défense, Yoav Gallant. « *Nétanyahou, finissez-les* », a demandé l'ancienne ambassadrice états-unienne aux Nations unies et candidate républicaine à l'élection présidentielle, Nikki Haley. « *Neutralisez les terroristes* », a exigé le sénateur démocrate John Fetterman.

Des juifs et juives américain-es partagent des mêmes dénonçant le plus grand nombre de victimes juives depuis l'Holocauste, sans chercher à savoir qui, en ce moment même, fait l'objet d'un nettoyage ethnique, ou à savoir le nombre de massacres de cette ampleur que Gaza a connus dans la dernière décennie.

De ce langage fusent des bombes qui s'abattent sur les habitant-es de Gaza depuis le ciel, rasant des quartiers entiers, anéantissant sans sommation des familles, blotties dans leurs maisons parce qu'elles n'ont nulle part où fuir.

« *Il y a des morceaux de corps éparpillés partout. Il y a encore des disparus, a déclaré à CNN un homme vivant au nord de Gaza City. Nous sommes toujours à la recherche de nos frères, de nos*

enfants. C'est comme si nous étions obligés de vivre bloqués dans un cauchemar. »

Sans doute, cette poussée génocidaire s'étendra bientôt, alors que le gouvernement israélien distribue des armes automatiques aux colons de Cisjordanie, dont beaucoup étaient déjà des militants armés prônant l'élimination *[de celles et ceux qu'ils appellent « les Arabes » – ndlt]*. Par ce biais, le deuil juif est dévoyé, alimentant la violence d'un système impitoyable d'asservissement des Palestinien·nes de la Méditerranée au Jourdain.

Ce deuil est mobilisé par les politiques américains qui soutiennent Benjamin Nétanyahou et son gouvernement extrémiste qui a semé la mort, provoqué le déplacement de tant de Palestinien·nes et annihilé tout espoir de solution diplomatique. Ce deuil est aussi mobilisé, avec tambours et trompettes, pour soutenir la livraison d'armes à Israël, alors même que nous savons, comme l'a écrit Haggai Mattar dans *+972 Magazine*, « *qu'il n'y a pas de solution militaire au problème d'Israël avec Gaza, ni à la résistance qui émerge naturellement en réponse à un apartheid violent* ».

Du manque de vocabulaire émotionnel et politique

Nous ne pouvons pas laisser notre chagrin être détourné vers ces objectifs, mais savoir alors où le diriger n'est pas clair.

Quiconque a évolué dans nos mouvements sait qu'ils ne sont pas préparés à encaisser les coûts émotionnels et politiques.

Nous voyons des individus et groupes juifs que nous pensions avoir ralliés à notre lutte, ou au moins avoir commencé à faire bouger politiquement, serrer soudain les rangs, proclamer leur soutien à l'armée israélienne, se réfugier dans le désespoir.

Les relations déjà complexes et fragiles entre les militantes et militants palestiniens et juifs de gauche – ainsi qu'entre courants au sein de ces deux entités – sont ébranlées par le fait que nous peinons à trouver une signification commune aux images qui nous parviennent via nos écrans. Des ami-es et des collègues de tous bords sont blessé-es par les réactions publiques des un-es et des autres, ou par leur silence.

Un militant antisioniste chevronné avec qui j'ai discuté se demande si un « *gouffre* » n'est pas en train de se creuser entre les militantes et militants palestiniens et juifs, d'autant que le

moment actuel a rendu visibles les liens tangibles des juifs et des juives de la diaspora avec ce lieu et ces personnes qui ne sont pas, comme on pourrait s'y attendre, uniquement le fruit de la propagande israélienne.

Au cours du week-end des 7 et 8 octobre, de nombreux juifs et juives antisionistes patentés n'ont pas réussi à se joindre aux manifestations de solidarité, découvrant qu'ils avaient besoin de quelque chose que les manifestations ne pouvaient pas leur fournir : un espace pour pleurer les mort-es israélien-nes, pour lutter depuis leur propre place dans le processus politique qui s'ouvre.

C'est une situation à laquelle aucun-e d'entre nous n'a jamais été véritablement confronté-e puisque le nombre de mort-es est, depuis longtemps, terriblement disproportionné. Et aujourd'hui, alors que nous en avons le plus besoin, nous nous débattons, aux prises avec une insuffisance de vocabulaire émotionnel et politique.

Découvrir le goût de cette peur

Le 7 octobre, mon propre ressenti a énormément varié. D'abord, la peur. Écouter attentivement le langage génocidaire de ce gouvernement israélien depuis un an, c'est vivre dans la terreur du jour où il trouverait une excuse pour le transformer en actes. Dans n+1, un autre rédacteur en chef de Jewish Currents, David Klion, rapporte les paroles d'un militant universitaire antiguerre après le 11-Septembre : le jour où Bush a déclaré la guerre aux Irakiens, il avait prophétisé : *« Ils sont déjà morts »*, leur destin était scellé. J'ai senti cette même sentence dans mon corps, m'effondrant en pleurs devant l'écran.

Très vite aussi, j'ai été admirative. J'ai regardé encore et encore l'image du bulldozer détruisant la clôture de Gaza et j'ai pleuré des larmes d'espoir. J'ai vu des adolescents palestiniens en rodéo sur une voiture volée, à 800 mètres de là où ils n'étaient jamais allés, un blogueur gazaoui réalisant subitement un reportage depuis Israël.

Mais ces images ont été rapidement rejointes par d'autres : l'image d'un corps de femme, largement dénudé et tordu à l'arrière d'un camion ; des pièces pleines des corps des familles empilés, les murs éclaboussés de sang.

Je voulais désespérément garder ces images séparées, conserver la métaphore libératrice et bannir la violence de la réalité. Lorsque j'ai commencé à accepter qu'il s'agissait de photos du même événement, je fus accablée de désespoir et me retrouvai aux prises grandissantes avec un sentiment d'aliénation envers celles et ceux qui ne semblaient pas partager mon chagrin, alors que l'ampleur du massacre devenait visible.

« J'ai des amis juifs antisionistes qui ont légitimement peur », a écrit l'écrivaine et journaliste [palestinienne] Hebh Jamal dans un article du Mondoweiss. Elle analyse que, malgré toute l'empathie qu'ils et elles ressentent pour la souffrance palestinienne, il est probable que ces allié·es ne découvrent que maintenant le goût de cette peur – et de cet état de deuil – qui définit l'expérience des Palestinien·nes depuis des décennies. Elle aussi a perdu quelqu'un cette semaine : un cousin de 20 ans. « Je ne me réjouis pas de la mort. Je me réjouis de la possibilité de vivre », écrit-elle, et c'est pourquoi, « si je crois ne serait-ce qu'une seconde qu'une fin à tout cela est possible, je ne peux pas réprover les militants ».

Hebh décrit le « *sentiment de possible* » que ces événements ont fait naître chez de nombreux Palestiniens et Palestiniennes, car

ils ont bouleversé – peut-être juste momentanément, cela reste à voir – la grille de lecture hégémonique qui les condamne à mourir dans l'attente de leur liberté, puisque tant des chemins non violents empruntés pour se libérer ont été réprimés ou ignorés. Sa vision semble partagée par tant de Palestinien·nes que je connais, et en qui j'ai confiance, que je me dois de trouver les moyens d'entendre.

Leçon de l'Exode

Derrière mon écran, alors que j'observais les gens débattre des modèles de lutte anticoloniale en convoquant des comparaisons avec l'Algérie, l'Amérique du Nord et l'Afrique du Sud, le mythe fondateur de la libération juive m'est revenu : l'Exode. Difficile de ne pas penser à ce moment du Seder [*repas rituel – ndlt*] de Pâque où nous égrenons les plaies [*d'Égypte – ndlt*] en prélevant, goutte par goutte du bout de nos doigts, le vin qui remplit nos verres. Ce rituel s'est imposé comme une référence fondamentale car il met en exergue l'idée que, pour conserver notre humanité, toute violence doit susciter notre chagrin, même celle dirigée contre l'opresseur.

J'ai aussi repensé aux plaies elles-mêmes, en particulier la dernière, la mort qui s'abat sur tous les premiers-nés [égyptiens – *ndlt*] – enfants, adultes, personnes âgées. J'ai réalisé qu'au cœur du mythe de notre libération se cache l'idée que la violence s'abattra sans distinction sur la société de l'opresseur.

Je sais que j'ai beaucoup d'ami-es, et que *Jewish Currents* a de nombreux lecteurs et lectrices, qui se demandent comment faire partie d'une gauche qui semble considérer la mort d'Israélien-nes comme un mal nécessaire, sinon souhaitable, de la libération palestinienne. Mais ce que nous rappelle l'Exode, c'est que la déshumanisation nécessaire à l'oppression et à l'occupation d'un peuple déshumanise toujours, aussi, celui qui l'opprime.

Si certain-es sentent que leur douleur est dépréciée, c'est parce qu'elle l'est : c'est la marque d'une spirale de dévalorisation de la vie humaine. Comme le dit la géographe abolitionniste [*des prisons et de la police – ndlt*] Ruth Wilson Gilmore, « là où la vie est précieuse, la vie est précieuse ».

Nous découvrons que les juifs et les juives, en tant qu'agent-es de l'apartheid, ne seront pas épargné-es – même ceux et celles

d'entre nous qui ont consacré leur vie à œuvrer pour y mettre fin (je pense à Hayim Katsman, « *zichrono l'vracha* » [*« que sa mémoire soit bénie »* – *ndlt*], tué par le Hamas, qui militait contre l'expulsion de la communauté palestinienne de Masafer Yatta en Cisjordanie, et à Vivian Silver, connue de nombreux habitants et habitantes comme la personne au poste-frontière d'Erez qui plaide et rend possible leur transfert vers des hôpitaux israéliens pour recevoir des soins).

Les Palestiniens sont les protagonistes de l'histoire

S'interroger sur les moyens de renouer avec cette humanité constitue, en définitive, une question pour notre militantisme.

Ces derniers jours, beaucoup ont martelé que « *personne ne peut se permettre de dire aux Palestiniens comment résister* ». Cet axiome devrait être compris littéralement : ils ne le demandent pas.

Ce qui a rendu l'expérience de cet événement si différente du statu quo – pour les Palestiniens et les Palestiniennes comme pour les juifs et les juives – tient au fait que les Palestiniens étaient, pour une fois, totalement sujets du moment, et non

objets des actes des autres. Ils sont les protagonistes de l'histoire.

Je considère comme un énorme échec de nos mouvements de ne pas avoir été capables de façonner un outil à même de produire un tel renversement par d'autres moyens.

Nos mouvements juifs pour la Palestine n'ont pas été assez puissants pour empêcher d'autres juifs et juives d'abattre des Palestinien·nes lors des manifestations pacifiques vers les murs qui enferment Gaza, ni pour empêcher les Palestinien·nes d'être viré·es, harcelé·es et attaqué·es en justice pour avoir dit la vérité sur leur expérience ou – blasphème ! – pour avoir prôné la tactique non violente du boycott.

Nous voilà, aujourd'hui, dépourvu·es d'une véritable lutte commune, capable de répondre de manière crédible à ces massacres d'Israélien·nes et de Palestinien·nes. Connaissant tout le chemin parcouru par de nombreux juifs, juives, Palestiniens et Palestiniennes pour se rapprocher depuis de longues années, je suis profondément convaincue que c'est cet échec qui, aujourd'hui, nous divise.

À ma connaissance, aucune formation politique majeure n'existe, qui parvienne à englober la subjectivité politique des juifs et des juives et celle des Palestinien·nes en ce moment, sans tenter de dissoudre l'une dans l'autre. Nul lieu n'existe où les juifs et les juives et les Palestinien·nes qui s'accordent sur les bases de la libération palestinienne – le droit au retour, l'égalité et les réparations – parviennent à formuler une stratégie cohérente synthétisant leurs deux subjectivités.

L'inéluctabilité de cet événement constitue l'une de ses plus terribles dimensions. La violence de l'apartheid et du colonialisme engendre toujours plus de violence. De nombreuses personnes se sont débattues avec la sentence qu'implique ce constat, s'efforçant d'expliquer que le reconnaître ne signifie pas l'accepter.

La Palestine, lieu des possibles

Je me rappelle que ce sont les Palestinien·nes, dont beaucoup écrivent ou s'expriment entre ces pages, qui m'ont appris à considérer la Palestine comme un lieu des possibles – un endroit où l'idée même de l'État-nation, qui a tant nui aux deux peuples, pourrait être remodelée, voire entièrement détruite. Et que ce

sont les Palestinien·nes qui m'ont ouvert l'esprit à de multiples visions du partage de la terre.

À gauche, j'espère que nous ne prendrons pas l'inéluctabilité de la violence pour une limite indépassable de notre travail ou la fin de notre exigence intellectuelle. Même si nos rêves d'un mieux ont échoué, ils doivent nous accompagner dans la traversée de ce moment.

Nous devons imaginer un mouvement de libération dépassant même l'Exode – un exode où aucun des deux peuples ne doit partir, où leurs membres restent pour recoller les morceaux, se refondant non pas seulement en tant que juifs, juives ou Palestiniens, Palestiniennes, mais aussi en tant qu'antifascistes, travailleurs et artistes.

Ce que je veux, c'est ce que la poétesse et activiste juive portoricaine Aurora Levins Morales décrit dans son poème « Mer Rouge » :

« Nous ne traverserons pas tant que nous ne nous portons pas entre nous, nous tou·tes réfugié·es, nous tou·tes prophètes. Finie l'attente de son tour sur la roue de l'histoire tentant de recouvrir de

vieilles dettes que nul ne peut payer. La mer ne s'ouvrira pas ainsi. Cette fois-ci, ce pays est ce que nous nous promettons l'un·e à l'autre, notre rage qui s'écrase entre nos joues pressées les unes contre les autres jusqu'à ce que les larmes inondent l'espace qui les sépare, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus d'ennemis, car cette fois personne ne sera abandonné à la noyade et nous tou·tes devons être élu·es. Cette fois, c'est nous tou·tes ou aucun·e.»

[Le billet de blog : Nous ne traverserons pas tant que nous ne nous portons pas entre nous](#)

24 octobre 2023

Gaza / Paris / Gaza / Paris / Gaza

De Palestine via Paris

Ce texte n'est pas signé. La personne que Sabrina Kassa, co-responsable du Club, a eue au téléphone, par l'intermédiaire d'une contributrice régulière de Mediapart, en explique les raisons au début. Ils ont ensuite échangé à plusieurs reprises avant la publication de cette correspondance. C'est la première contribution en direct de Gaza. Sabrina Kassa la lira avec Tarik Safraoui dans l'émission Twitch de Mediapart, le 1^{er} décembre 2023.

Deux amis, un à Gaza, l'autre à Paris, échangent à distance, et de rares fois en vrai, depuis vingt ans. Ils décident de publier ce qu'ils se disent depuis le début du mois d'octobre. Simplement. Il ne s'agit pas d'un témoignage. Ni d'une analyse. Ni d'une tribune. Juste de la vie qui essaie de se frayer un passage.

Nous nous sommes rencontrés il y a maintenant vingt ans dans le cadre d'un projet de solidarité avec la résistance éducative du peuple palestinien. Il s'agissait de faire de l'animation et de la formation à l'animation scientifique.

Depuis, la vie s'est déroulée, transformant cette rencontre en amitié et en partage à distance, mais aussi de rares fois en vrai, en Palestine ou en France, de nos vies quotidiennes faites de naissances, de projets, de louvoiement avec la situation pour s'envoyer des choses... mais aussi des massacres précédents perpétrés par l'armée israélienne ! Comme celui de 2014, dont l'ampleur faisait jusqu'à aujourd'hui référence.

L'échange ici présenté assure notre anonymat. Ce qui explique aussi l'absence de photos. Il y a de nombreuses raisons à cela. Pas seulement pour éviter que celui d'entre nous deux – et sa famille –, qui est à Gaza coure le risque des représailles de la part de l'État d'Israël pour avoir juste rendu publique une amitié.

Une autre raison, par exemple, est : pourquoi, alors que nous savons l'horreur, avons-nous besoin que les personnes qui la subissent viennent en témoigner ?

Quelques jours avant.

Gaza : « *L'ami, j'ai besoin que tu m'envoies, par la personne qui vient voir sa famille à Gaza, des médicaments pour l'asthme de mon fils, du collyre pour mes yeux et des graines pour un potager.* »

Samedi 7 octobre.

Paris, 9 h 43 : « *Comment allez-vous ?* »

Gaza, 9 h 44 : « *Tout le monde a peur et on ne comprend rien.* »

Paris, 19 h 58 : « *Ça bombarde pas trop chez vous ?* »

Gaza, 19 h 58 : « *Si, avec les hélicoptères surtout.* »

Paris, 22 h 57 : « *Have you enough Internet ?* »

Gaza, 23 h 54 : « *J'ai besoin de crédit Jawwal.* »

NB : Jawwal est l'opérateur mobile palestinien.

Paris, 23 h 57 : « *Pourquoi je t'écris en anglais ? OK, on cherche quelqu'un en Palestine pour le faire.* »

Dimanche 8 octobre

Gaza : *« Hier, avec mes frères et mon fils, nous avons passé la nuit à la maison. Maman, nos épouses et les filles ont évacué. Aujourd'hui, ils ont bombardé des bâtiments de quelques membres de la grande famille et l'armée a prévenu les habitants de chez nous d'évacuer vers Khan Younès. »*

Paris : *« What are you going to do ? »*

Gaza : *« Nothing, just waiting our destiny. »*

Paris : *« Je suis complètement confus. Je mélange les langues. Mon ami, ta destinée est de planter ta nouvelle terre et notre cœur veut l'arroser avec toi, avec vous. »*

Lundi 9 octobre

Gaza : *« Merci à ton ami pour le crédit Jawwal. Depuis hier, on s'est installés dans la maison de mes grands-parents du côté de maman, plus loin de la frontière. On est une centaine... Je suis allé chez nous avec d'autres pour récupérer des matelas, du pain et d'autres aliments. »*

Mardi 10 octobre

Gaza : *« Tu sais, mon proche que tu as rencontré et qui a une autorisation pour travailler en 48 a réussi à aller en Cisjordanie. C'est préférable mais nous restons très inquiets, vu le déchaînement de violence des colons et de l'armée là-bas. »*

NB : « 48 » est la partie de la Palestine appelée « Israël ». Cela fait référence à la date du 14 mai 1948, date de création de l'État d'Israël, et donc à l'officialisation de l'appropriation coloniale de cette partie de la Palestine.

Paris : *« Je me demandais justement où il était. Comment vont tes petites ? »*

Gaza : *« Elles ne vont pas bien. »*

Mercredi 11 octobre

Gaza : [PHOTO DE SA MAISON DETRuite : un squelette de béton laissant voir la dévastation du mobilier et des affaires à l'intérieur avec des escaliers s'ouvrant sur le vide.]

Paris : *« Quelle horreur ! Mon ami, mon frère, nous reconstruirons avec toi. »*

Paris : « *Essayons-nous de faire un échange entre vos enfants et des enfants de familles palestiniennes d'ici pour qu'ils puissent écrire, dessiner, dire entre eux et elles ce qu'ils et elles vivent ?* »

Gaza : « *Je vais voir mais c'est pas garanti. Nous sommes trop nombreux. Et la peur...* »

« *Crois-moi, c'est encore trop tôt...* »

Paris : « *Oui, je te crois. Bien sûr. C'est toi qui sais.* »

Gaza : « *Je viens juste d'annoncer la destruction de la maison à maman et à tout le monde. Elles pleurent, surtout ma fille de 4 ans. Elle m'a brisé le cœur et j'ai pas pu cacher mes larmes...* »

Jeudi 12 octobre

Paris : « *Ton proche en Cisjordanie vient de nous dire qu'il a eu des nouvelles de vous. Ouf. Bien que je sache l'absence d'électricité, j'étais inquiet de ne pas avoir de nouvelles. Il nous a dit que pour lui ça va...* »

Vendredi 13 octobre

Gaza, Gaza, Gaza... : « *Les photos, les vidéos que je t'ai envoyées de notre maison, c'est mon neveu. J'ai essayé d'y aller mais j'ai dû m'en retourner à cause des bombardements. C'est le souffle des explosions mais aussi les impacts directs de missiles qui ont causé la destruction. Toute la ville est complètement vide. Plein d'enfants et de femmes, de civils sous les décombres. Des centaines. »*

« J'ai acheté de l'alcool septique et du coton pour me laver le corps. »

« Pour boire on fait ce qu'on peut. Je souffre de crampes. »

« Avec son diplôme d'infirmier, mon fils a été convoqué à l'hôpital de Khan Younès. Il a choisi les urgences. »

« Le problème, c'est que les banques sont fermées et il n'y a pas d'argent dans les distributeurs, et c'est sur le point d'être grave côté argent. Il nous faut de l'eau avec des pompes, de la nourriture. Et il n'y a vraiment pas d'aide humanitaire, y a rien, ni Croix-Rouge, ni rien... Rien... On est seuls. Avec des espèces nous pourrions acheter dans les petits magasins. Les grands magasins sont fermés. »

« J'ai essayé d'aller à Khan Younès voir s'il y a de la place dans une école. Mais j'ai dû rebrousser chemin à cause des bombardements. Et les places sont pour les gens qui commencent à arriver du nord. »

« Je le jure : 51 jours d'attaque de 2014, c'est juste 1% de ce qui s'est déjà passé pendant six jours. Ça sent la poudre partout. »

Dimanche 15 octobre

Paris : *« Ton autre proche qui travaillait à Tel-Aviv et dont tu es sans nouvelles est peut-être interné avec les autres travailleurs de Gaza en 48 ? »*

Gaza : *« C'est ce qu'on se dit aussi. Son téléphone est éteint. »*

Gaza : *« Que disent les informations de votre côté ? Y aura une invasion terrestre ? »*

Paris : *« On cherche et on te dit. Voilà le numéro du mandat qu'on t'a envoyé. »*

« Du côté d'Al Jazeera, cela semble imminent. »

Lundi 16 octobre

Gaza : « *J'ai trouvé une queue d'une centaine de personnes. Je n'ai pas récupéré l'argent. »*

Paris : « *Aujourd'hui, les informations donnent l'impression que beaucoup est fait pour éviter l'invasion terrestre. J'espère que ce n'est pas de la manipulation. »*

Gaza : « *Tu es optimiste. Je l'espère aussi. »*

Paris : « *Non, c'est juste que les informations que je lis me donnent cette impression. Je me dis qu'il est possible que les pays qui soutiennent Israël ne soient pas en mesure d'assumer les conséquences d'une invasion. Mais, effectivement, c'est aussi par peur pour vous que je pense cela. »*

Paris : « *Ici, beaucoup de gens pensent à toi, à vous. »*

Gaza : « *Embrasse-les et passe-leur notre grand bonjour. »*

Mardi 17 octobre

Gaza : « *Argent récupéré. Quatre heures de queue. Merci. »*

Gaza : « *Ce n'est pas de l'humanitaire que nous voulons mais un cessez-le-feu. Les gens ne comprennent pas ce que nous*

subissons depuis toujours. »

Paris : *« Je suis d'accord avec toi. C'est un problème que cette solidarité ne soit pas politique. C'est cela qu'il nous faut essayer de transformer. »*

Gaza : *« Mon fils ne nous dit rien de ce qu'il voit à l'hôpital mais nous savons... »*

Mercredi 18 octobre

Paris : *« Es-tu là ? »*

Gaza : *« Oui. »*

Jeudi 19 octobre

Paris : *« Une journaliste veut donner la parole à des gens de Gaza. »*

Gaza : *« Je n'ai pas la tête à une interview. »*

Paris : *« Cela peut être la publication de nos échanges. »*

Gaza : *« OK. À toi de voir. »*

Paris, 20 h 09 : *« La manifestation vient d'être autorisée. »*

Gaza : « *Bien.* »

Paris, en famille : « *Il a fallu que l'hôpital de Gaza explose pour que nous soyons autorisés à manifester... Je me mets à la mise en forme de nos échanges.* »

Lundi 23 octobre

Gaza. X et sa famille ont dû fuir leur maison refuge, les bombardements s'en rapprochant trop. Ils et elles sont parti-es se réfugier dans une école sans certitude quant à la protection que cela représente et toujours à la recherche d'informations qui leur permettraient d'anticiper autant que possible les détails de l'invasion terrestre annoncée.

[Le billet de blog : Gaza / Paris / Gaza / Paris / Gaza](#)

30 octobre 2023

Gaza : pendant et après le black-out

Hossam Al-Madhoun

Acteur et metteur en scène palestinien, résidant à Gaza.

Hossam Al-Madhoun tient une chronique de sa vie quotidienne sous les bombes qu'il adresse, quand la connexion le permet, au photographe Jonathan Daitch, auteur du livre *Voix du théâtre en Palestine*, pour lequel ils s'étaient rencontrés. Celui-ci en traduit les textes en anglais que Joseph Confavreux, journaliste à Mediapart au pôle Culture/Idées retraduit ensuite en français.

Allongé sur le matelas, dans l'obscurité, avec seulement une légère lumière provenant d'une pauvre petite bougie. J'ai fermé les yeux, espérant m'endormir, mais cela ne marche pas. Deux jours et deux nuits sans une seule minute de sommeil.

Il est étonnant de constater à quel point les sens humains deviennent plus aigus et plus sensibles lorsque vous en perdez

un. Comme les personnes aveugles dont l'ouïe devient plus fine. C'est ce qui m'est arrivé en fermant les yeux.

Pendant la journée, il y a beaucoup de bruit, beaucoup de sons : des sons de conversations, de paroles, de cris, de bombardements, d'explosions, de drones, de forces aériennes qui découpent le ciel en morceaux. Tous mélangés, de sorte que l'on ne peut se concentrer sur aucun d'entre eux.

Dans l'obscurité, dans le silence supposé total, et alors que j'étais allongé avec les yeux fermés, j'ai commencé à me concentrer davantage sur les sons qui m'entouraient : le bruit d'une feuille de plastique recouvrant la fenêtre dont le verre s'est déplacé sous l'effet de la brise nocturne ; la respiration et les soupirs de ma mère à côté de moi ; les battements de mon cœur ; le couinement des blattes des champs ; le bruit d'un oiseau qui rentre tardivement dans son nid ou qui s'envole de son nid à cause d'un bruit d'explosion ; un petit bébé qui pleure chez le voisin et sa mère qui le berce ; le balancement des branches des arbres qui bougent légèrement ; le cri d'un hibou qui vient de loin ; les chiens errants qui deviennent fous et

aboient lorsqu'une bombe explose ; le bruit de quelques chats qui se battent.

Tous ces sons sont synonymes de vie, d'espoir, de lendemains qui chantent malgré tout.

D'autres sons viennent s'ajouter à tous les autres sons, les faisant disparaître, occupant l'air et l'atmosphère, envahissant le silence pour dire que la mort arrive, le son du drone militaire, dont le seul son similaire est celui de la machine à raser électrique, multiplié par cent, remplissant l'espace de son bruit agaçant que personne ne peut ignorer, ne serait-ce que l'espace d'un instant.

Toute créature vivante est obligée de l'entendre, tout le temps : les humains, les animaux, les oiseaux, les arbres, même les pierres pourraient craquer à cause de la folie que ce son provoque. Cela ne me rappelle qu'une chose : la lente mise à mort par la torture au Moyen Âge.

Les avions militaires qui passent, F-15, F-16, F-32 F, je ne sais quoi, coupent le ciel comme un couteau traverse un morceau de beurre, apportant la mort partout où ils passent.

Le bruit des obus d'artillerie : boum. Chaque obus produit en réalité trois sons, l'écho du son répété : boum, boum, boum, commençant fort et s'éteignant en trois temps. Le bruit des fusées, très fort, très net. Si vous l'entendez, c'est que vous êtes en vie ! Il est si rapide que si la roquette frappe, vous ne l'entendrez pas.

Lorsque quelqu'un à Gaza entend une roquette, il sait immédiatement qu'elle a touché d'autres personnes, laissant derrière elle la mort et la destruction. Nous le savons tous par expérience, nous l'avons appris à nos dépens au cours de plusieurs guerres contre Gaza.

S'installer dans le noir en essayant d'ignorer les bruits de la mort et se concentrer sur les petits bruits de la vie, ce n'est pas facile, mais c'est ma façon de passer la nuit en espérant vaincre l'insomnie pendant quelques heures.

28 octobre, 8 h 30 du matin

Nous nous sommes réveillés en réalisant que les téléphones portables que nous utilisions pour appeler notre fille Salma au Liban n'avaient pas de signal. Elle sera très inquiète si nous ne

l'appelons pas à la première heure du matin. J'ai donc décidé d'aller à l'unité de soins de santé de l'UNRWA située au milieu du marché du camp de Nuseirat. C'est ici que je devrais trouver une connexion à Internet pour la contacter via WhatsApp.

Je marche avec mon sac d'ordinateur portable sur le dos, un peu plus de 2 km de la maison à la clinique. Je contemple les destructions des deux côtés de la rue. Tous les jours, je me rends au marché en empruntant cette route et, tous les jours, il y a de nouvelles maisons détruites ou endommagées, dont beaucoup ont été bombardées avec leurs habitants dedans. Plus de 2 000 personnes sont portées disparues, dont 830 enfants, tous sous les décombres, car il n'y a pas d'engins pour les enlever.

Après 15 minutes de marche, un homme arrive sur une charrette en bois tirée par un âne. Je lui demande si je peux me joindre à lui et il me souhaite la bienvenue. Je me suis dit : « *Je vais prendre une photo sur l'âne.* » Je l'ai fait, puis je me suis dit : « *Je devrais peut-être prendre quelques photos de la rue.* » Je l'ai fait, puis j'ai pris un selfie. J'ai regardé ma photo. « *J'ai l'air bien, j'ai peut-être besoin d'une coupe de cheveux, mais j'ai l'air bien !* » Malgré tout et n'importe quoi, j'ai l'air bien. Je me suis senti bien.

Je me suis dit : « Hé, je suis encore en vie, ma famille aussi. Je n'abandonnerai pas ! »

Comme d'habitude, le marché est plein de monde, mais visiblement pas plein de vie. J'ai écarté cette idée de ma tête. Je suis en vie. Arrivé à la clinique, pas d'Internet, pas de téléphone, pas de portable, les Israéliens ont tout coupé. Mon Dieu, ma fille ?!!! Elle saura aux nouvelles que nous ne pouvons pas la joindre, qu'elle ne peut pas nous joindre. Mon cœur est avec toi, mon bébé, je pense à toi, j'espère que mes pensées te parviendront, qu'elles t'assureront que nous t'aimons et que nous sommes toujours en vie. Une fille seule à l'étranger n'a personne d'autre au monde que ses parents.

J'ai laissé mon ordinateur portable à la clinique pour qu'il soit rechargé et je suis retourné au marché. Il y a de moins en moins de marchandises sur le marché, ce que vous pouvez trouver aujourd'hui, vous ne le trouverez peut-être plus demain, et les prix sont de plus en plus élevés. J'ai avec moi une liste d'achats à faire ; il y a des produits que je ne trouve plus : des bougies, des lentilles et de la farine pour faire le pain.

Chaque magasin auquel je m'adresse me répond : « *Pas la peine de chercher, il n'y a rien, aucune marchandise d'aucune sorte qui entre à Gaza depuis 21 jours !* » J'ai rapporté toutes les quantités de riz et d'huile de cuisine que j'ai pu trouver, des haricots en conserve et de la nourriture pour mon chien, Buddy.

Je suis allé à la banque, je veux dire au distributeur de billets, car les banques ne fonctionnent plus depuis le 7 octobre. Le distributeur est éteint. J'ai encore un peu d'argent à la maison, cela couvrira nos besoins pour quelques jours encore, j'essaierai le distributeur un autre jour.

Je n'étais pas loin de la maison de mon collègue, où j'avais laissé de la farine il y a quelques jours. Je continue à marcher, j'arrive et son oncle, qui est un vieil ami, est assis là. Il s'est réfugié chez son frère après que son appartement a été détruit lors du bombardement de l'immeuble où il vit dans la ville de Gaza. Ce fut une agréable surprise de le voir sain et sauf avec toute sa famille. Il m'a dit qu'ils étaient partis un jour avant le bombardement de l'immeuble.

« *Savez-vous ce qui est arrivé à Nael ?*, m'a-t-il demandé.

— *Non, quoi ?*

— *Le 18 octobre, il était encore chez lui lorsque de très violents bombardements ont commencé dans son quartier. Ils ont décidé de partir, bien qu'il fasse nuit. Ils ont sauté dans la voiture, sans rien, et se sont rendus à l'hôpital Al-Shifa pour se mettre à l'abri jusqu'au lever du jour. En arrivant, ils ont réalisé que son fils aîné, âgé de 23 ans, n'était pas dans la voiture, qu'il avait été oublié ! Ils sont devenus hystériques, pas moyen de revenir en arrière, un suicide absolu ! Ils ont commencé à appeler le fils, le portable sonnait, mais il ne répondait pas ! Des pensées sombres et mauvaises leur ont traversé l'esprit, la mère s'est évanouie ! Le père commence à appeler tout le monde, à dire : "J'ai perdu mon fils, j'ai oublié mon fils à la maison !" Plusieurs amis, dont moi, n'ont pas arrêté d'appeler. Le portable sonne mais personne ne répond, c'est un très mauvais signe ! Cela signifie qu'il lui est arrivé quelque chose. Les heures ont passé comme une éternité jusqu'au jour où le père est rentré chez lui en voiture. La maison était encore debout, il est entré, appelant bruyamment son fils. Enfin, il a entendu son fils répondre d'une voix très faible : "Je suis là." Il s'est dirigé vers la voix, son fils était recroquevillé, essayant de se faire aussi petit que possible, sous les escaliers menant au deuxième*

étage. Son portable était à deux mètres de lui, mais il était en état de choc, si effrayé qu'il était incapable de ramper pour attraper le portable et répondre. Sans dire un mot, il a pris son fils, est retourné à l'hôpital Al-Shifa, a rassemblé le reste de la famille et s'est rendu à Rafah. »

Je me suis fait couper les cheveux dans la soirée.

[Le billet de blog : Gaza, pendant et après le black-out](#)



- **Dimanche 12 novembre** : les marches contre l'antisémitisme réunissent plus de 100 000 personnes à Paris, et des dizaines de milliers d'autres partout en France, en présence d'une bonne partie de la classe politique, dont le Rassemblement national.
- À cette date, le ministère de la santé du Hamas estime que plus de 11 000 personnes ont été tuées à Gaza par l'armée israélienne.
- **Mardi 14 novembre** : diffusion à l'Assemblée nationale du film des massacres du 7 octobre monté par les autorités israéliennes, suivie d'une projection au Sénat une semaine plus tard.
- **Mercredi 22 novembre** : l'association Reporters sans frontières compte 48 journalistes palestiniens assassinés.
- **Du vendredi 24 au jeudi 30 novembre**, une trêve de sept jours, annoncée par le Qatar, permet la libération de 102 otages israélien·nes et d'origine étrangère en échange de 210 prisonnières et prisonniers palestiniens.

• De plus en plus de témoignages font état de crimes sexuels perpétrés lors de l'attaque palestinienne du 7 octobre. Les ONG de défense des droits humains, les organisations féministes et l'ONU Femmes ont été accusées en Israël, ou encore en France, de fermer volontairement les yeux sur ces violences de genre.

07 novembre 2023

Anti-israélien ?

Thomas Vescovi

Historien et chercheur indépendant, spécialiste d'Israël et des Territoires palestiniens occupés, et enseignant d'histoire-géographie dans le secondaire.

Après avoir suivi sur les réseaux sociaux les premières interventions de Thomas Vescovi, qui disposait déjà d'un blog sur Mediapart, Livia Garrigue, co-responsable du Club, a suggéré au chercheur de rassembler ses idées et premières impressions dans un texte. Celui-ci a pris le temps et le recul qui lui semblaient nécessaires pour publier un texte à la fois expert et personnel, sur un sujet si sensible, se nourrissant notamment des accusations reçues dans l'arène médiatique.

Quiconque essaie, depuis un mois, de replacer les crimes du Hamas commis en Israël le 7 octobre dans la temporalité de la guerre coloniale entre Israël et les Palestiniens se voit

accusé d'être « anti-israélien ». Je crois précisément que c'est le contraire.

L'image est saisissante : des civils palestiniens, drapeaux blancs levés, franchissent les barrages de l'armée israélienne dans la bande de Gaza, emportant avec eux quelques affaires. Elle rappelle ces photographies prises en 1948 lors de l'exil forcé de près de 800 000 Palestiniens. L'histoire s'écrit sous nos yeux dans un drame humanitaire sans précédent, en toute impunité.

À l'heure où ces lignes sont écrites, le bilan humain des bombardements israéliens sur la bande de Gaza avoisine les 10 000 victimes, dont une large majorité de femmes et d'enfants, mais aussi 35 journalistes. Au moins 2 000 personnes sont encore portées disparues sous les décombres. Deux cents écoles ont été touchées et 76 centres de soins. Le nombre de déplacés s'élève à 1,4 million, avec une aide humanitaire qui arrive au compte-goutte. Les médecins rapportent être contraints d'opérer sans anesthésie : césarienne, amputation... Bientôt, d'après les ONG, certains Palestiniens de Gaza pourraient mourir, non des attaques israéliennes, mais de faim et de soif.

Côté israélien, 1 163 personnes ont été tuées le 7 octobre, dont 348 membres des forces de sécurité, soit une large majorité de civils, essentiellement israéliens, mais aussi des touristes et des travailleurs étrangers. Pour l'heure, il est établi que presque 250 personnes sont détenues en otage dans la bande de Gaza.

« *Renversement de table* », « *changer la donne* », « *répondre à l'oppression* » : tous les motifs utilisés pour tenter d'expliquer l'opération du Hamas se confrontent aux images et aux récits qui illustrent les actes innommables perpétrés pendant cette journée. Dans les heures qui ont suivi, les appels à se tenir aux côtés d'Israël se sont multipliés. Pourtant, quiconque tendait l'oreille pouvait entrevoir le second drame qui allait se produire.

« *Animaux humains* », « *barbares contre civilisés* », « *enfants des ténèbres* », « *Il n'y a pas de civils innocents* », « *Nous cherchons à causer des dégâts, pas la précision* »... Ces termes, qui s'apparentent à des appels génocidaires, employés par des dirigeants israéliens, démontrent à quel point l'ensemble des Palestiniens sont tenus responsables des crimes.

Caution aux crimes contre l'humanité

Après plus de huit années à étudier les gauches israéliennes, à rencontrer une part importante du milieu militant anticolonial israélien, je partage avec ce courant une conviction : le sort des Israéliens et des Palestiniens doit être pensé ensemble, d'égal à égal, et non l'un au détriment de l'autre.

Alon-Lee Green, codirecteur du mouvement arabo-juif israélien Standing Together, affirmait il y a plusieurs mois : *« Savez-vous combien de fois ils ont déjà "éliminé" les chefs du Jihad islamique ou du Hamas ? Combien de fois ils ont piétiné, bombardé, écrasé et tué à Gaza ? Savez-vous combien de personnes, femmes et enfants, ont été tuées par nos bombardements au cours de la dernière décennie ? Et pourtant, après toutes ces rondes interminables, les Palestiniens continuent de vouloir vivre en liberté et sans occupation ni blocus. Et ça ne changera pas. »*

Et cela n'est toujours pas près de changer, puisqu'à imaginer que le Hamas soit éradiqué, qui peut croire que les survivants de la catastrophe humanitaire en cours dans la bande de Gaza ne montreront plus aucun sentiment d'hostilité à l'égard d'Israël ? Qui peut croire que certains Palestiniens qui assistent, impuissants, au massacre de leur peuple, ne seront pas séduits,

demain, par des discours encore plus radicaux et extrémistes que ceux du Hamas ?

Cessons de tergiverser. Affirmer qu'il n'y a pas d'autres solutions face au Hamas que ces bombardements meurtriers, que la seule disparition du Hamas est un préalable à la paix, cesont autant de mensonges éhontés qui ne cherchent qu'à offrir une caution aux crimes contre l'humanité dans la bande de Gaza.

L'État d'Israël n'a pas attendu le Hamas, créé en 1987, pour coloniser, occuper ou expulser, et refuser d'appliquer les résolutions onusiennes. António Guterres, secrétaire général de l'ONU, a ainsi rappelé que si « *rien ne peut justifier de tuer, blesser et enlever délibérément des civils, ni les tirs de roquettes sur des cibles civiles* », on ne pouvait pas faire comme si cette attaque s'était produite « *en dehors de tout contexte* ».

Droit d'Israël à se défendre ?

Le droit international reconnaît à l'État d'Israël le droit et le devoir de protéger ses citoyens, et de répondre à une attaque subie contre ses populations civiles. Mais aucunement aux dépens d'autres civils. Les bombardements massifs sur la bande

de Gaza, déjà soumis à un blocus depuis dix-sept ans, l'occupation, la colonisation et le régime d'apartheid contreviennent complètement au « *droit d'Israël à se défendre* ». C'est même tout l'inverse : ces politiques mettent en péril la vie de civils, dont les Israéliens eux-mêmes, comme le 7 octobre l'a atrocement illustré.

Voilà pourquoi il fallait, dès le départ, être clair : tout appel à se tenir aux côtés d'Israël et des Israéliens, sans considération aucune pour le sort des Palestiniens, c'est tolérer et préparer les prochains crimes. La protection des civils, le droit à la sécurité et à la justice peuvent être à géométrie variable.

Si j'ai été sidéré de voir le refus chez certains d'user d'un minimum d'humanisme pour entendre la souffrance des Israéliens le 7 octobre, je prends acte de celles et ceux qui ne souhaitent parler que de la souffrance des Israéliens, s'aveuglant sur toute la déshumanisation qui permet l'accomplissement d'acte les plus contraires, d'un côté aux principes du droit humanitaire, de l'autre à la légitime résistance des peuples.

Les marchands de sang à l'action

Le poète israélien Yitzhak Laor qualifiait de « *marchands de sang* » ceux qui, à peine un attentat s'est-il produit, s'empressent de l'instrumentaliser à des fins politiques ou guerrières. C'est l'expression qui m'est venue à l'esprit en lisant ces appels à soutenir Israël, « *démocratie* » à laquelle tant d'Occidentaux devraient s'identifier car prise pour cible par des « *djihadistes* », ou un « *terrorisme islamiste* » semblable à celui qui a frappé la France en 2015. Certains ont même été plus loin dans la manipulation intellectuelle, dressant un parallèle avec l'assassinat à Arras de l'enseignant Dominique Bernard, commis le 13 octobre par un terroriste islamiste.

En quelques heures, c'est comme si tous les rapports accusant Israël d'apartheid ne tenaient plus. Comme si la colonialité qui structure les relations entre Israéliens et Palestiniens avait disparu. Comme si les rapports de force complètement asymétriques, d'un coup, n'avaient plus lieu d'être mentionnés.

Or, c'est précisément sur ce terreau de près de 75 ans d'injustice, de non-respect du droit international, d'expulsions, de spoliations, de destructions, d'humiliation quotidienne, de meurtres impunis, de colère, de rage et de haine, que le Hamas a

pu germer. Au point de devenir un membre à part entière du mouvement national palestinien, de remporter des élections, puis d'imposer son autoritarisme dans la bande de Gaza. Du moins dans la limite de la souveraineté que les autorités israéliennes acceptent de lui laisser.

Des droits partagés

Pourtant, ce n'est pas faute d'avoir multiplié les alertes. Dans tous les débats publics et les médias, nous étions quelques-uns à le marteler : « *La situation sur le terrain devient intenable, des groupes armés se forment dans un désespoir et une radicalité jamais vus par le passé.* »

À la veille du 7 octobre, 234 Palestiniens avaient été tués depuis le 1^{er} janvier 2023 par l'armée israélienne ou des colons, dont 118 civils. Les ONG dénombraient 320 attaques de colons sur des civils palestiniens. Le gouvernement israélien d'extrême droite soutenait la construction d'un nombre sans précédent de nouvelles colonies sur des terres palestiniennes, et les provocations contre l'esplanade des Mosquées à Jérusalem se multipliaient. À Gaza, à la veille du 7 octobre, la situation humanitaire était déjà inquiétante puisqu'à cause du blocus

israélien, 80% des quelque 2,3 millions d'habitants vivaient de l'aide humanitaire, 60% souffraient d'insécurité alimentaire. Tout cela dans le plus grand silence de la communauté internationale.

Un silence qui se poursuit. Alors que l'attention internationale est portée tout entière sur la bande de Gaza, les exactions en Cisjordanie de la part des colons, appuyés par l'armée israélienne, se multiplient. Dans les collines du sud d'Hébron ou dans la vallée du Jourdain, des dizaines de familles palestiniennes ont été contraintes de fuir leurs maisons face à la violence des colons. Sur les réseaux sociaux, de nombreuses images circulent de Palestiniens humiliés et violentés. Certains soldats en ont même fait un jeu sur TikTok. En un mois, au moins un millier de Palestiniens ont été arrêtés, près de 130 ont été tués.

Tous ces événements, de Gaza à la Cisjordanie, forment un tout, celui du colonialisme qui piège Israéliens et Palestiniens dans des positions qui menacent leur sécurité. Les premiers sont prêts à tout pour maintenir leurs privilèges en sécurité, les

seconds n'ont plus rien à perdre pour accéder à une vie digne et libre.

Dès lors, celles et ceux qui se présentent comme des « *amis d'Israël* », et qui accusent toutes les voix critiques d'Israël d'antisémitisme, balaient d'un revers de main les rapports d'ONG dénonçant la politique israélienne, ou invitent à regarder ailleurs lorsqu'il est question d'imposer des sanctions à Israël, agissent précisément contre la sécurité des Israéliens, puisqu'ils tolèrent de garantir à leurs dirigeants une totale impunité. Ce sont certains d'entre eux, par exemple qui, lorsqu'en mars dernier nous publiions une tribune dans *Le Monde* pour rappeler combien le concept de démocratie en Israël variait en fonction de son appartenance ethnique et de son lieu de vie, demandaient un droit de réponse pour affirmer que nous mélangions tout.

Voilà précisément pourquoi l'accusation d'être « *anti-israélien* » proférée à mon encontre, comme envers toutes celles et ceux qui plaident en faveur de la justice pour les Palestiniens, ne tient pas : Israéliens et Palestiniens doivent être reconnus dans leur humanité, d'égal à égal, partageant le même droit à la paix et à

la sécurité. Jamais l'un aux dépens de l'autre. L'urgence immédiate est d'appeler et soutenir toutes les initiatives pour un cessez-le feu ET le retour des otages civils israéliens auprès de leurs proches. Soyons clairs, toutes celles et ceux qui tergiversent sur ces principes simples continuent de penser que certaines vies valent moins que d'autres, et qu'entre la mer Méditerranée et le fleuve Jourdain, les droits de certains sont plus légitimes que d'autres.

[Le billet de blog : Anti-israélien ?](#)

09 novembre 2023

Lettre à mes trois fils : à propos de la Solution finale

Naruna Kaplan de Macedo

Cinéaste. Elle a réalisé le film *Depuis Mediapart* en 2019. Elle a commencé à tenir un blog dans le Club dès la première heure, le 13 mars 2008, alors qu'elle était à Tel-Aviv !

Naruna a passé tellement de temps avec nous à la rédaction pour le tournage de son film que sa présence flotte encore parmi nous ! Quelques jours après les attaques du 7 octobre, elles se sont parlé longuement avec Sabrina Kassa, co-responsable du Club. Celle-ci lui a dit et répété que sa voix nous manquait. Il lui faudra un mois pour prendre la plume.

J'ai envie d'écrire sur ce qui se passe depuis que « ça » se passe.

Et je me rends bien compte en écrivant que je le fais d'abord pour moi, pour mettre au clair des impressions confuses en les bornant avec des mots.

Mais aussi parce que cet espace du Club a été pendant mon séjour en Israël/Palestine un lieu d'échange et de réflexion particulièrement riche.

Je suis juive et depuis bientôt onze ans, j'ai des enfants. Juifs, de fait, puisque ça s'attrape par la mère.

J'ai trois fils juifs. L'écrire met la chose à distance et permet de la penser, un peu.

« Ça veut dire quoi, "juif", maman ? » Je sais pas.

Vraiment, je ne sais pas. Je ne suis pas religieuse, je ne « crois » pas.

Mais je suis de culture juive.

Et j'aimerais transmettre ça, un peu, à mes enfants.

Une blague juive dit qu'il y a autant d'interprétations de ce que ça veut dire, être juif, que de juifs dans le monde.

Par exemple : un jour, un juif est venu et a dit : « *Tout est amour.* »

Un autre est venu et a dit : « *Tout est économie.* »

Un troisième a dit : « *Tout est sexe.* »

Un dernier a dit : « *Tout est relatif.* »

J'en connais une autre, de blague. Pas juive, israélienne.

Devinette : quelle a été la vraie solution finale au problème juif ?

Réponse : la création de l'État hébreu qui a transformé le peuple élu en peuple comme les autres, le peuple d'Israël en peuple du pays d'Israël.

Ha ha.

L'ami israélien qui m'avait raconté cette blague, je lui ai finalement téléphoné hier.

J'osais pas, avant, je savais pas quoi dire.

Même s'il a déménagé en France maintenant, même si j'imaginai qu'il était comme moi, horrifié des pluies de bombes sur Gaza, d'un coup je me suis dit que si on n'était pas d'accord j'aurais du mal à m'en remettre.

Et j'ai pas téléphoné. Un peu par lâcheté, un peu par tendresse.

Il me dit que sa blague aujourd'hui ne ferait plus rire personne en Israël.

Il me dit : « *Tout le monde est catastrophé.* »

Il parle d'hébétude. Il raconte son impossibilité, depuis son exil parisien, à penser avec celles et ceux qui sont restés « *là-bas* », avec celles et ceux qui étaient « *là-bas* » le 7 octobre.

Il me dit : « *J'essaie d'échanger, mais ce n'est pas un échange, j'écoute et c'est tout.* »

Il dit aussi : « *Les Israéliens sont comme des victimes de viol l'instant d'après. On se doit d'entendre, pas de réagir.* »

Je comprends, je crois.

Il parle de la haine. Il dit qu'elle se trouve dans des endroits incongrus, inédits.

Il m'a envoyé une vidéo infecte tournée sur un campus américain.

Une jeune femme et un jeune homme moquent les wokes propalestiniens en mimant des figures caricaturales, drapées

dans des keffiehs et des drapeaux rouge-noir-vert, prêtes à tout pour le Hamas, qui menace ouvertement de les tuer, tandis que les deux imbéciles battent des mains et trouvent le Hamas « *so cute* ».

Dans la vidéo, c'est évident que le fait de ne pas appuyer inconditionnellement ceux qui bombardent Gaza, c'est faire preuve d'un angélisme suicidaire. Et la vidéo met cela en lien direct avec le fait d'être homo, d'être de gauche, d'être faible en somme.

J'ai vécu en Palestine. En Israël. À Tel-Aviv. J'y ai été heureuse. Très. C'était un moment incroyable. Il y avait un cinéma inventif et subversif. Une scène musicale démente. Des échanges des deux côtés de la frontière. Une contestation. Tout le monde réfléchissait à *la matzav*, la « *situation* ». Personne n'était d'accord mais ça pensait.

Je ne suis pas retournée « *là-bas* » depuis longtemps. Les amis que j'y avais sont pour la plupart partis, inquiets de leur santé mentale et pour leur descendance. À l'image de l'ami de la devinette, ceux qui sont partis semblent s'excuser auprès de ceux qui sont restés. Comme si le choix fait de sauver sa peau

s'était forcément fait au détriment du collectif, si central à la construction de l'État juif.

Le collectif israélien est malade et ça ne date pas du 7 octobre. Il est loin le temps des kibboutzim et des coopératives. Je lis à longueur de tribune que c'est cet Israël-là qui a été attaqué par le Hamas, que plusieurs des otages militaient pour la paix. Oui, mais. L'État israélien est un État colonial, alors il est attaqué. En réponse, il se défend. Et on n'a plus d'autre choix que de constater qu'un État colonial, quand il se venge, fait ce que fait un État colonial en temps normal : il réprime par la force...

Seulement, d'habitude, il fait semblant de le faire à partir d'un certain cahier des charges déontologique. Cela ressemble à une blague mais il n'y a rien de drôle. Aujourd'hui, l'État d'Israël n'y met plus aucune forme et on est, une fois de plus, une fois encore, devant l'évidence de ses crimes.

Oui, mais.

Non, pas de « *mais* » ici.

Je crois que ce qui est terrible devant la catastrophe (annoncée) de ce meurtre militairement organisé du peuple palestinien,

c'est qu'il nous colle brutalement, totalement, désespérément devant notre impuissance.

Il y a celles et ceux qui nous gouvernent, élu·es par défaut, à coups de votes « *contre* » et de pis-aller déprimés, ou même, comme à l'évidence dans le cas du gouvernement israélien, d'arrangement dégoûtants, de corruption pure et dure.

Et c'est eux qui tiennent les rênes, cette bande d'incapables.

Et nous ? Que pouvons-nous ?

On peut descendre dans la rue. C'est déjà ça... On se regroupe, on se tient chaud, on compte ses troupes. Mais ce n'est pas assez. En attendant, des gens meurent.

On peut signer des pétitions. En tant que juif ou juive. *Not in my name*. Là encore, c'est déjà ça.

Mais évidemment que c'est bien trop peu.

Alors on s'indigne et on s'en veut. On est furieux et on n'a nulle part où jeter sa colère. Sauf contre soi-même, parce que si on en est là, c'est aussi parce qu'on n'a pas assez fait, forcément. Je

préfère me dire que je suis en partie responsable plutôt que de me dire que la faute est tellement loin que je n'y peux rien.

Parce que le monde est ma responsabilité. Le *Tikkun Olam* fait partie de ma boîte à outils. Oui, je pense qu'il est de mon devoir de réparer le monde. Comme le tien, le sien, le nôtre. Etc.

Être juif, être juive, pour moi, c'était forcément se mettre au service de la justice.

Donc être contre les discriminations, les oppressions.
Activement.

Pierre Goldman l'a si bien écrit dans ses « *souvenirs obscurs* »...

La confusion générale m'assèche.

La véhémence à décrier l'antisémitisme ne vous semble pas suspecte ?

C'est peut-être mon côté juif méfiant, mais je n'ai aucune envie d'être défendue par Le Pen...

Dans mon souvenir, les fachos, on leur casse la gueule, on ne partage pas des rendez-vous à Bastille. Ah si, « *mais pas derrière*

la même banderole ».

Non mais ça ne va pas la tête ?! Non, ça ne va pas.

Le racisme anti-arabe ne se cache plus du tout, je n'ose imaginer l'étape d'après.

Et le fait que cela se fasse sur le dos des juifs me rend malade.

J'ai fait des efforts pour que les premières impressions de la judaïté de mes garçons ne passent pas par la Shoah. Pour qu'ils apprennent à prendre du plaisir dans les fêtes et l'étude des mots avant qu'on parle de la haine et des fantasmes qui entourent la religion de mes ancêtres et la culture merveilleuse qui en découle. Et ces efforts sont en train d'être réduits à néant.

Parce que ce que fait Israël à Gaza mérite une réponse autre que des « *appels* » à des cessez-le-feu. Il faudrait pouvoir contenir Bibi dans une camisole de force, l'empêcher pour de bon. Mais s'il fait peur à tout le monde pareillement, c'est peut-être qu'il y a quelque chose qui nous échappe, non ?

La base du complotisme, c'est quand même la paresse, alors imaginer que les juifs gouvernent le monde, c'est quand même

plus simple que de revenir aux origines du problème...

Et d'ailleurs, ce serait quoi, le début du commencement de ce chaos ? J'ai ma petite idée personnelle, mais j'ai comme l'impression qu'il y aurait une interprétation par tête là encore.

Il y a un retour de l'antisémitisme. Oui.

Et il y a un racisme anti-arabe évident. C'est un fait.

En France, ces deux choses parlent de la même chose.

Et il faudrait être sacrément amnésique pour ne pas le constater.

J'ai trois fils juifs.

Ici et maintenant, je ne sais pas trop comment leur raconter ce que ça pourrait vouloir dire.

[Le billet de blog : Lettre à mes trois fils : à propos de la Solution finale](#)

26 novembre 2023

Maintenant, nous allons pouvoir écouter, compatir et pleurer

Élodie Tuillon-Hibon

Avocate au barreau de Paris.

Enfin, nous allons pouvoir cesser de retenir notre souffle et écouter, et compatir et pleurer pour les femmes et jeunes filles tuées, violées, agressées, mutilées le 7 octobre, maintenant qu'enfin s'estompent les manipulations de l'internationale d'extrême droite pour désigner les féministes comme « *complices* ». Des décennies que nous luttons sans vous. Des décennies que nous survivons sans vous. Pour elles toutes, nous sommes révoltées du lever du soleil jusqu'à son coucher.

Maintenant que les charognards du « *mouvement antiwoke* » (sic) ont fini leur répugnant petit numéro de claquettes sur le corps des femmes mortes ou violées le 7 octobre,

maintenant qu'enfin retombe l'engouement pour des pétitions ou des tribunes signées avec des fascistes ou des va-t-en-guerre qui ne voient aucun inconvénient à massacrer des femmes civiles « *ailleurs* », des pétitions signées avec des représentants réactionnaires qui traditionnellement n'en ont absolument rien à faire de ce qui arrive aux femmes « *de leurs pays* » par temps de paix (et pensent plutôt d'ordinaire que les rave parties sont des repaires de drogués aux cheveux longs qu'il faut criminaliser),

maintenant qu'enfin s'estompent les manipulations de l'internationale d'extrême droite pour agresser les féministes françaises en les désignant comme « *des complices* » du Jihad islamique et ainsi régler leurs comptes, par des amalgames immondes, avec celles qui, éventuellement, auraient demandé ici que cessent le harcèlement quotidien et la discrimination dont sont victimes nos compatriotes musulmanes depuis trop d'années, ou celles qui luttent contre le patriarcat, le droit de cuissage, ou pour l'avortement, ou tout simplement celles qui ont le mauvais goût de protester aussi contre le traitement infligé à la population gazaouie,

maintenant que les instances en charge de faire des enquêtes,
maintenant que les journalistes, maintenant que certaines
victimes vont pouvoir parler,

ENFIN nous allons pouvoir cesser de retenir notre souffle et
écouter, et compatir et pleurer et nous révolter sans retenue
pour les femmes et jeunes filles tuées, violées, agressées,
mutilées le 7 octobre.

Comme nous compatissons et pleurons et nous révoltons
chaque jour pour chaque femme violée, assassinée, torturée, aux
quatre coins du monde, qu'elle soit ukrainienne, russe, iranienne,
rwandaise, israélienne, palestinienne, congolaise, thaïlandaise,
française, américaine, brésilienne.

Qu'elle soit assassinée par le père de ses enfants ou par un
combattant étranger.

Qu'elle soit violée par son collègue ou par un combattant
étranger.

Qu'elle soit torturée par des proxénètes ou des pornographes
(dont vous, les donneurs de leçons, vous rendrez ensuite
complices en visionnant un porno ou en achetant une passe

puisque, rappelons-le, certaines de ces « *belles âmes* » ont aussi signé le manifeste du « *droit à sa pute* ») ou par un combattant étranger.

Aucun uniforme d'aucune armée ne prémunit d'aucune exaction.
Aucune nationalité. Aucune religion.

Cette indignation très, très sélective qui ne surgit qu'à la faveur de situations qui présentent un intérêt politique nauséabond mais qui se moque bien en réalité de la cause des femmes, et qui l'instrumentalise, pour faire croire que seuls des hommes de telle nationalité, de telle couleur, de telle classe sociale, de tel âge ou de telle religion peuvent violer, massacrer, assassiner, torturer des femmes.

Parce que les viols de guerre correspondent en tous points aux stéréotypes de la culture du viol (la violence, l'inconnu), vous les présentez comme plus abjects.

Mais quelle différence véritable y a-t-il entre le viol de l'une et le viol de l'autre par des hordes sauvages, ici déchaînées par l'alcool et la drogue (*la manada*) et là-bas fanatisées par une cause (7 octobre) ?

Quelle différence y a-t-il avec une femme tabassée ou poignardée de dizaine de coups de couteau puis découpée ou brûlée par son conjoint sur votre sol « *en temps de paix* » ?

Où était votre indignation en 2001 quand des policiers italiens, à la faveur d'un sommet international, ont tabassé à mort des jeunes européennes altermondialistes dans leur sommeil, puis les ont traînées et retenues plusieurs jours, ensanglantées et meurtries, dans une caserne, privées de soins et de leurs droits élémentaires ?

Certaines ont eu le crâne enfoncé. Certaines ont subi des fouilles qui étaient des agressions sexuelles. Certaines avaient leurs règles et, pendant trois jours, ont été privées de protections et d'hygiène. Où était votre indignation quand, récemment, des jeunes manifestantes se plaignaient ici d'agressions sexuelles et d'insultes sexistes lors de contrôles ?

Vous qui acceptez par principe la torture de prisonnières politiques, les prisons secrètes, les lois d'exception qui autorisent tous les débordements, nous devrions vraiment nous fier à votre empathie ?

Car il faut dire que nos « *civilisations* » en savent long sur le massacre des femmes. Elles se sont régulièrement entraînées sur les femmes autochtones, indigènes, les femmes déportées, en Algérie, au Mozambique, en Angola, au Vietnam, aux États-Unis. Nous en avons, de ce triste savoir-faire, de cette tragique pratique. L'exemple vient d'en haut. L'exemple vient de loin.

Pour nous, il n'y a pas de différence. Pour nous, il n'y a toujours que trop de silence.

Des décennies que nous luttons sans vous. Des décennies que nous survivons sans vous. Des décennies que nous luttons même contre vous. Nous continuerons. Vous n'êtes pas nos alliés. Nous ne sommes pas les vôtres.

Pour elles TOUTES, nous, chaque jour, nous pleurons des larmes de sang, nous arrachons nos cheveux, nous déchirons nos poitrines, nous griffons nos visages.

Nous sommes révoltées du lever du soleil jusqu'à son coucher.

Le corps des femmes est perpétuellement,

Quotidiennement,

Terriblement toujours,

Un champ de bataille, par temps de paix comme par temps de guerre.

Pour nous, la paix n'existe jamais.

Vivre quotidiennement cette guerre ancestrale et permanente contre les femmes nous use, nous abîme, nous épuise, nous enrage.

Nous ne divisons pas. Nous ne trions pas nos mortes selon qui les tue, qui les massacre, qui les viole.

Notre seule patrie, c'est celle des femmes du monde entier.

Vous n'aurez pas notre colère ni notre rage.

Que la terre leur soit légère à toutes...

[Le billet de blog : Maintenant, nous allons pouvoir écouter, compatir et pleurer](#)



- **Dimanche 3 décembre** : la mairie de Paris annule une soirée « *contre l'antisémitisme et son instrumentalisation* » prévue le 6 décembre, dont la philosophe du genre états-unienne Judith Butler était l'oratrice principale.
- **Lundi 4 décembre** : plus de 60 journalistes et employés de médias ont été tués depuis le début de la guerre entre Israël et le Hamas, selon le Comité pour la protection des journalistes.
- **Mardi 5 décembre** : l'armée israélienne étend ses opérations au sol à l'ensemble de la bande de Gaza, et notamment à Khan Younés.
- **Vendredi 15 décembre** : l'armée israélienne tue par erreurs trois otages retenus dans la bande de Gaza. Ce qui porte à 22 le nombre de décès confirmés parmi les otages. 110 ont été libérés, et 129 restent captifs, sans qu'il soit possible de savoir s'ils sont encore en vie.
- **Mardi 19 décembre** : selon le ministère de la santé du Hamas, 19 667 personnes ont été tuées dans la bande de Gaza par les

bombardements israéliens.

- **Jeudi 21 décembre** : Gaza est menacée par la famine, et 93% de ses habitants sont « *en situation d'insécurité alimentaire aiguë* », affirme le Programme alimentaire mondial.

- **Vendredi 22 décembre** : une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU exige l'acheminement « *à grande échelle* » de l'aide humanitaire dans l'enclave palestinienne.

- **Samedi 30 décembre**: selon le Wall Street Journal, les services secrets états-uniens ont établi que 29 000 bombes ont été larguées par Israël pendant les six premières semaines du conflit.

14 décembre 2023

À Gaza, aujourd'hui, c'est le rouge du sang qui coule et se répand

Ahmed Q.

Étudiant, résidant à Gaza.

Pour arriver jusqu'au Club, ce texte a connu plusieurs étapes. Marie, Émilie et Myriam, trois amies qui soutiennent Ahmed Q. depuis plusieurs semaines, reçoivent sa lettre. Puis Nadir Dendoune, journaliste, réalisateur et contributeur régulier du Club, appelle Sabrina Kassa, co-responsable du Club pour que la parole de l'étudiant de Gaza, qui cherche à obtenir l'asile en France, soit entendue du plus grand nombre.

Chers Mesdames et Messieurs les députés, chers Français,

Je m'appelle Ahmed, j'ai 26 ans.

Je vous écris depuis Gaza, alors que les drones bourdonnent au-dessus de moi. En ce moment même, nous sommes 18 réfugiés

dans un même appartement.

Nous venons de vivre deux jours et nuits d'horreur extrême, qui s'ajoutent aux 66 précédents.

Mon quartier vient d'essuyer de très lourds bombardements, je ne le reconnais plus.

Le réseau est instable mais j'ai pu vous faire parvenir mon histoire.

Tout commence en 1948, c'est la Nakba. Ma famille se fait expulser de force du village Al-Nabi Robin, qui se situait en dessous de l'actuel Tel-Aviv, avant qu'il ne soit presque totalement détruit. Elle trouve alors refuge à Gaza.

22 juillet 1997. Je nais au camp de réfugiés Al-Zawaida, à Gaza, Palestine.

2008. J'ai 11 ans. Je vis mes premiers bombardements. Je me rappelle encore ce jour.

J'ai croisé mes camarades de classe sur la route et nous avons pris le chemin le plus court entre les maisons de réfugiés. Nous

étions à environ trois minutes de l'école quand tout d'un coup, nous avons entendu une forte explosion. Puis six autres.

J'ai senti le sol trembler sous mes pieds. Les pierres des maisons volaient, l'une d'elles est passée près de ma tête.

Nous avons couru sous l'épaisse fumée noire. J'ai couru aussi vite que possible pour vérifier si mon père était parti travailler ou non. Je pensais à ma sœur qui était à l'université et aussi à mes frères qui étaient à l'école.

Je ne peux pas décrire comment un enfant de 11 ans, qui ne pense qu'à jouer avec ses amis, regarde soudainement ses parents et voit la peur dans leurs yeux.

Mars 2020. C'est le confinement pour nous aussi à Gaza. Nous sommes enfermés une deuxième fois (comme si être coupés du monde par le blocus n'était pas suffisant), mais cette fois-ci, chez nous.

Tout s'arrête, je m'ennuie et décide de réaliser un vieux rêve : je me mets seul à apprendre le français.

2021. Un an plus tard, voyant mes progrès, un ami me suggère de m'inscrire à l'Institut français de Gaza. Je n'aurais jamais imaginé que l'année suivante, j'étudierais la littérature française à l'université.

Aujourd'hui. J'ai 26 ans, j'ai déjà subi ce que vous nommez quatre « *guerres* ».

Depuis le 7 octobre 2023, je vis ma cinquième et peut-être dernière guerre.

À Gaza hier, nous n'avions déjà pas une vie normale. Une vie sous blocus n'est pas normale.

Mais Gaza, c'étaient les rires amusés des enfants qui jouaient.

C'étaient l'agitation, l'activité, la joie de vivre malgré tout.

C'étaient aussi les odeurs délicieuses des plats de ma mère et la chaleur du foyer familial.

À Gaza, hier, de ma fenêtre, je nourrissais l'espoir de peut-être un jour venir étudier en France.

À Gaza, hier, je regardais des matchs du PSG avec mon maillot, en espérant voir jouer Mbappé en vrai.

Je m'imaginai déambuler dans les rues de Paris et aller au cinéma.

Je suis un grand cinéphile et j'affectionne particulièrement le cinéma français. Je tiens d'ailleurs depuis cinq ans un compte de critique de films sur Instagram.

Nous sommes le 12 décembre 2023. Je ne reconnais plus Gaza.

60 % de nos maisons ont été détruites par les bombes israéliennes.

Nos hôpitaux, écoles, universités, mosquées, églises, commerces, centres d'archives ont été bombardés. Aujourd'hui, mon université est fermée. L'Institut français a aussi été bombardé.

À Gaza, aujourd'hui, c'est le rouge du sang qui coule et se répand, c'est l'odeur de la mort omniprésente.

À Gaza, aujourd'hui, toutes les lumières se sont éteintes : en bas de mon immeuble, nous n'entendons plus les enfants jouer.

Nous entendons le bourdonnement des drones, toute la journée, au-dessus de nos têtes.

Nous entendons les missiles souffler les maisons des environs.

Mais surtout, surtout, nous entendons les cris. Les cris des victimes qui hurlent de douleur, les cris des gens coincés sous les décombres, que personne ne pourra venir chercher. Et les cris des survivants qui pleurent un ou des enfants. Un ou des proches.

Et si l'on me tue dans une frappe, ce n'est pas seulement moi que l'on tuera, ce sera toute ma lignée.

À Gaza, aujourd'hui, le brouillard et les nuages de poussière des pilonnages israéliens ont remplacé le bleu de notre ciel.

À Gaza, aujourd'hui, nous avons la vingtaine et nos cheveux sont devenus gris.

Nous sommes au soixante-sixième jour de génocide et nous avons pris vingt ans.

À Gaza, aujourd'hui, nous buvons de l'eau non potable, et nous ne mangeons plus qu'un repas par jour, quand on est chanceux.

À Gaza, aujourd'hui, nous attendons notre heure, comme des condamnés à mort.

Quel est ce type de vie où l'on passe ses journées à attendre d'être fauché par un missile ?

Je repense à cet extrait du *Dernier jour d'un condamné* de Victor Hugo, qui fait terriblement écho à nos vies, suspendues à chaque bombardement.

« Ils disent que ce n'est rien, qu'on ne souffre pas, que c'est une fin douce, que la mort de cette façon est bien simplifiée. Eh ! Qu'est-ce donc que cette agonie de six semaines et ce rôle de tout un jour ? Qu'est-ce que les angoisses de cette journée irréparable, qui s'écoule si lentement et si vite ? Qu'est-ce que cette échelle de tortures qui aboutit à l'échafaud ?

Apparemment ce n'est pas là souffrir. Ne sont-ce pas les mêmes convulsions, que le sang s'épuise goutte à goutte, ou que l'intelligence s'éteigne pensée à pensée ? Et puis, on ne souffre pas, en sont-ils sûrs ? Qui le leur a dit ? Conte-t-on que jamais une

tête coupée se soit dressée sanglante au bord du panier, et qu'elle ait crié au peuple : "Cela ne fait pas de mal !" »

Pour beaucoup des miens, il faut rester coûte que coûte, ne pas partir, car c'est ce qu'Israël a toujours voulu. Tout sauf subir une deuxième Nakba.

Mais sommes-nous obligés de payer, dans notre chair, ce droit à l'existence ?

N'avons-nous pas droit à la vie ?

Sommes-nous tous des condamnés à mort pour le simple fait d'habiter Gaza ?

Je suis un jeune homme palestinien, et j'aspire à vivre. J'aspire à la normalité. J'aspire à pouvoir rêver à nouveau. Je ne suis ni un surhomme, ni un animal humain.

22 novembre 2023. Avec la bénédiction de ma famille, j'ai pris la décision de fuir cet enfer, si j'en ai la possibilité, et de réaliser mon rêve de venir en France.

J'ai été accepté dans une prestigieuse université à Paris.

Un moment de bonheur vite rattrapé par la réalité : les bombes pleuvent sur nous, et je ne sais pas si je serai encore là demain.

Mon présent est à l'arrêt, mon avenir en sursis, pour autant, cette nouvelle m'a redonné espoir, espoir dans un avenir possible.

Ma première demande de visa a été refusée en dix minutes, au motif que je devais me déplacer en personne au consulat de Jérusalem. Chose impossible pour tout Gazaoui, soumis au blocus depuis 2007.

J'ai demandé à ce que mon dossier soit réévalué et que la France m'aide à évacuer mon pays bombardé.

Si j'ai la chance de pouvoir être accueilli par la France, mon périple ne fera que commencer.

Après avoir fait mes adieux à mes parents, mes frères et sœurs, mes amis, je devrai parcourir une trentaine de kilomètres à pied pour rejoindre la frontière avec l'Égypte.

Ce sera le voyage de tous les dangers. Il n'y a aucun corridor sécurisé à Gaza.

De nombreux Gazaouis qui se déplacent vers le sud ont été bombardés ou abattus par des snipers israéliens. D'autres ont été kidnappés par des soldats et emmenés on ne sait où.

Si je survis à tout cela, je devrai traverser le checkpoint après avoir regardé ma terre et toute la vie que je laisse derrière moi.

Si demain je pars, je ne sais pas quand je reverrai mon pays.

Si demain je pars, ce sera entre déchirement et espoir.

Je finirai par cette citation du grand Victor Hugo : « *Car dans l'homme l'espérance n'est jamais vaine.* »

Je vous remercie pour votre écoute.

[Le billet de blog : À Gaza, aujourd'hui, c'est le rouge du sang qui coule et se répand](#)

15 décembre 2023

Comme si les Palestiniens n'avaient pas leur mot à dire

Karim Kattan

Écrivain palestinien.

Le 17 octobre 2023, l'écrivain Karim Kattan dialogue avec le réalisateur israélien Nadav Lapid dans notre émission « À l'air libre », animée par Mathieu Magnaudeix. Il publiera ensuite sur Mediapart « *Gaza n'est pas une abstraction* », originellement publié sur le site états-unien The Baffler. Début décembre, il nous envoie un autre texte, qui dénonce avec force l'effacement des voix palestiniennes.

Rien ne peut justifier près de 20 000 morts, ni une situation que les observateurs internationaux, accoutumés pourtant à l'horreur, qualifient d'« *enfer sur terre* ». On aurait cru que dire cela, c'est énoncer une évidence. Et pourtant, nous nous retrouvons à devoir en débattre, entraînés dans un abîme moral sans fond, fait de relativisme et de contre-vérités, portés par

ceux qui refusent de reconnaître comme telles les atrocités perpétrées par l'armée israélienne à Gaza.

Ce n'est, pour nous Palestiniens, rien de neuf. Chaque jour de nos vies, nous sommes sommés de démontrer pourquoi nous aurions le droit de vivre libres, en sécurité et avec dignité, et sommes disqualifiés d'avoir un avis sur nous-mêmes. Pourtant, même accoutumés à cela, nous avons été surpris par les stratégies déployées depuis cette dernière agression sur Gaza et en Cisjordanie – qui fait suite aux crimes de guerre commis par le Hamas – pour créer des ambiguïtés morales, pour promouvoir l'idée qu'il s'agirait là d'un conflit symétrique, ou encore passer sous silence l'apartheid en Israël-Palestine.

Une enquête récemment publiée dans *Le Monde* s'inscrit pleinement dans ce contexte. Décrivant la fracture du monde intellectuel depuis le 7 octobre, l'auteur oublie visiblement que les Palestiniens existent, pensent leur condition et celle des autres, articulent des connaissances et énoncent des opinions et des philosophies politiques. Il ne cite pas un seul intellectuel palestinien (nous sommes pourtant très nombreux).

Comme si, quand il s'agissait de leur destruction, les Palestiniens n'avaient pas leur mot à dire, tout juste bons à être objets des fantasmes et des recherches. Car on peut lire les opinions de tous les autres. Certains sont raisonnables. D'autres, éminents chercheurs, n'hésitent pas à avancer des mystifications, ou par exemple à déclarer que les meurtres des enfants par l'armée israélienne sont incomparables aux meurtres des enfants par le Hamas. Il est surprenant de rapporter ce sophisme sans le confronter à la situation des enfants à Gaza, telle que décrite par les médecins sur place dans la bande assiégée.

C'est en le confrontant qu'on comprend qu'il s'agit là de justifications, pures et simples, des atrocités commises par l'armée israélienne. Ceux qui cherchent à confondre et à occulter la situation à Gaza risquent de devenir des apologistes du massacre.

Ces stratégies de mystification, fondées sur l'imprécision langagière, les équivalences, les inexactitudes – peu dignes de chercheurs – créent de l'ambiguïté là où il n'y en a pas et diffusent un relativisme insupportable. Ce qui se passe semble

être une « *catastrophe humanitaire* » dépersonnalisée et sans coupable. Qui massacre aujourd'hui, et selon une stratégie démontrée de déplacement de la population, de destruction totale des infrastructures, d'assassinats de masse délibérés qui exploitent les dernières avancées de l'intelligence artificielle, avec le soutien financier et moral des États-Unis, pour maximiser la destruction des villes et des personnes ? Qui affame et torture ? Qui saccage et profane les cimetières ? Et qui le fait dans la continuation et l'intensification de mesures inhumaines mises en place depuis des décennies ? Qui le fait ? Cette simple question n'est pas posée à ces chercheurs.

Il ne s'agit pas de reprocher ou de piéger, mais de décrire le champ discursif donné dans lequel cet article, ces propos s'inscrivent. L'article est symptomatique du refus généralisé d'écouter les Palestiniens. On nous accorde l'occasionnelle tribune, mais notre parole est prise dans des paramètres qui la neutralisent, et nous sommes soupçonnés d'accointance avec les pires atrocités. Ainsi, on nous exclut de la discussion intellectuelle, émotionnelle et morale, sur un sujet qui nous incombe pourtant et par lequel nous sommes, avec les

Israéliens, les premiers concernés. Et dont nous sommes les principales victimes.

Au même moment, les bombardements israéliens sur Gaza détruisent la pensée palestinienne : chercheurs, poètes, journalistes sont assassinés ; librairies et archives sont détruites, le tout à une échelle sans précédent. On cherche à éteindre notre pensée, vivace, plurielle, exigeante. Quand on ne nous écoute pas, ou qu'on ne cherche qu'à nous écouter selon certaines modalités, on facilite cet effacement.

Il y aurait, dans ce monde, selon l'article et la sagesse commune, des camps, « *pro-palestiniens* » et « *pro-israéliens* », qui sont tels des supporters d'un match de foot où personne ne meurt et où tout le monde a accès à la balle. Tout comme la division ahurissante, mais acceptée, en catégories de « *juifs* » et d'« *Arabes* » (comme s'il n'y avait pas des communautés juives arabes), cet élément de langage n'a aucun sens et est même intentionnellement malveillant : car notre liberté ne se fait pas aux dépens des autres – sauf s'ils conçoivent leur droit uniquement comme notre assujettissement.

Voilà l'évidence. La justice est la justice pour tous. La libération de ce système de domination dont on voit la manifestation la plus abominable aujourd'hui est une libération pour tous. On peut – on doit – exiger la liberté et l'égalité pour tous en Israël-Palestine. Ceux qui veulent faire croire qu'il y a des équipes, des mondes irréconciliables, ne veulent ni liberté, ni justice pour nous : ils veulent seulement nous enfoncer dans le cauchemar sécuritaire et ethno-national et les violences coloniales, pathologiques, qui nous ravagent.

Nous ne pouvons en sortir que collectivement. Il faut appeler à la fin immédiate du massacre perpétré par Israël. Il faut appeler à un cessez-le-feu, à une libération inconditionnelle et immédiate de tous les otages du Hamas, de tous les prisonniers palestiniens détenus illégalement par Israël, sans quoi nous nous rendons tous complices de ce qui se déroule sous nos yeux. C'est une tache indélébile sur nos âmes à tous. Tergiverser est dangereux. La clarté morale nous oblige. Il est encore temps de décrire précisément et de dénoncer avec courage.

[Le billet de blog : Comme si les Palestiniens n'avaient pas leur mot à dire](#)

29 décembre 2023

Liberté académique : soutien à la professeure Nadera Shalhoub-Kevorkian

Les invités de Mediapart

Tribune collective.

Après la publication d'une lettre appelant au cessez-le-feu à Gaza, la professeure Nadera Shalhoub-Kevorkian s'est vu enjoindre de démissionner de ses fonctions à l'université hébraïque de Jérusalem.

Aux professeurs Asher Cohen, président de l'université hébraïque de Jérusalem, et Tamir Sheafer, recteur de l'université hébraïque de Jérusalem.

Nous, universitaires, chercheur-es, enseignant-es affilié-es à des institutions académiques européennes et au-delà, avons pris connaissance avec inquiétude et stupéfaction de la lettre rendue publique que vous avez adressée à la professeure Nadera Shalhoub-Kevorkian suite à la publication de la pétition intitulée : « *Childhood researchers and students call for immediate*

ceasefire in Gaza » et signée à ce jour par plus de 2 000 étudiant·es et universitaires spécialistes de l'enfance.

L'importance des travaux de Nadera Shalhoub-Kevorkian est internationalement reconnue. Son travail pionnier sur la militarisation des femmes dans les régions en conflit fait figure de modèle et ses recherches sur la sécurité et les politiques de la peur sont d'une importance cruciale pour l'étude des régimes sécuritaires.

Plus particulièrement, son ouvrage sur l'enfance palestinienne, *Incarcerated Childhood and the Politics of Unchilding*, qui introduit la notion de « désenfantisation » (*unchilding*), a été largement salué pour sa contribution originale aux études sur les traumatismes accumulés par les enfants vivant sous des régimes militarisés.

Ses travaux remarquables l'ont ainsi amenée à être invitée à plusieurs reprises à apporter son éclairage lors de séminaires dans différents laboratoires européens. Dans votre lettre, vous accusez, en des termes outranciers, Nadera Shalhoub-Kevorkian d'incitation à la haine ou à la rébellion en raison du fait qu'elle a signé cette pétition.

Or, il nous semble que cette dernière fait tout le contraire en soulignant par exemple les effets traumatiques des attaques meurtrières passées et en cours sur les enfants et en appelant à la libération immédiate de tou·tes les otages, en particulier des enfants, qu'il s'agisse de celles et ceux enlevés par le Hamas ou de celles et ceux détenus hors de tout cadre légal dans les prisons israéliennes.

À l'heure où des figures publiques, médiatiques et officielles israéliennes appellent à « *l'écrasement* » et à la « *destruction* » de la bande de Gaza et de sa population, la pétition appelle ainsi à la fin des hostilités, à la protection des populations civiles en général, et des enfants en particulier, et au respect du droit international.

En outre, la pétition réclame un cessez-le-feu immédiat, la reprise des approvisionnements humanitaires dans la bande de Gaza, la protection des installations médicales, le passage en toute sécurité des victimes et des blessés, et l'entrée des équipes de secours et médicales.

Ces revendications sont des revendications humanitaires légitimes et ne contiennent aucune forme d'incitation à la haine.

Il s'agit donc d'appels à éviter les actions violentes et non d'incitations à en entreprendre de nouvelles ou à une quelconque rébellion. En tant qu'universitaires attaché-es à la justice, à l'égalité et au respect des droits humains, nous ne pouvons qu'adhérer à de telles revendications et sommes donc particulièrement atterré-es qu'elles donnent lieu à des pressions et à des menaces à l'égard de notre collègue Nadera Shalhoub-Kevorkian.

En outre, vous reprochez à la professeure Nadera Shalhoub-Kevorkian d'avoir signé cette pétition qui qualifie l'opération militaire israélienne à Gaza de « *génocide* ».

Comme tout postulat scientifique, cette qualification peut être questionnée et ne fait pas l'objet d'un consensus général au sein de la communauté académique : certain-es chercheur-es soutiennent cette lecture de l'attaque israélienne ; d'autres la réfutent. Il en va de même de l'usage des notions de colonisation, d'occupation et d'apartheid.

Pour autant, un désaccord autour de l'usage de ces termes, ou de toute opinion politique, ne justifie en rien d'adresser une lettre de menace à une professeure respectée rattachée à votre

institution. Nous attendons de l'université hébraïque comme de toute institution académique reconnue au niveau international qu'elle assure à ses membres, enseignant-es-chercheur-es comme étudiant-es, une stricte liberté académique et d'expression, mais aussi une protection sans faille contre les dérives racistes et nationalistes.

En exigeant la démission de la professeure Shalhoub-Kevorkian, vous contrevenez à l'esprit de tolérance et d'attachement à la liberté académique censé prévaloir dans les institutions universitaires et écornez ainsi l'image de l'université hébraïque auprès de chercheur-es de tous horizons.

Plus grave encore, en rendant publique cette lettre, à un moment où la violence et l'esprit de vengeance ont envahi l'espace public israélien particulièrement contre les Palestinien·nes citoyen·nes de l'État d'Israël, vous mettez très clairement en danger la sécurité de notre collègue.

Vous n'êtes pas sans savoir que nombre d'étudiant-es et d'enseignant-es-chercheur-es de l'université hébraïque ainsi que d'autres universités israéliennes sont directement visé-es par des menaces et des attaques inadmissibles menées en toute

illégalité par des milices de l'extrême droite, tout comme par l'armée et la police.

Alors que des colons armés circulent illégalement et pourtant librement en Cisjordanie et à Jérusalem-Est et terrorisent impunément les Palestinien·nes, dont certain·es qui fréquentent votre université située à proximité, nous attendons une attitude impartiale et irréprochable de votre institution.

« Dénoncer publiquement » dans ces conditions une professeure et l'appeler à démissionner l'expose ainsi à de graves menaces pour sa sécurité et celle de sa famille, et la prive de sa liberté académique, alors même que vous admettez dans votre lettre que *« les prises de position contenues dans la pétition qu'elle a signée ne sont pas considérées comme une violation des règles de la liberté d'expression ou une violation de la loi »*.

Enfin, en dénonçant publiquement une de vos membres éminentes, vous créez un précédent extrêmement grave qui pourrait se répéter dans d'autres institutions par le monde et imposer des règles restrictives des pratiques académiques. Nous nous élevons avec force contre une telle dérive dont nous

constatons déjà les manifestations inquiétantes dans des établissements en Europe et aux États-Unis.

Les attaques meurtrières menées le 7 octobre 2023 par les groupes armés du Hamas et du Jihad islamique ont représenté un choc sans précédent pour la société israélienne et nous déplorons vivement les pertes humaines, les souffrances et le traumatisme qu'elles ont occasionnés.

Nous refusons toutefois que ces atrocités servent de prétexte à empiéter sur des valeurs démocratiques et des libertés civiles déjà menacées par le gouvernement israélien d'extrême droite en place depuis un an.

Le traumatisme ressenti au sein de la société israélienne ne saurait justifier la criminalisation et le bannissement de celles et ceux qui osent exprimer leur solidarité envers les Palestinien-nés de Gaza, et moins encore la punition collective dont ils et elles font l'objet, en violation du droit international.

Nous déplorons et condamnons ainsi sans équivoque le meurtre de plus de 18 000 civils dans les bombardements, parmi lesquels près de 8 000 enfants, le déplacement forcé de près de

2 millions de personnes, la destruction d'infrastructures, dont des universités, et de zones d'habitations entières, la privation de nourriture, d'eau, de soins, de fuel, etc., auxquels est soumise la population entière de Gaza.

C'est dans des moments comme celui-ci que nos valeurs sont mises à l'épreuve et doivent être plus que jamais préservées. Nous en appelons donc à votre sens de la mesure et de la responsabilité et attendons de vous que vous retiriez vos attaques contre la professeure Nadera Shalhoub-Kevorkian, et que vous rendiez publique cette position qui vous honorera.

[Liste des signataires dans la tribune du Club.](#)



- **Mardi 2 janvier** : critiquée pour ses réponses sur l'antisémitisme lors d'une audition au Congrès après les attaques du Hamas contre Israël, la première présidente noire de l'université de Harvard, Claudine Gay, annonce sa démission.
- **Mardi 16 janvier** : selon le ministère de l'éducation palestinien, 4 327 élèves et 231 enseignants et administrateurs ont été tués dans la bande de Gaza depuis le 7 octobre précédent, et 7 819 blessés.
- **Jeudi 18 janvier** : selon l'UNRWA, l'agence de l'ONU pour les réfugiés de Palestine, 1,7 million de personnes, soit 85% de la population de la bande de Gaza, ont été déplacées par le conflit.
- **Vendredi 19 janvier** : selon le Hamas, 60% des logements ont été détruits ou endommagés.
- **Vendredi 26 janvier** : la Cour internationale de justice, reconnaissant « *un risque réel et imminent qu'un préjudice irréparable soit causé* » aux Palestinien-nes de Gaza, demande à Israël de « *prendre toutes les mesures en son pouvoir pour*

prévenir la commission [...] de tout acte » de génocide. Elle n'appelle pas au cessez-le-feu.

- **Le même jour**, Philippe Lazzarini, secrétaire général de l'UNRWA, indique dans un communiqué que les autorités israéliennes lui ont fourni « *des informations sur l'implication présumée de plusieurs employés de l'agence dans les terribles attaques perpétrées contre Israël le 7 octobre* ». « *Afin de protéger la capacité de l'agence à fournir une assistance humanitaire, j'ai pris la décision de mettre immédiatement fin aux contrats de ces employés et de lancer une enquête afin d'établir la vérité sans délai* », poursuit-il.

- En cascade, dix-huit pays, les plus gros financeurs, la plupart occidentaux, gèlent ou reportent leurs contributions.

08 janvier 2024

Qu'aurait dit mon grand-père de Gaza ?

Valentine Fell

Décoratrice de cinéma et documentariste.

Après une première publication sur le site Lundi Matin, Valentine Fell nous a proposé de republier son texte dans le Club pour élargir son public et « *parler à des gens différents* ». Dans ce texte, elle se remémore le rapport de son grand-père juif rescapé à sa propre judéité. Elle se glisse dans ce minuscule écart parfois infranchissable entre l'innommable de la Shoah et l'inassumable de la destruction de Gaza.

Je me souviens de son regard inquiet grossi par les verres de ses lunettes, de son poignet serré par le petit bracelet de cuir noir élimé d'une vieille montre dont il aimait remonter les aiguilles. Et si je ferme les yeux, j'entends encore sa voix rauque. Celle qu'ont les vieilles personnes souvent enrhumées.

Régulièrement au cours des cinq années précédant sa disparition, nous avons pris l'habitude de déjeuner en tête-à-tête. Mon grand-père m'accueillait dans sa petite cuisine et je l'écoutais parler de son enfance boulevard Rochechouart.

Au numéro 53 se trouvait l'appartement familial, et quasiment en face, au 90, la boutique tenue par ses parents, tailleurs. Le magasin se composait d'une grande pièce comprenant un rayonnage où étaient rangés tous les coupons de tissu, un petit bureau et un salon d'essayage.

Dans l'arrière-boutique une grande table servait tour à tour au travail, au repas et aux devoirs des trois enfants. Il avait 15 ans quand son père fixa à la vitrine un écriteau de 70 centimètres de long sur 40 de large. Dans un encadrement gris était écrit en majuscules : « *Judisches geschäft* », et juste en dessous en minuscules et en italique : « *entreprise juive* ».

À l'école sa place était à présent au fond, avec les autres kids dont le manteau était estampillé. « *Il fallait avoir du caractère pour ne pas aller se faire recenser* », avait-il un jour grommelé, la tête baissée dans son assiette.

Je devais avoir à peine plus que son âge à cette période, quand un midi, alors que je passais la porte de chez lui, il se décomposa. Ses joues flasques se gonflèrent, écarlates, explosèrent en un cri. « *C'est quoi ça ?* », hurla le vieil homme.

À mon cou, scintillait l'or d'une Magen David que le désir d'appartenance irriguant l'adolescence m'avait poussé à acheter. Robert avait eu beau décrire la terreur d'une époque, c'est à cet instant, dans son visage contrit, qu'elle m'apparut en flash :

Robert, 15 ans, marchant le long du boulevard Rochechouart et accélérant le pas devant une affiche où l'on peut lire « *Il faut aussi balayer les JUIFS pour que notre maison soit propre* » ;

Robert, 16 ans, tendant ses faux papiers aux gendarmes patrouillant sur la route de Castaignos-Souslens, village entre les deux Zones ;

Robert, 18 ans, sautant d'un train en route pour les camps de travail sous le regard tétanisé des autres prisonniers ;

Robert, 19 ans, signant pour faire supprimer officiellement son nom : Pinkowsky ;

Robert Pinchon travaillant sans relâche, économisant sans exception, car l'argent synonyme d'autonomie s'entendait aussi comme capacité à fuir.

Robert devenu papa, puis papi, criant sur sa petite-fille dont le subjectif ne permettait pas de sentir ce que cette étoile renversait en lui.

Il avait fallu deux générations pour que son traumatisme s'estompe en histoire familiale. Pour que sa peur ne soit plus une émotion mais une multitude de souvenirs. Il avait fallu un signe pour que tout resurgisse d'un coup.

« L'homme est méchant par essence, l'individu est méchant.

Foncièrement, répétait-il en servant nos bols de soupe tandis que j'ôtai de ma chaîne le signe distinctif. *C'est préférable de ne pas dire ce qu'on est. D'ailleurs, on n'est rien de spécial.*

Simplement, c'est préférable de ne pas donner l'occasion d'être vus comme ils aimeraient nous voir. À l'époque, ils ne voulaient pas de nous, maintenant ce sont des musulmans qu'ils ne veulent pas. On a cette chance-là, de pouvoir être invisibles. » Incrédule, je déglutissais le liquide épais et chaud en le regardant se recomposer.

Qui étaient-ils ?

Il y a deux mois, vendredi 28 octobre 2023, j'ai repensé à ce déjeuner avec feu mon grand-père. Allongée sur mon canapé, j'appelai son fantôme mais, sans réponse, j'écrivis un message à ma mère, sa fille.

« Tu comprends toi ?

— ?

— Qu'un peuple qui a été exterminé en massacre un autre ? J'ai honte.

— Parce que tu es israélienne ?

— Non mais qui sont les Israéliens ? Des descendants de la Shoah, je crois. Comme moi.

— On en parlera... mais ne rentre pas dans les clivages simplistes. Nuance, nuance, nuance.

— Maman, regarde juste le live de l'AFP et l'horizon criblé de lignes orangées. Les gens de Gaza n'ont que la mer pour se noyer.

— Je ne peux pas.

— *Il faut regarder les choses en face pour pouvoir les nuancer. On entend que les explosions au loin et la respiration du mec qui tourne de temps en temps la caméra pour cadrer là où ça crame le plus. »*

Il était bientôt une heure du matin. À Gaza, ils effaçaient des vies par centaine. Je m'endormis en entendant Robert souffler : « *Les Gazaouis meurent dans un couloir et ceux qui ne meurent pas, les observent disparaître. »*

Dans le noir de la nuit, les corps tétanisés ingurgitent la Haine qui s'engouffre dans les maisons aux vitres explosées par les souffles d'air. Quel lendemain aux survivants ? Combien d'années faudra-t-il à ces âmes et à leur descendance pour qu'une confiance en l'Autre puisse de nouveau exister ?

Il y a quatre-vingts ans, en 1941, Robert avait écrit dans un petit carnet bleu, de la taille d'une poche arrière de jean : « *Cinq mille ans d'expérience nous en ont donné la leçon, nous avons quitté Babylone, nous avons fui l'Égypte, nous nous sommes sauvés d'Espagne, nous sommes partis de Russie où nos mères, cachées dans ces silos creusés en pleine terre, servant de réserves de glace*

en été, priaient pour échapper aux viols continuels perpétrés contre les juives.

Et aujourd'hui je m'en irai de la France que j'aime tant mais qui me lâche. Oui, il faut partir. Pour cela, il faut abandonner Paris pour commencer, partir vers le sud soi-disant Zone libre, il faut préparer le départ de la famille, direction Marseille, vers l'Espagne, et ensuite les États-Unis, l'Amérique. »

C'est ma mère qui, pour donner suite à notre échange de la veille, m'en fait la lecture. Derrière ses lunettes, je reconnais l'inquiétude de son père. Les attaques du 7 ont tiré du fond de sa chair une peur ancestrale que lui chantaient ses parents. Eux-mêmes l'ayant entendue de leurs ancêtres et ceux-là, de leurs aïeux.

L'absence de condamnation des attaques du Hamas dans la bouche de certains représentants et la recrudescence des actes antisémites semblent murmurer la fin d'une accalmie. Gagnée par la peur, sa vue s'oblitère, son champ de vision se réduit. Et dans l'obscurité, assourdie par la croyance d'une prédestination à l'errance et à la souffrance, elle s'accroche au fil des informations que nos médias généraux distillent.

Un soir, elle regarde à la télé la libération des otages israéliens. « *Et celle des Palestiniens, tu vas regarder ?* », je lui demande. Elle ne répond pas mais ses yeux semblent dire : « *Ce n'est pas pareil.* » Sur l'écran, une mère serre son enfant, en respire tout l'être. Dans ses mains et contre son cœur, elle imprime la chair de sa chair. Elle en pleure bien sûr. Et les yeux de la mienne ne voient pas le soulagement de cette mère-ci comme celui de cette mère-là. C'est un autre récit qu'ils font de ces retrouvailles.

En tournant les feuilles, aussi fines que le papier à cigarette, du carnet de Robert, je découvre ses pensées les plus intimes et ses réflexions les plus banales. Dans un coin de page, il y a une addition, un peu plus loin le nom de trois personnes « *prises* », le tout en minuscules pour économiser au mieux ce dernier lieu d'expression.

À cette époque, la loi empêchant la propagande antisémite ayant été abrogée, les journaux, affiches, expositions façonnaient sans complexe l'opinion publique en dégradant les juifs. Les mesures appliquées sous l'Occupation par le gouvernement de Vichy, quant à elles, leur interdisaient toute prise de parole.

Rendue distinguable dans l'espace public, cette part de la population, support d'un discours fasciste indiscutable, était isolée dans les derniers wagons du métro, n'avait pas droit au téléphone ni d'entrer dans les commerces, sauf entre 15 heures et 16 heures, était soumise à un couvre-feu et révoquée des professions dites de la pensée.

Réduits à une masse dans laquelle se confondaient toutes les singularités la composant, ces corps sans voix ni âme, devenaient déportables.

Plus de 20 000 civils gazaouis ont été assassinés par le Likoud en deux mois. Ils disent poursuivre la « *dénazification* » de la bande de Gaza. Les mots n'ont-ils plus aucun sens ?

Sur TikTok, un petit garçon qui fait la queue au moment de la trêve pour remplir un jerricane d'essence s'exprime de façon plus sensée que ces hommes. L'enfant dit : « *J'ai cru qu'on allait mourir avant la pause. Maintenant je crois que je n'aurai jamais de fuel.* » Dans la foule son corps se perd, ici les nôtres s'éloignent.

La peur des uns, le désespoir et la rage des autres, sont trop vifs pour laisser une place à l'empathie. Ils en font leur jeu, nous

simplifient en camps. Les politiques extrêmes arrosent chaque matin nos passions comme une plante verte, le sourire aux lèvres, grisés de voir que ça pousse. Sans doute sentent-ils approcher leur idéal d'un monde sans différence.

Mais supprime-t-on jamais totalement l'Autre ?

Ne plante-t-on pas seulement la terreur dans les corps ayant survécu au massacre et à la silenciation ? Cette terreur transmise aux enfants, et aux enfants des enfants, justifiera toutes les attaques défensives à venir, nourrira toutes les politiques d'enfermement futures. Du repli à l'impossibilité d'empathie avec l'Autre, il n'y a qu'un pas.

Lorsque j'ai fait lire ce texte à ma mère avant de le soumettre, elle m'a d'abord répondu être gênée par l'amalgame que je faisais, en disant avoir honte des actions commises par le gouvernement d'extrême droite israélien. Ainsi je me réduisais, et avec moi tous les juifs et leur pluralité, à un camp.

Spontanément, je lui ai dit : *« Mais toi, quand le Hamas a attaqué, tu t'es indignée que les musulmans ne se lèvent pas pour dénoncer. Alors j'ai imaginé qu'il fallait qu'on s'indigne nous aussi*

maintenant que le Likoud dévaste tout. » Il y a eu un moment de silence, puis elle a murmuré : « J'ai eu tort... Personne ne devrait avoir honte à la place des fascistes pour leurs actions. Et encore moins sur la base d'une religion commune. Tu vois, il faut du temps, mais les avis bougent... »

Puis on s'est demandé ce que Robert aurait dit du massacre là-bas et de ses répercussions ici. La peur gravée en lui aurait-elle troublé tout discours rationnel ou lui aurait-elle permis au contraire la plus grande compassion envers cette population qu'ils assassinent ?

Une chose dont ni elle ni moi ne doutions, c'est qu'il aurait été profondément soulagé d'avoir réussi à se rendre invisible.

[Le billet de blog : Qu'aurait dit mon grand-père de Gaza ?](#)

14 janvier 2024

Sur la question palestinienne : l'inconditionnelle innocence occidentale

Hassina Mechaï

Journaliste. Cette longue analyse est le premier texte d'Hassina Mechaï publié dans le blog de Chronik, un collectif engagé dans le débat d'idées et l'analyse critique.

La passivité de l'Occident à l'égard de la tragédie endurée par Gaza ne peut être comprise qu'à l'aune de la « *question palestinienne* » passée sous silence depuis une décennie. Ce n'est qu'en prenant la mesure de celle-ci qu'il est possible de saisir l'ampleur de ce qui se joue actuellement dans cette partie du monde, les destins de la Palestine, d'Israël et de l'Occident étant liés.

Il se dit, au fil des transmissions d'un récit encore intact, qu'au XVI^e siècle, horrifié par les pogroms qui terrorisaient la communauté juive de Prague, un rabbin créa une créature informe, le golem. Il lui donna vie en insérant dans sa bouche un

parchemin portant le nom de Dieu (le tétragramme hébraïque) et en inscrivant sur son front le mot *emet*, « *la vérité* » en hébreu.

Pour lancer le monstre contre les pogromistes, il suffisait de retirer l'aleph, la première lettre de ce mot. Le mot *met*, « *la mort* », marquait alors le front de la créature. L'aleph était ajouté dans l'autre sens, pour le dompter. Mais le golem avait fini par horrifier son propre créateur, qui lui retira définitivement le parchemin de sa bouche et l'aleph de la vérité pour le ramener à son état premier de glaise informe.

Cette petite lettre, silencieuse, scande la dialectique entre la mort et la vie, lesquelles restent suspendues à l'aleph manquant. Hors ce souffle presque muet, c'est le mensonge et la mort.

La vérité impose donc de tendre l'oreille, au-delà des fracas des armes et des mots.

Le 7 octobre 2023, des massacres ont eu lieu. Ils s'inscrivent dans une histoire encore vivante. Avant ce 7 octobre, d'autres massacres ont été commis. Depuis, ils se perpétuent. Si ces massacres sont parce qu'ils sont, en tautologie médusante et

d'éternité, la mort s'installera définitivement et aura eu le dernier mot.

Entre la Méditerranée et le Jourdain, vivent 15 millions de personnes, presque à parts égales entre Israéliens et Palestiniens. Aucun peuple ne partira. C'est là le principal aleph manquant, sans lequel c'est la mort.

Quels autres aleph manquants s'agit-il désormais de retrouver ?

L'échappée des golems

La presse internationale a documenté la création puis le financement du Hamas, sous le regard approbateur des autorités israéliennes. Même s'il n'en est pas le créateur, le Hamas a été en un sens le golem de Nétanyahou, par lui porté et maintenu en vie. Un golem qu'Israël pensait sous contrôle, tenu par un contrat non dit : charger le Hamas de la gestion de Gaza, pendant qu'Israël émiette la Cisjordanie en îlots coloniaux, tout en construisant avec des régimes arabes sunnites de fructueux accords de normalisation.

C'est là l'obsession du premier ministre : faire oublier jusqu'à l'existence d'une question palestinienne à laquelle la seule

réponse raisonnable aurait été la création d'un État palestinien. Avant le 7 octobre, il aurait juré y être parvenu.

À son tour golem soumis à la volonté de ses alliés ultra-orthodoxes, Nétanyahou a ignoré les signaux alarmants et dépouillé le périmètre de la bande de Gaza pour mieux concentrer son armée en Cisjordanie. Ainsi, la question palestinienne est politiquement vidée, cadennassée à l'extérieur et éteinte à l'intérieur par un dispositif de blocus et d'enfermement colonial.

Ailleurs, dans le monde, on s'en félicitait déjà : la question palestinienne était quasi résolue, faute de solution identifiable, outre l'intenable statu quo imposé par Israël. Une analyse avait même été publiée peu avant le 7 octobre dans *Foreign Affairs*. Son auteur, Jack Sullivan, conseiller pour la sécurité nationale et désormais très actif sur le dossier Israël-Palestine, notait alors que « *la région est plus calme qu'elle ne l'a été depuis des décennies. [...] L'approche [du président Biden] rétablit la discipline dans la politique américaine* ».

Pour ce qui est de Gaza, l'analyste, dans sa lancée autolaudatrice, n'hésite pas à affirmer que les États-Unis avaient

réussi à « *désamorcer les crises et rétablir la diplomatie directe entre les parties après des années d'absence* ».

C'était dit, la question palestinienne était donc neutralisée, effacée de l'agenda régional et international, la discipline américaine avait réussi à maîtriser les golems palestinien et israélien. C'était affirmé, la région allait enfin entrer dans un nirvana irénique, une « *fin de l'histoire* » moyen-orientale, grâce aux Accords d'Abraham.

Ces accords devaient pourtant si peu à « *l'ami de Dieu* » et tant à de très prosaïques contrats sécuritaires entre les États signataires et Israël. Chacun des régimes normalisateurs voyant conforté son maintien, unanimement persuadés que le plus sûr moyen de garantir la pérennité du parapluie américain passe par Tel-Aviv.

Jusqu'à ce 7 octobre où la question palestinienne a rappelé son évidente centralité.

De la question juive à la question palestinienne

On doit au poète Mahmoud Darwich cette remarque très juste et toujours pertinente : « *L'intérêt pour la question palestinienne a*

découlé de l'intérêt porté à la question juive. »

L'Occident s'est d'abord constitué contre l'altérité juive, jusqu'à l'acmé démonique du génocide européen des juifs. L'Europe s'est construite contre cette question, arc-boutée sur un antisémitisme intimement mêlé à l'édification des États européens : des bûchers sur l'île de la Cité ou de la rouelle jaune sous Louis IX, à la « *limpieza de sangre* » (« *pureté de sang* ») de l'Espagne catholique, qui se constitue en expulsant concrètement et symboliquement musulmans et juifs, jusqu'aux lois raciales de Nuremberg et de Vichy.

Après l'indélébile stigmatisme d'Auschwitz, la question devait nécessairement être reformulée. Dans un retournement radical de sa charge idéologique. La défense d'Israël est désormais au centre de la construction politique du bloc occidental. La reconquête de la supériorité morale dont s'est toujours prévalu l'Occident, excessivement compromise par Auschwitz, n'a été possible qu'à cette condition.

Les débats actuels en Allemagne illustrent ce retournement. Le pays, travaillé par une culpabilité inaltérable envers le peuple juif, a fait de la sécurité d'Israël une *Staatsräson*, ou raison

d'État. Une assertion qu'il faut prendre au sens premier : la sécurité d'Israël, donc sa défense absolue, est vitale pour l'Allemagne elle-même et la condition nécessaire à son retour dans le concert des nations.

En France, le débat se structure sur d'autres référents. La même mauvaise conscience envers le peuple juif est doublée d'une mémoire non assumée du colonialisme. « *L'Étrange défaite* » de 1940 puis la collaboration et les lois de Vichy ont été retravaillées au profit d'une autre histoire, celle de la France résistance aux côtés des Alliés vainqueurs du nazisme.

Mais la perte de l'Algérie, l'autre défaite majeure, celle de 1962, peine encore à être incorporée dans un récit national rédempteur. Elle constitue indéniablement la plaie non refermée de la mémoire française.

On a pu d'ailleurs se demander, à écouter les plateaux français, si Israël n'effectuerait pas aussi une vengeance « *pour compte* » symbolique de cette inadmissible défaite. Car « *Arabe* » pour « *Arabe* », des commentateurs semblent, inconsciemment ou non, substituer le Palestinien à l'Algérien, le fedayin au fellaga.

Selon une lecture dans certains cercles d'extrême droite nostalgiques et revanchards, Israël oserait là où tout simplement la France a fléchi. Une approche également audible en Israël, où la France est représentée comme un pays incapable de gérer « *ses propres Arabes* », à la différence de l'efficacité israélienne, qui ne s'encombre pas de vaines considérations morales ou juridiques.

Israël pensé comme « *une villa au milieu de la jungle* », selon l'affirmation toute coloniale d'Ehud Barak, est également un sous-texte israélien. Le journaliste israélien Ari Shavit a observé que Nétanyahou ne se considère pas simplement comme luttant contre ce qui menace l'existence d'Israël, mais aussi comme un défenseur de première ligne de l'Occident contre ses ennemis mortels.

Un narratif adopté aussi bien par Benyamin Nétanyahou que par le président israélien Herzog, qui ont tous deux adopté une rhétorique à mi-chemin de la lutte civilisationnelle et du combat eschatologique de la lumière contre les ténèbres.

Le fait que les extrêmes droites mondiales se rangent désormais derrière Israël (et non les juifs) devrait alerter. En plus d'y trouver

le moyen de s'absoudre de son antisémitisme, l'extrême droite célèbre en Israël sa propre fétichisation du sang et de la terre, de la relégation de l'autre.

Or longtemps le reproche premier fait aux juifs a été leur détachement territorial, la situation d'apatridie ou de migrations sans cesse forcées. Un peuple diasporique, pourchassé, dont les sociétés d'accueil ont créé, par la persécution, les conditions mêmes du non-ancrage et de la séparation.

La célébration d'Israël par l'extrême droite mondiale constitue en cela un sinistre renversement de l'histoire et une négation de l'éthique juive. Car l'hébreu est par définition « *celui qui traverse* », l'« *lbri* » qui ne se laisse pas enfermer par les frontières et les États.

Un peuple dont l'identité se fonde aussi sur le refus de ces réclusions. Un peuple qui a su se constituer ainsi par la sacralité et centralité d'une commune croyance et non pas à partir du territoire et du sang. À commencer par le paradigme premier, celui de la sortie de l'Égypte d'une foule d'esclaves constituée en peuple par la foi en un dieu unique et par l'acceptation de

principes centrés sur le respect de l'autre et de ses droits, sur une transcendance incarnée dans l'immanence du « *prochain* ».

La pensée juive, à travers le temps, a été celle qui a permis de nombreuses « *sorties d'Égypte* », hors des enfermements et des despotismes.

La question juive, irréductible à toute contingence et comprise comme un inacceptable affront à maints despotismes, a ainsi permis l'émergence des pensées émancipatrices les plus fortes de l'Histoire.

« Palestine globale » versus « Israël global »

Mais la question palestinienne a également acquis une autonomie en tant que singularité politique. Elle fait sens en elle-même et par elle-même.

Cette question ne concerne pas seulement un « *petit* » peuple spolié depuis plus d'un siècle par les jeux successifs des grandes puissances au Moyen-Orient. Elle est avec la même intensité posée hors de la culpabilité européenne sublimée en défense acharnée d'Israël.

Car elle convoque une autre mémoire, celle du colonialisme meurtrier auquel a succédé une domination mondiale persistante, que cette dernière soit militaire ou sécuritaire, politique et économique.

Si la question juive a hanté le XIX^e siècle, la question palestinienne est celle du XXI^e siècle. Elle se tient au carrefour géopolitique des rapports Nord-Sud et Est-Ouest, à des points nodaux infranationaux.

La question palestinienne réverbère partout, en de multiples échos singuliers. La Palestine globale trouve un écho dans de nombreuses luttes émancipatrices, passées ou présentes. Tant de courants politiques et sociaux, à travers le monde, y reconnaissent leur expérience propre et intime !

C'est l'émergence d'une « *Palestine globale* », selon l'expression de l'historien Ilan Pappé, qui agglomère des sociétés civiles, de citoyens, de mouvements aussi divers que les mouvements indigènes, *Black Lives Matter*, les féminismes, les syndicats. En d'autres termes, des mouvements anticoloniaux, anticapitalistes, égalitaires et émancipateurs.

En Europe, combien sont-ils, chez les descendants d'immigrés africains, à reconnaître dans la lutte palestinienne les grands mouvements de libération nationale de leurs parents. Combien sont-ils aussi à déceler dans la surveillance de chaque instant de la vie palestinienne les stratégies de contrôle déployées par l'État chaque jour plus sécuritaire.

Pour les Afro-Américains, se rendre dans les territoires occupés, c'est refaire l'expérience mémorielle de la ségrégation. L'écrivain Ta-Nehisi Coates, après son voyage à Hebron, raconte ainsi son dialogue avec un soldat israélien qui lui demandait sa religion :

« Et il est devenu très clair pour moi ce qui se passait là-bas. Et je dois dire que c'était assez familier. Encore une fois, j'étais dans un territoire où votre mobilité est entravée, où votre droit de vote est entravé, où votre droit à l'eau est entravé, où votre droit au logement est entravé. Et tout cela est entravé en fonction de l'appartenance ethnique. Et cela me semblait extrêmement, extrêmement familier. »

J'ai aussi pu observer, en Cisjordanie occupée, de jeunes Américains noirs et juifs entonner spontanément le chant des

droits civiques *We Shall Overcome* devant des checkpoints armurés.

Comme pour l'écrivain américain, la question palestinienne est « *familière* » à beaucoup. La Palestine est un palimpseste qui entremêle passé, présent et futur. Chacun peut y déchiffrer des éléments de sa propre histoire. La Palestine sonne pour beaucoup comme une répétition, un « *encore une fois* » d'une expérience de domination universelle.

Une « *Palestine globale* » dont le pendant exact est l'« *Israël global* », lequel en est venu à être confondu avec le camp occidental. Les votes à l'ONU sur la question israélo-palestinienne, dans leur instantanéité, illustrent cette division du monde en deux camps. La défense d'Israël est dès lors comprise par ces « *Sud globaux* » comme la défense de l'Occident.

Nombreux sont ceux qui en viennent d'ailleurs à se demander, au regard de ces deux questions juive et palestinienne si intimement liées, s'il n'est pas une forme de transfert du sort fait au peuple juif durant des siècles vers le peuple palestinien : identité exilique, apatridie ; peuple dont la présence est ressentie comme surnuméraire, encombrante et inutile ;

abandon, embarras ou indifférence des autres nations ; menace constante de la disparition ou de l'effacement.

La seule différence réside peut-être dans la situation faite aux Palestiniens d'un exil intérieur, d'un arrachement *in situ*, actualisé chaque jour sur sa propre terre.

L'innocence à tout prix

L'État d'Israël est l'un des premiers produits de l'ordre international issu de la Seconde Guerre mondiale. Un ordre qui a voulu réguler la loi du plus fort par une série de normes pensées tout à la fois comme éthiques et juridiques.

Dans cet ordre en synecdoque construit à travers les années, Israël est devenu synonyme du peuple juif. Défendre Israël, c'est défendre le peuple juif. C'est aussi défendre « *la seule démocratie du Moyen-Orient* », affirmation orientaliste s'il en est et qui ignore la vitalité démocratique des sociétés civiles de la région. Et qui ne s'interroge nullement sur la validité d'une démocratie restreinte, privilège d'une seule catégorie de la population.

Mais plusieurs apories déséquilibrent cette équation. D'abord la tension qui se fait de plus en plus criante entre le monde

diasporique juif et Israël, notamment aux États-Unis. C'est en effet dans ce pays, qui accueille la communauté juive la plus importante au monde, hors Israël, que la contestation a été la plus vive à la guerre contre Gaza.

L'autre aporie tient à la contradiction avec une autre affirmation, celle de la fragilité du peuple juif. Or, Israël est une Sparte moyen-orientale surarmée qui maintient sous domination totale un peuple. Sa *realpolitik* est aussi crue que celles des autres pays, notamment par son soutien à des régimes peu soucieux des droits humains. Voire antisémites.

Au cœur de ces apories gît la question de l'innocence.

L'innocence est au sens étymologique « *ce qui ne tue pas* ».

Israël, selon cette vision occidentale politico-médiatique, ne tue pas, même si les Palestiniens meurent. C'est dans ce paradoxe intenable que nous vivons depuis le 7 octobre. Israël ne tue pas mais les Palestiniens meurent.

Sur l'omniprésente scène politico-médiatique, le consensus est parfaitement intelligible : l'innocence d'Israël doit être préservée à tout prix. C'est ainsi qu'il faut comprendre le blanc-seing

immédiatement accordé à Tel-Aviv par les Occidentaux au lendemain du 7 octobre.

C'est dit et répété : « *Israël a le droit inconditionnel de se défendre.* » Mais ce « *droit* » bruyamment proclamé relève à l'évidence davantage du quitus moral accordé par avance que du système juridique international lui-même, qui oblige à la protection des populations civiles et impose des obligations précises à la puissance occupante vis-à-vis des populations sous son emprise.

L'indiscutable innocence israélienne apparaît également en filigrane dans le concept militaire de « *tirer et pleurer* » (« *bokhim vé yorimr* ») des militaires en territoires occupés.

Elle trouve son apogée dans la fameuse sentence de Golda Meir : « *Nous pouvons pardonner aux Arabes de tuer nos enfants mais nous ne pouvons pas leur pardonner de nous forcer à tuer leurs enfants.* », qui au-delà de son caractère injurieux et ouvertement raciste, annule encore une fois chez le Palestinien toute réalité de sa souffrance, voire de son humanité, et nie toute responsabilité dans cette souffrance.

Et c'est à ce niveau que s'esquisse un principe terrible d'inversion : car si le Palestinien n'est plus victime, il faudra donc qu'il soit la cause des actes commis contre lui.

La responsabilité de chaque soldat en sort dès lors, au mieux, partagée donc diluée, au pire, occultée. Car dans son paroxysme, cette inversion suppose que le soldat apparaisse comme la victime de sa victime, et l'occupation une simple conséquence défensive et non une des modalités principales d'une agression continue. « *L'armée la plus morale du monde* » n'est pas un vain slogan. Les Israéliens y croient absolument.

Ces apories expliquent aussi les contorsions dans le traitement politique et médiatique des victimes palestiniennes. Ainsi a-t-on interrogé un temps la réalité du nombre des victimes, estimant que ces chiffres, fournis par le Hamas, étaient éminemment suspects. Quand bien même les observateurs impartiaux les jugent sous-évalués.

Dans une indignité assumée, certains journalistes ont pu mettre en doute l'innocence de ces civils. Ils n'interrogeaient pas cette innocence seulement depuis le 7 octobre, mais bien au-delà, en essentialisant l'incrimination. À l'innocence d'Israël, quels que

soient ses actes, correspond en effet la culpabilité des Palestiniens, peu importe la condition qui leur est faite. Peu importe que le droit international leur garantisse des droits et une protection.

Est également opérée une hiérarchie électorale selon l'« *intentionnalité* » entre les morts civiles israéliennes et les morts civiles palestiniennes. Les morts ne se valent pas, selon le principe, jamais clairement énoncé, compte tenu de sa dimension scandaleuse, que les vivants étaient déjà considérés comme inégaux.

Ces contorsions politiques et médiatiques ont abouti à des aberrations factuelles, des distorsions tellement grossières qu'une alter-réalité semblait se créer au fur et à mesure de ces narrations. Comme dans la blague juive du chaudron emprunté neuf et jamais rendu troué.

Les morts palestiniens sont condamnés à des limbes médiatiques, innomés et sans visages, ni tout à fait morts, ni tout à fait vivants. Ils « *meurent* » le plus souvent, en mode actif dont ils sont le sujet unique. Et si parfois ils sont « *tués* », en

mode passif qui suppose de désigner la cause de cette mort, la phrase semble alors comme suspendue, sans raison donnée.

Depuis le 7 octobre et même avant, « *il n'y a pas de morts palestiniens* » et « *il n'y a pas de civils palestiniens* ». De la même façon que « *la guerre du Golfe n'a pas eu lieu* », selon l'intuition de Baudrillard qui pointait ainsi l'absence d'images libres et le récit univoque dominant.

À l'innocence nécessaire d'Israël correspond la nécessaire culpabilité des Palestiniens. Leur faute sinon leur crime ? Être. Exister. Demeurer. Autrement dit, exactement ce qui a été longtemps reproché au peuple juif.

L'acharnement que met Israël à détruire toute preuve de l'existence d'une société palestinienne, de ses journalistes à ses édifices, de sa culture à sa société, participe de la rage devant cette inexpugnable existence, vécue comme un affront permanent et une impossibilité opiniâtre.

L'innocence intrinsèque et sans nuance qui imprègne la société israélienne s'accompagne d'une invisibilisation-effacement des Palestiniens dans chaque aspect de leur vie, de leur histoire à

leur corps, de leur dénomination, « Arabes », qui est une négation de toute idée de palestinité.

Que le Palestinien soit devenu la figure du « juif » pour le peuple israélien, telle que cette figure de l'altérité ultime a émergé à travers les siècles, est une hypothèse vertigineuse.

L'innocence d'Israël a pour exact pendant la démonisation d'Israël. Sortir de cette dialectique folle et entrer dans la normalisation de ce pays est absolument nécessaire. Israël doit se normaliser avec lui-même, et pas seulement avec ses voisins arabes.

Ce qui constitue un État au plan international, un territoire défini, un peuple, des institutions, est à la fois acquis et comme en suspens ou en achèvement non atteint. Israël reste un État sans frontières closes, sans Constitution claire, sinon des lois fondamentales, et pose le principe que son peuple est partagé entre une partie à l'intérieur de ses frontières et une autre en « diaspora » qui peut à tout moment bénéficier de la Loi du retour.

Le débat public autour de la réforme judiciaire, antérieure au 7 octobre, a peut-être participé de ce désir latent de normalisation qui existe dans une partie de la population israélienne.

Cette normalisation doit aussi être entendue comme une soumission aux normes internationales mais aussi comme une banalisation en tant qu'État pour que cesse enfin cette hésitation entre l'en dedans et l'en dehors dans la psyché israélienne.

La défense des droits des Palestiniens doit aussi intégrer la normalité de l'existence d'Israël. Et résoudre le conflit latent sur la nature de l'État (théocratique ou laïque) qui divise profondément la société israélienne. Ils sont désormais nombreux, en Israël comme en Palestine, à comprendre que ce sont là les prémisses nécessaires à la paix.

La voix de Jacob mais les mains d'Ésaü

L'Occident demeure dans une étonnante ambivalence vis-à-vis d'Israël. S'il entend protéger son innocence, il admire tout autant sa force, qu'il contribue massivement à consolider. La puissance d'Israël semble même être considérée comme une

prolongation temporelle et projection spatiale de la puissance occidentale, comme une évocation du temps révolu où cette puissance était hégémonique, omnipotente et incontestable.

« *C'est la voix de Yaacov mais les mains d'Ésaü.* » Quand le président Joseph Biden s'est rendu en Israël ce 19 octobre, cette citation biblique m'est revenue en mémoire. Yaacov, cadet d'une gémellité fracturée dès la matrice, se présente à son père aveugle, Isaac, pour recevoir la bénédiction pourtant réservée au premier-né.

La ruse était simple : ses mains étaient entourées de peaux de chevreaux pour que son père, ainsi leurré, croie bénir son aîné, l'ombrageux Ésaü. S'il palpe les mains du sanguinaire Ésaü, c'est pourtant bien la voix du pacifique Yaacov qu'Isaac entend.

Les États-Unis nourrissent à flux tendus Israël en armes et en protection diplomatique tout en déployant sur ses actes un large parapluie moral. Dans le même temps, contraints par l'ampleur du carnage, ils affirment *crescendo* se soucier du sort des civils palestiniens, au fur et à mesure que les images d'un Gaza ravagé émergent irrésistiblement. La voix de Yaacov mais les mains d'Ésaü...

Un ami *refuznik*, longtemps pilote dans l'armée de l'air israélienne, m'interrogeait un jour : « *Pourquoi ne nous arrêtent-ils pas ?* » La question demeure. Pourquoi Washington ne stoppe-t-il pas Israël dans sa chevauchée folle vers la destruction de Gaza et la martyrisation d'un peuple dont le seul tort est dans sa présence, vivant lui aussi ?

Déjà Washington semble organiser l'« *irresponsabilisation* » juridique et diplomatique de Tel-Aviv en prévision de l'après-Gaza, à coups de pressions sur les instances internationales telles que la CPI ou encore décourageant des conférences *ad hoc* sur les crimes commis à Gaza.

Avec l'innocence d'Israël, c'est aussi sa propre innocence que l'Occident défend, coûte que coûte. Les raisons politiques et géopolitiques sont multiples et ont été maintes fois énumérées : deux pays qui se vivent en « *destinées manifestes* » parallèles, colonies de peuplement fondées sur l'éviction des autochtones, construites par le puissant courant évangélique comme absolument liées.

L'un comme l'autre se réclament de l'ordre international né en réaction des horreurs de la Seconde Guerre mondiale, où les

États-Unis jouent le rôle de l'empire nécessaire et bienveillant. Ce même ordre dont Israël est, en 1948, l'une des premières créations onusiennes, comme le *Yichouv* (ensemble des juifs présents en Palestine avant la création d'Israël en 1948) pré-étatique avait été celle de la SDN.

Toute la question est de déterminer à partir de quel point de rupture la nécessaire certitude pour les États-Unis d'être un empire bienveillant entrera en contradiction intenable avec les actions d'Israël ? Le soutien des lobbies qui autrefois neutralisaient radicalement les contestations ne suffit plus.

La guerre contre Gaza (et non contre le Hamas, comme cela est martelé) a d'ores et déjà des conséquences sur la politique intérieure des États-Unis. Des voix américaines juives, de *IfNotNow* à *Jewish Voice for Peace*, contestent l'alignement du judaïsme mondial sur Israël. Ce fait constitue une rupture primordiale, ces voix américaines juives convoquant la tradition éthique du judaïsme comme l'histoire américaine des luttes des minorités pour appuyer les droits des Palestiniens. De la même façon, les minorités ethniques aux États-Unis excipent de cette même histoire dans le soutien à la cause palestinienne.

Au plan international, Washington se trouve contesté dans les Suds globaux qui dénoncent de plus en plus fortement un ordre international qui ne sert plus que les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale.

Un ordre qui avait été établi alors que le monde était encore largement colonisé par ces mêmes vainqueurs. Le glacié colonial a cédé depuis et ces pays entendent mettre en adéquation principes et actions. Et si l'Ukraine a fissuré le pacte né de la Seconde Guerre mondiale, Gaza est en train de le réduire en lambeaux.

Washington tiendra-t-il longtemps cet écartèlement improductif pour les intérêts américains dans un environnement international hautement concurrentiel ?

La question, déjà posée en 2012 par deux analystes américains, John J. Mearsheimer et Stephen M. Walt, est reposée à Washington. La fronde des diplomates du Département d'État, les démissions en série à l'ONU, les tensions au sein même du parti démocrate en témoignent.

Quand l'ampleur du massacre à Gaza sera connue, quand pour conserver son innocence, l'Occident devra forcément déclarer Israël coupable, que se passera-t-il ?

La tradition juive l'affirme : Ésaü, qui préfigure Rome donc l'Occident, a toujours éprouvé un sentiment ambivalent envers Israël. Au cœur des enjeux mondiaux de la paix ou de la guerre, le pacte faustien conclu entre Israël et un Occident qui n'a eu de cesse de persécuter les juifs puis de dénaturer le message du judaïsme, est l'énigme sanglante du drame palestinien.

[Sur la question palestinienne : l'inconditionnelle innocence occidentale](#)

19 janvier 2024

Où sont les réfugiés humanitaires gazaouis ? Le pas suspendu de la cigogne

Pascale Vielle et Delphine Noels

Professeure à l'UCLouvain et réalisatrice.

Pourquoi, au moment où nous écrivons ces lignes, la Belgique ou la France n'ont-elles pas encore mis en place une politique ambitieuse d'accueil des réfugié-es humanitaires gazaoui-es, comme elles l'ont fait pour les réfugié-es ukrainien-nes ? Si l'Union européenne et ses États membres entravent ce droit fondamental des gazaouis à l'asile, ils se rendent complices du massacre en cours. Rappelons-le à nos dirigeant-es.

Les audiences accablantes de la Cour internationale de justice conduiront peut-être un jour à qualifier de génocide le massacre qui se déroule sous nos yeux à Gaza.

« *Sous nos yeux* » ne constitue pas d'ailleurs l'expression idoine : de nombreux journalistes locaux, ainsi que leurs familles, ont été

assassinés par les forces israéliennes. Les images et informations nous parviennent avec parcimonie parce que les moyens techniques font défaut.

Le drame en cours ne fait même plus la une. La radio y consacre au mieux, juste avant les actualités sportives, trente secondes pour égrainer le décompte sinistre ou pour une brève information factuelle, comme le passage d'un convoi humanitaire.

Depuis vendredi 12 janvier, Israël semble avoir coupé la bande de Gaza de ses accès à Internet et au téléphone. C'est donc à l'abri des regards du monde qu'à la suite des bombardements intenses qui ont frappé Khan Younés, l'hôpital Nasser a dû être évacué. En pleine nuit, dans le plus grand des chaos, des milliers de personnes, équipes médicales, malades, blessé-es et familles qui y avaient trouvé refuge ont pris la fuite.

Mais où vont les gazaoui-es ?

Pourquoi, au moment où nous écrivons ces lignes [19 janvier 2024], et que le nombre de morts à Gaza a atteint 25 000, dont la majorité sont des femmes et des enfants, pourquoi la

Belgique ou la France n'ont-elles pas encore mis en place une politique ambitieuse d'accueil des réfugié·es humanitaires gazaoui·es, comme elles l'ont fait pour les réfugié·es ukrainien·nes ?

La plupart d'entre nous sommes convaincu·es que c'est parce que les Gazaoui·es sont « *enfermé·es* » dans leur territoire, sans possibilité d'échapper à l'enfer.

S'il est vrai que sortir de Gaza demeure compliqué en pratique, en réalité – et pour utiliser la métaphore de Theo Angelopoulos –, les Gazaoui·es traqué·es, terrorisé·es, épuisé·es, gardent un pied suspendu, à l'instar de la cigogne, prêt à se poser dans un pays qui acceptera de leur ouvrir sa porte... et ces portes demeurent désespérément closes.

On peut entendre que, compte tenu des risques d'extension régionale du conflit, certains États du Proche-Orient craignent d'accueillir, parmi les réfugiés palestiniens, des membres du Hamas. Au Canada ou au Royaume-Uni, où la question est posée et débattue de manière ouverte, les arguments invoqués sont « *le risque d'une arrivée massive de réfugiés* » (quelle différence avec l'Ukraine ?), le soutien implicite que

représenterait l'accueil de Gazaoui-es à la politique de terre brûlée que pratique Israël, le danger d'accueillir des terroristes.

Le Canada a pour sa part décidé d'accueillir les membres de la famille « élargie » de Canadien-nes. Mais qu'en est-il des pays membres de l'Union européenne ?

Le Conseil européen des affaires étrangères du 13 novembre 2023 s'est prononcé en faveur de trêves et de couloirs humanitaires, a réfléchi à des scénarios d'« après-conflit » pour une paix durable.

Difficile d'imaginer qu'il n'a pas aussi envisagé une politique concertée d'accueil pour les Gazaoui-es, comme il l'avait fait pour l'Ukraine. Dans le communiqué de presse, on doit pourtant se contenter de lire que pour Josep Borrell, le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, « *il ne doit pas y avoir de déplacements forcés de la population palestinienne en dehors de Gaza. Il ne doit pas y avoir d'expulsion de Palestiniens, dans l'espoir qu'ils seront mieux accueillis ailleurs...* ».

Cette déclaration serait « *justifiée* » par l'appel à accueillir les familles gazaouies qu'ont adressé conjointement à la communauté des nations deux parlementaires israéliens – l'un de la majorité et l'autre de l'opposition –, appel suspect à participer à un « *déplacement forcé* » de la population gazaouie. Pourtant, nul besoin de contraindre les Gazaoui-es à l'exil. Après plus de cent jours de bombardements presque ininterrompus, la plupart des familles, privées de tout logement, d'eau, de nourriture, de soins, n'aspirent qu'à échapper à l'enfer et à trouver asile dans un pays d'accueil.

Mais, à côté de filières clandestines très onéreuses, c'est l'obtention d'un visa qui constitue le sésame, la condition *sine qua non* pour pouvoir quitter Gaza.

Or, pour introduire une demande de visa pour la Belgique ou la France, il faut se rendre en personne à un poste diplomatique. Mais le poste de Gaza, bombardé, est fermé, et les Gazaoui-es n'ont aucune possibilité de sortir de leur territoire pour introduire une demande de visa en Égypte ou à Jérusalem, demande rendue dès lors « *techniquement* » impossible.

Entre la position de la Hongrie et de l'Italie, ouvertement hostiles à l'accueil de ressortissant-es de pays arabes, la montée de l'extrême droite, la proximité des prochaines élections européennes, les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne auraient-ils fait choix, dans le plus grand silence démocratique, de tolérer les pratiques d'obstacles « *techniques* » à l'octroi de visas humanitaires pour les Gazaoui-es ?

La Cour de justice de l'Union européenne a considéré qu'une telle exigence pouvait constituer une entrave au droit au regroupement familial (droit reconnu par l'Union, mais qui ne concerne que le conjoint et les enfants du demandeur) si, en pratique, les possibilités de se déplacer vers les postes consulaires compétents sont considérablement limitées (arrêt Afrin C-1/23).

À la suite de cette décision, la Belgique a autorisé l'introduction d'une demande par mail pour le regroupement familial.

Mais cette possibilité ne concerne pas les demandes de visa humanitaire, ni même le regroupement d'une famille élargie. On attend l'issue d'un recours formé par des avocat-es belges pour élargir la possibilité de demande par mail à d'autres situations.

La France suit un raisonnement analogue à celui de la Belgique, et Mediapart a relayé la situation de « *proches* » qui, à défaut de remplir les conditions du regroupement familial, sont morts à Gaza.

De plus, sur le territoire belge, de nombreuses personnes palestiniennes sont en attente d'une décision sur leur demande de protection internationale. En l'absence d'une reconnaissance de leur statut de réfugié·e, elles ne disposent d'aucun moyen de faire évacuer leur famille proche.

On peut lire, sur le site du Parlement européen : « *Toute personne qui fuit la guerre et les persécutions dans son pays a le droit d'introduire une demande de protection internationale. Le droit d'asile est un droit fondamental. Octroyer l'asile aux personnes qui remplissent les critères de la convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés est une obligation en vertu du droit international pour les États parties, qui comprennent les États membres de l'Union européenne.*

L'Union européenne a incorporé les conditions à remplir pour pouvoir obtenir une protection internationale dans son ordre juridique propre, tout en élargissant le concept en créant une

catégorie de bénéficiaires de la protection internationale autre que les réfugiés, à savoir les bénéficiaires du statut conféré par la protection subsidiaire. »

La protection subsidiaire est accordée aux personnes étrangères qui ne remplissent pas les conditions d'obtention du statut de réfugié-e et qui prouvent qu'ils et elles sont exposé-es dans leur pays, notamment, à une menace grave et individuelle contre leur vie ou leur personne en raison d'une violence qui peut s'étendre à des personnes sans considération de leur situation personnelle et résultant d'une situation de conflit armé interne ou international.

Si l'Union européenne et ses États membres entravent ce droit fondamental des Gazaoui-es à l'asile, ils se rendent complices du massacre – voire du génocide – en cours. Rappelons-le à nos dirigeant-es.

P.-S.: mise à jour 13 février. L'État belge a été condamné à permettre la demande de visa par mail depuis Gaza. La manière dont cette décision sera exécutée n'est pas encore claire.

[Le billet de blog : Où sont les réfugiés humanitaires gazaouis ?](#)

[Le pas suspendu de la cigogne](#)

27 janvier 2024

Oui, Monsieur le ministre, les mots ont un sens

Collectif de juristes pour le respect des engagements internationaux de la France.

Collectif né spontanément lorsque des professeurs de droit public, avocats, et autres juristes spécialisés dans les libertés publiques, ont découvert « avec stupéfaction » qu'une proposition de loi n°21 avait été déposée au Sénat, le 10 octobre 2023, aux fins de criminaliser la critique de l'Etat d'Israël et de créer une infraction pénale spécifique d'« injure à l'Etat d'Israël ». Une infraction qui n'existe pour aucun autre Etat (France compris).

À la suite de l'ordonnance du 26 janvier de la Cour internationale de justice (Afrique du Sud c. Israël), un communiqué du ministère des Affaires étrangères indique que « la France annonce vouloir rappeler à la Cour que le crime de génocide nécessite l'établissement d'une intention ». Le CJRF

déplore la lecture partielle de la diplomatie française, « tant la motivation de la Cour est limpide ».

Le 26 janvier 2024, l'État d'Israël a perdu devant la Cour internationale de justice.

Il faut rappeler qu'Israël avait prié la Cour de rejeter la demande en indication de mesures conservatoires soumise par l'Afrique du Sud et de radier l'affaire de son rôle.

La Cour internationale de justice vient de lui répondre clairement :

« La Cour considère qu'elle ne peut accéder à la demande d'Israël tendant à ce qu'elle raye l'affaire de son rôle. »

Elle a également indiqué d'importantes mesures conservatoires, car, selon elle, *« il y a urgence, en ce sens qu'il existe un risque réel et imminent qu'un préjudice irréparable soit causé aux droits qu'elle a jugés plausibles, avant qu'elle ne rende sa décision définitive ».*

Nous aurions pu espérer qu'une lecture attentive de cette décision sans équivoque conduise la diplomatie française à

soutenir l'action de l'Afrique du Sud, tant la motivation de la Cour est limpide.

Après avoir déclaré au sein de l'Assemblée nationale qu'accuser Israël de génocide, c'était « *franchir un seuil moral* », le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères vient de publier un communiqué dans lequel il annonce que la France indiquera notamment « *l'importance qu'elle attache à ce que la Cour tienne compte de la gravité exceptionnelle du crime de génocide, qui nécessite l'établissement d'une intention* ».

Le ministère pourrait utilement se référer aux points 51 et 52 de l'ordonnance reproduits ici :

« **51.** *À cet égard, la Cour a pris note de plusieurs déclarations faites par de hauts responsables israéliens. Elle appelle l'attention, en particulier, sur les exemples suivants.*

52. *Le 9 octobre 2023, M. Yoav Gallant, ministre israélien de la défense, a annoncé qu'il avait ordonné un "siège complet" de la ville de Gaza, qu'il n'y aurait "pas d'électricité, pas de nourriture, pas d'eau, pas de combustible" et que "tout [était] fermé". Le jour suivant, M. Gallant a déclaré, dans son allocution aux troupes*

israéliennes à la frontière de Gaza : "J'ai levé toutes les limites... Vous avez vu contre quoi nous nous battons. Nous combattons des animaux humains. C'est l'État islamique de Gaza. C'est contre ça que nous luttons... Gaza ne reviendra pas à ce qu'elle était avant. Il n'y aura pas de Hamas. Nous détruirons tout. Si un jour ne suffit pas, cela prendra une semaine, cela prendra des semaines, voire des mois, aucun endroit ne nous échappera."»

Le 12 octobre 2023, M. Isaac Herzog, président d'Israël, a déclaré, en parlant de Gaza : *« Nous agissons, opérons militairement selon les règles du droit international. Sans conteste. C'est toute une nation qui est responsable. Tous ces beaux discours sur les civils qui ne savaient rien et qui n'étaient pas impliqués, ça n'existe pas. Ils auraient pu se soulever. Ils auraient pu lutter contre ce régime maléfique qui a pris le contrôle de Gaza par un coup d'État. Mais nous sommes en guerre. Nous sommes en guerre. Nous sommes en guerre. Nous défendons nos foyers. Nous protégeons nos foyers. C'est la vérité. Et lorsqu'une nation protège son pays, elle se bat. Et nous nous battons jusqu'à leur briser la colonne vertébrale. »*

Le 13 octobre 2023, M. Israël Katz, alors ministre israélien de l'énergie et des infrastructures, a déclaré sur X (anciennement Twitter) : *« Nous combattons l'organisation terroriste Hamas et nous la détruirons. L'ordre a été donné à toute la population civile de Gaza de partir immédiatement. Nous gagnerons. Ils ne recevront pas la moindre goutte d'eau ni la moindre batterie tant qu'ils seront de ce monde. »*

La Cour a aussi pris note d'un communiqué de presse daté du 16 novembre 2023 dans lequel 37 rapporteurs spéciaux, experts indépendants et membres de groupes de travail au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme de l'Organisation des Nations unies se sont alarmés de la rhétorique *« visiblement génocidaire et déshumanisante maniée par de hauts responsables gouvernementaux israéliens »*.

Dans l'affaire Afrique du Sud c. Israël, la France annonce vouloir rappeler à la Cour que le crime de génocide nécessite *« l'établissement d'une intention »*.

Dans l'affaire Gambie c. Myanmar, elle avait argumenté que *« précisément parce que la preuve directe de l'intention génocidaire sera rarement manifeste, il est essentiel que la Cour*

adopte une approche équilibrée qui reconnaisse la gravité exceptionnelle du crime de génocide sans rendre la déduction de l'intention génocidaire si difficile qu'il serait quasiment impossible d'établir un génocide ».

Ne doutons pas en conséquence que si pour le ministre des Affaires étrangères, « *les mots doivent conserver un sens* », il ne pourra pas ignorer les nombreuses déclarations des dirigeants israéliens, dont certaines viennent d'être rappelées par la Cour.

Ces mots lui permettront de considérer que l'intention génocidaire est établie et, *a fortiori*, qu'elle peut être déduite, si la France, par souci de cohérence, décidait d'en rester à l'« *approche équilibrée* » qui a été la sienne dans les affaires précédentes.

Le 26 janvier 2024, la Cour internationale de justice a jugé :

« À la lumière des valeurs fondamentales que la convention sur le génocide entend protéger, la Cour considère que les droits plausibles en cause en l'espèce, soit le droit des Palestiniens de la bande de Gaza d'être protégés contre les actes de génocide et actes prohibés connexes visés à l'article III de la convention sur le

génocide et le droit de l'Afrique du Sud de demander le respect par Israël de ses obligations au titre de cet instrument, sont de nature telle que le préjudice qui leur serait porté pourrait être irréparable. »

Il est déjà regrettable que la France n'ait pas pris l'initiative de cette action.

Il serait désastreux qu'elle persiste dans une définition spécifique à Israël de l'intention génocidaire.

Le tabou dans lequel la France semble s'être enfermée a volé en éclats à La Haye.

Il est temps de le comprendre et d'agir en conséquence.

Car, effectivement, les mots ont un sens, surtout lorsqu'ils sont accompagnés de crimes. Crimes commis envers le peuple palestinien et dont le communiqué du ministère ne dit pas un... mot.

[Le billet de blog : Oui, Monsieur le ministre, les mots ont un sens](#)

31 janvier 2024

Gaza, le monde et nous

Ziad Majed

Politiste franco-libanais, professeur universitaire. Il a corédigé, avec Nadia Aissaoui, en 2012, une série sur la guerre en Syrie pour Mediapart.

Depuis le début de cette guerre à Gaza, le fossé entre les continents et zones géographiques, les tensions et fractures au sein de plusieurs pays se creusent comme jamais auparavant. Il est malheureusement et sérieusement à craindre que nous vivions dans un monde qui assiste à un déclin patent des valeurs universelles et des conventions juridiques communes à l'humanité.

Nous vivons depuis le 8 octobre 2023 la guerre la plus meurtrière et la plus brutale jamais documentée et transmise en direct. En 15 semaines, plus de 30 000 Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne (60 % sont des enfants et des femmes), et plus de 80 % de la population de 2,2 millions de Gazaouis

assiégée dans 360 km², déjà victime de quatre guerres et d'un long blocus (depuis 2007) se trouve déplacée, et entassée dans la partie sud du secteur dévasté.

Les chiffres, récits, vidéos et témoignages publiés et mis à jour régulièrement par les différentes agences onusiennes, les organisations humanitaires et des droits humains, de même que par les braves journalistes et photographes palestiniens sur place, nous montrent la souffrance, la famine, les destructions des habitations et infrastructures, les coupures d'eau, de carburant et d'électricité, les conditions sanitaires inhumaines et le calvaire des malades, blessés, amputés, traités avec des moyens de fortune et opérés sans anesthésie.

Pendant ce temps, en Occident, les gouvernements et une majorité de chaînes de télévision ont décrété que cette tragédie était un dommage collatéral d'une guerre « *de légitime défense* » qu'Israël mène à la suite des attaques meurtrières du Hamas le 7 octobre.

À cette forme de mépris à l'égard des Palestiniens et du droit international humanitaire se sont ajoutées les contributions sur la plupart des plateaux télévisés, d'intervenants non spécialistes

qui profèrent des inepties et mettent en doute en toute ignorance et arrogance l'ampleur des pertes humaines palestiniennes et la réalité du terrain.

Plus encore, une tribune médiatique a été régulièrement octroyée aux porte-parole de l'armée israélienne pour leur permettre de justifier leurs « *opérations* ». Pour ce dernier cas, ces militaires n'ont en effet que très rarement été mis en situation de devoir rendre de comptes des crimes documentés et filmés perpétrés par leur armée.

Le silence des universités et des corps professionnels

Il n'est pas improbable que cet état de fait ait amené des segments des opinions publiques occidentales (qui accèdent peu aux journaux et aux sites d'information sérieux et crédibles) à être surpris par le discours dénonçant les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et les horreurs qui se déroulent à Gaza, portés par des responsables des organisations internationales, tout comme par de véritables spécialistes, journalistes et chercheurs.

Il n'est dès lors pas surprenant de constater que la poursuite d'Israël par l'Afrique du Sud devant la Cour internationale de justice pour génocide soit pour beaucoup d'Occidentaux incompréhensible, au moment où elle a suscité des échos aussi importants en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud, où des dizaines de millions de personnes ont suivi les débats de l'audience historique au tribunal de La Haye les 11 et 12 janvier 2024 et celle de l'annonce par le tribunal de mesures provisoires le 26 du même mois.

Ce qui toutefois suscite de l'étonnement, c'est de voir des catégories capables de discernement et politisées, notamment parmi les responsables des institutions universitaires, de recherche, hospitalières et des syndicats de presse, plonger dans une sorte de léthargie et s'exonérer de leur responsabilité morale et citoyenne au regard de la tragédie gazaouie.

Comment s'expliquer en effet que des corps professionnels entiers puissent se murer dans le silence, ou évoquer timidement, dans un cadre informel, des massacres visant leurs confrères ou consœurs palestiniens ?

Plus de 300 soignants et soignantes (médecins, infirmières et infirmiers, assistant-es et ambulanciers) ont été tués à Gaza, 24 hôpitaux et 62 cliniques ont été totalement ou partiellement détruits, plus de 100 ambulances ont été visées et mises hors service.

Les tirs israéliens ont fauché 115 journalistes et photographes, dont la plupart ont été directement ciblés.

D'après une documentation minutieuse, l'armée israélienne a tué 94 professeurs d'université, 231 enseignants et plus de 4 300 étudiants et étudiantes, en plus de détruire ou bombarder sans motif quatre universités et 346 écoles (dont 65 gérées par l'UNRWA). À ceux-là viennent s'ajouter des dizaines d'artistes, de poètes et d'écrivains massacrés dans ce qui semble être une guerre d'extermination de l'éducation et de la culture, non seulement du présent et du passé des Gazaouis (des dizaines de lieux de culte religieux, bâtiments et installations archéologiques et touristiques ont été totalement ou partiellement détruits), mais surtout de leur avenir.

Que faut-il de plus pour que des initiatives ou, au minimum, des communiqués dénoncent ces horreurs et manifestent une

solidarité avec les homologues palestiniens ?

Pourquoi est-il impensable pour les hôpitaux occidentaux ou les ordres de médecins de publier des déclarations ou d'organiser des manifestations symboliques solidaires des travailleurs du secteur de la santé palestinien ciblé ?

Si certains sont induits en erreur par l'effet des médias, pourquoi ne prennent-ils pas la peine de vérifier et de s'enquérir de ce qui se passe auprès de leurs confrères de Médecins du monde, de Médecins sans frontières, de l'Organisation mondiale de la santé et du Comité international de la Croix-Rouge ?

Qu'en est-il du meurtre quasi quotidien des journalistes palestiniens pour les empêcher de couvrir une zone interdite d'accès par Israël aux journalistes étrangers s'ils ne sont pas escortés et contrôlés dans leur travail par ses soldats ? Ne méritent-ils pas une mobilisation en faveur de l'ouverture d'enquêtes internationales sur leur assassinat et surtout le boycott de l'armée israélienne (et de ses porte-parole) qui les assassine ?

Le plus signifiant et probablement le plus interpellant reste le silence de la majorité des grandes institutions universitaires et culturelles face aux crimes qui touchent systématiquement les universitaires, les chercheurs et les écrivains, en plus de la destruction volontaire, parfois filmée et célébrée par les soldats mêmes, des établissements palestiniens.

Quels sont donc la fonction pédagogique et les objectifs de l'enseignement s'ils sont coupés de la réalité ? Comment pouvons-nous légitimement enseigner les sciences humaines, le droit international et le journalisme sans avoir un positionnement juridique ou du moins moral sur les tueries quotidiennes de nos semblables, qui soit en accord avec les messages et les valeurs que nous transmettons ?

Comment interpréter l'attitude passive et silencieuse, sous prétexte de « *neutralité scientifique* », de certains centres de recherche européens et américains spécialisés dans le « *Moyen-Orient* » ou les relations internationales, alors que les instituts de recherche palestiniens sont annihilés ?

De quel savoir est-il question s'il est aveugle à ce qui se passe à quelques heures de vol de chez nous, et s'il déserte les salles de

cours de nos établissements scientifiques ?

En réalité, non seulement le silence et la non-indignation ont régné, mais dans plusieurs cas aussi, des universités, des écoles et des clubs sportifs ont exercé des pressions et menacé de prendre des mesures coercitives contre toute initiative de « *soutien aux Palestiniens* ».

De plus, des foires du livre, des événements artistiques et sportifs ont vu des programmes et des invités interdits en raison de leurs positions critiques vis-à-vis des crimes d'Israël. Cette atmosphère a engendré comme conséquence la propagation d'une culture d'autocensure contraire au principe même de la liberté de pensée et d'expression.

On est en droit de s'interroger si une tragédie de cette ampleur avec ces données effroyables aurait produit un effet similaire si la géographie du conflit, sa démographie et la couleur de peau de ses victimes avaient été différentes.

Gaza et l'avenir des démocraties

Il est malheureusement et sérieusement à craindre que nous vivions dans un monde qui assiste à un déclin patent des valeurs

universelles et des conventions juridiques communes à l'humanité. Depuis le début de cette guerre à Gaza, le fossé entre les continents et zones géographiques, les tensions et fractures au sein de plusieurs pays se creusent comme jamais auparavant.

En outre, les démocraties occidentales, en crise aujourd'hui et dont certaines sociétés sont traversées par des options politiques de plus en plus racistes et populistes, perdent de leur crédibilité et ternissent l'attractivité de leur modèle politique. C'est dangereux non seulement pour elles, mais pour le reste du monde.

Car, malgré leurs politiques économiques, leur impérialisme et la brutalité de leur histoire coloniale, les libertés existantes dans leurs systèmes, la philosophie de leurs institutions et universités, leurs Constitutions, la richesse de leurs cultures, leurs arts et les systèmes de droits humains qu'elles ont institués après la Seconde Guerre mondiale, elles ont pendant des décennies attiré et inspiré les démocrates et les progressistes dans diverses parties du globe. En particulier ceux vivant à l'ombre de la tyrannie, de l'oppression, de la corruption,

et rejetant les modèles dits « *alternatifs* » des impérialismes (et dictatures) russe et chinoise.

La position honteuse de la grande majorité des gouvernements de ces démocraties occidentales sur la destruction de Gaza et de son peuple en 2023 et en 2024 est une plaie ouverte difficile à panser pour des centaines de millions de citoyens et citoyennes de ce monde.

Il sera impératif, après l'arrêt de la machine de guerre, pour tous ceux et toutes celles consternés par l'ampleur des deux poids et deux mesures, des indignations à géométrie variable et de la déshumanisation des Palestiniens, de rassembler leurs forces partout où cela sera possible, afin de surmonter le clivage installé.

De nouveaux mouvements citoyens et politiques, des réseaux et des coalitions doivent émerger et se fédérer pour porter un nouveau discours universaliste et lutter contre « *l'impunité des puissants* » et la hiérarchisation des victimes des guerres et des massacres selon leurs affiliations, et selon les lieux où leurs aspirations et espoirs sont assassinés...

[Le billet de blog : Gaza, le monde et nous](#)



- **Jeudi 1^{er} février** : la barre des 27 000 morts et 66 000 blessés, en majorité des civils, au sein de la population de Gaza est franchie.
- **Dimanche 11 février** : Mediapart publie de brefs portraits des 81 journalistes tué·es à Gaza et au Sud-Liban depuis que la guerre a démarré le 7 octobre 2023.
- **Dimanche 11 février**: au micro de Radio J, Aurore Bergé, ministre chargée de l'égalité entre les hommes et les femmes, indique que le gouvernement passe au crible les associations féministes, et qu'à « *la moindre ambiguïté* » concernant les crimes du Hamas perpétrés depuis le 7 octobre, les subventions de l'État pourraient sauter.
- **Dans la nuit du dimanche 11 au lundi 12 février**, Rafah a subi les bombardements les plus violents depuis octobre, lesquels ont provoqué des dizaines de morts. Au cours de cet assaut, les services de sécurité israéliens ont annoncé avoir libéré deux otages israélo-argentins.

- **Lundi 19 février** : la Cour internationale de justice entame ses audiences sur les conséquences juridiques de l'occupation par Israël de territoires palestiniens depuis 1967, avec un nombre inédit de 52 pays appelés à témoigner.
- **Mardi 20 février** : pour la troisième fois, les États-Unis mettent leur veto à un projet de résolution de l'ONU réclamant un cessez-le-feu à Gaza.
- **Jeudi 22 février** : selon l'UNRWA, 450 millions de dollars (415 millions d'euros) de contributions ont été suspendus depuis la révélation des accusations israéliennes contre des membres du personnel de l'agence. C'est plus du tiers du budget annuel de l'agence, financé à 90% par les dons volontaires des États.
- **Jeudi 29 février** : plus de 100 personnes meurent à Gaza lors d'une distribution alimentaire, qui fait plus de 700 blessés. L'armée israélienne reconnaît avoir tiré sur la foule. « *Des civils ont été pris pour cibles par des soldats israéliens* », souligne Emmanuel Macron qui exprime sa « *plus ferme réprobation* » et exige « *vérité* » et « *justice* ».

21 février 2024

« J'ai du mal à comprendre ce qui vous choque »

Jeanne Failevic

Auteure jeunesse.

Une chaîne de télé de grande écoute, un soir. Sur l'écran sont diffusées des images de dizaines d'hommes presque nus, mains ligotées, yeux bandés, assis ou agenouillés puis massés dans un camion. Images dégradantes, humiliantes, déshumanisantes.

En bas de l'écran on peut lire :

« Hamas : des dizaines d'hommes se rendent »

Sur le plateau, journalistes et experts discutent de ces images :

David P., journaliste présentateur : *« Bon, je voudrais vous montrer ces autres images qui sont arrivées aujourd'hui et qui sont diffusées par l'armée israélienne. Il s'agit de la reddition de dizaines de miliciens du Hamas. [...] Je rappelle qu'il s'agit d'images*

fournies par l'armée israélienne, les médias israéliens plus exactement. On voit ces hommes accroupis, déshabillés, on comprend qu'il s'agit de s'assurer qu'ils n'ont pas sur eux de charges explosives, qu'ils ne menacent personne. On est au nord de la bande de Gaza. Je voudrais poser quelques questions simples sur le traitement fait à ces hommes. Évidemment, nous, profanes, ça nous surprend. Et on voit immédiatement le côté qui nous heurte de ces images mais est-ce qu'on est là simplement dans un traitement habituel de prisonniers dont on veut s'assurer qu'ils ne constituent pas une menace ? »

« Oui !, lance aussitôt le général-expert-du-jour et il poursuit. J'ai fait des stages de résistance à l'interrogatoire. [...] La première chose que font les gens qui vous prennent, c'est de vous déshabiller. Pourquoi ? 1) Pour voir que vous n'avez pas de ceintures explosives. 2) Pour vous faire perdre vos propres références, et on vous habille, on vous donne une autre combinaison. »

Soudain un deuxième journaliste, Jean Q., lance à David P. :

« J'ai du mal à comprendre ce qui vous choque ? »

David P., gêné aux entournures : *« Non, non, je dis pas que je suis choqué. Nous, on est profanes, on n’y connaît rien et on pose la question. »*

Jean Q. journaliste expert-en-humanité : *« J’ai assisté totalement par hasard à un contrôle de la police grecque de migrants irréguliers à la frontière turque. [...] Les dix migrants étaient à poil. Et c’étaient pas des combattants.*

Le but, c’était l’humiliation, de leur dire “désormais vous n’êtes plus des êtres humains absolus, vous n’êtes plus des entités juridiques”. [...] Ça m’a fait un choc, je le reconnais, mais eux, ce n’étaient pas des combattants, donc là, y avait de quoi être choqué par le traitement qu’on leur réservait. Donc là, ce sont quand même des combattants du Hamas, des terroristes peut-être qui ont participé au pogrom du 7 octobre. »

[...]

David P. : *« C’est important de donner toutes les explications. Mais on n’est pas habitués à ces images de guerre . [...] Avec ces images, Israël affiche aussi que l’opération porte ses fruits avec la reddition de dizaines de miliciens. »*

[...]

Le même, se frottant les mains : « *Benyamin Nétanyahou affirmait hier que la maison de Sinouar, le chef du Hamas, était encerclée. On sait maintenant qu'il n'y est plus.* »

Jean Q., riant : « *Ha Ha ! C'est pas surprenant !* »

Ils rigolent.

Les images d'humiliations d'hommes défilent toujours sur l'écran.

David P. : « *On n'avait pas beaucoup de doutes... Mais où serait-il alors ?* »

Le général expert-du-jour : « *Dans un des tunnels ! Lequel ? Je n'en sais rien !* »

Ils rient.

Les images de dizaines d'hommes presque nus, mains ligotées et yeux bandés défilent en boucle sur l'écran.

Ils rient.

Ils l'ont bien mérité.

Relâchement du corps.

C'est fatigant, la guerre.

C'est du sérieux.

Ça tend les corps, ça oblige à réfléchir.

« *Nous on est profanes, on n'y connaît rien.* »

On ne raconte pas n'importe quoi.

On questionne ses sources.

On connaît le droit international humanitaire qui dit, par exemple, que tout traitement inhumain ou dégradant sur des prisonniers est interdit.

Quatre jours après la diffusion de ces images, sur le même plateau, il semblerait que la « *reddition* » ne soit plus tout à fait une reddition, que « *la réalité [soit] plus nuancée* ».

Des témoignages de ces soi-disant « *miliciens du Hamas* » sont diffusés :

« Regardez mes mains, dit un homme épuisé en montrant ses mains lacérées, elles étaient attachées avec des pinces en plastique. »

Un adolescent traumatisé et en pleurs raconte : *« Ils nous ont gardés plusieurs jours et nous n'avons eu qu'un demi-verre d'eau. »*

Imperturbable, la télé-de-la-nuance poursuit.

Cette fois, c'est François H., expert-en-diététique-de-guerre, qui déploie son analyse :

« Ce qu'on remarque, c'est qu'une bonne partie des hommes que nous voyons sur les écrans sont bien en chair – c'est pas pour dire qu'ils sont extrêmement bien nourris –, mais ce sont des gens qui n'ont pas 20 ans. Y en a beaucoup qui ont visiblement 40 ou 50 ans [...], il y a beaucoup de gens qui n'étaient pas, pour employer la formule consacrée, qui n'étaient pas d'âge militaire qui ont été pris. [...] Ça tend plutôt à montrer qu'il peut s'agir comme dans beaucoup de cas d'arrestations plutôt que de redditions ou de captures. »

Et dans les jours, les semaines qui suivent, affluent témoignages, articles, enquêtes qui documentent les

arrestations arbitraires, les humiliations, les tortures et les meurtres de ces hommes et adolescents palestiniens.

Aujourd'hui, on dénombre à Gaza des milliers de personnes tuées, blessées, amputées, des hommes, femmes, enfants traumatisé·es, une centaine de journalistes, des intellectuel·les, artistes, professeur·es assassiné·es, faits prisonniers, des milliers de cadavres sous les décombres, la destruction des écoles, hôpitaux, mosquées, universités, centres culturels...

La bande de Gaza « *au bord d'une catastrophe sanitaire* ».

Une situation humanitaire inédite dans l'horreur selon des médecins et ONG.

Une décision de la Cour internationale de justice sur un risque génocidaire.

Mais les expert·es et journalistes-en-humanité n'ont de comptes à rendre à personne.

Ils et elles savent et re-savent et re-re-savent à longueur d'écran.

« *L'opération porte ses fruits.* »

Ventriloques d'une armée « *la plus morale du monde* ».

Paroles occupant l'espace, s'agglutinant.

Magma informe d'une pensée jetable.

Arrogance et suffisance.

« *Je ne comprends pas ce qui vous choque ?* »

Ratatineurs d'humanité.

Ne pas s'habituer, surtout ne jamais s'habituer.

[Le billet de blog : « J'ai du mal à comprendre ce qui vous choque »](#)

21 février 2024

Quand l'écoute se libère, le gouvernement bâillonne les féministes

Les invités de Mediapart

Tribune collective.

Aurore Bergé a déclaré vouloir « passer au crible les associations féministes » afin de supprimer les financements en cas de « propos ambigus » au sujet du 7 octobre. Un énième signe du « backlash » antiféministe, alors que nous assistons à un nouvel élan du mouvement #MeToo. Un large ensemble d'organisations et de personnalités répondent.

Ces dernières semaines, la société française assiste à un nouvel élan du mouvement #MeToo. Gérard Depardieu, Benoît Jacquot, Jacques Doillon, Gérard Miller, Philippe Caubère, Sébastien Cauet, Seb Mellia...

Chaque jour, de nouvelles victimes dénoncent les violences sexistes et sexuelles commises par ces hommes de pouvoir. Elles représentent la voix de celles qui ne peuvent plus parler et

de celles qui ne le peuvent pas encore. Les violences de genre se retrouvent une nouvelle fois sur le devant de la scène politico-médiatique. Les conditions de cette fameuse « *libération de la parole* » ont été réunies par les militantEs et associations féministes qui luttent sans relâche depuis des dizaines d'années pour faire du « *on vous croit* » une réalité.

Si nous, femmes, minorités de genre et enfants, avons toujours parlé, notre parole était loin d'être véritablement entendue. Un peu plus de six ans après le lancement du mouvement #MeToo en France, nous pensions enfin assister à une libération de l'écoute : les victimes – célèbres – sont enfin invitées sur les plateaux télé, les féministes deviennent enfin légitimes au sein de l'espace médiatique. Il n'est désormais plus possible d'ignorer la réalité des violences : plus de 900 féminicides sous Macron, un viol ou tentative de viol toutes les six minutes, trois enfants par classe victimes d'inceste...

Cette libération de l'écoute s'accompagne d'une véritable prise de conscience de l'ensemble de la société face à l'urgence de combattre ces violences qui s'inscrivent dans un contexte de rapports de domination patriarcale mais aussi, souvent, au

croisement d'autres oppressions. Les féminismes et luttes sociales convergent pour lutter ensemble et la riposte n'a pas tardé à arriver. Il faut nous faire taire car nous rappelons sans cesse que les violences de genre sont systémiques et que l'État est complice de leur perpétuation. Par cette tribune, nous dénonçons fermement les réactions « *bâillons* » contre les mouvements féministes, de plus en plus fréquentes et répressives.

Dimanche 11 février, Aurore Bergé, ministre déléguée de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances, a déclaré vouloir « *passer au crible toutes les associations féministes soutenues financièrement par le gouvernement* » afin de supprimer les financements de celles qui auraient tenu des « *propos ambigus au sujet du 7 octobre* ».

Depuis des années, les organisations féministes alertent sur l'indigence des budgets alloués à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles et dénoncent l'inaction des pouvoirs publics. Avec cette déclaration, Aurore Bergé et le gouvernement font diversion pour se déresponsabiliser de la lutte contre les violences en France.

Les atrocités commises par le Hamas sont instrumentalisées pour éviter de répondre aux demandes de cessez-le-feu formulées par les féministes et autres organisations. Ces propos sont d'autant plus irresponsables quand l'État laisse mourir une femme tous les deux jours, méprisant les efforts des associations féministes déjà sous-financées qui accomplissent une mission de service public dans des conditions de plus en plus dégradées. Alors, n'invertissons pas les rôles : nous, féministes, croyons toutes les victimes et dénonçons toutes les violences masculines, quel qu'en soit le contexte. Vous, décideurEUSES politiques, vous soutenez les agresseurs jusqu'aux plus hauts sommets de l'État et laissez mourir nos sœurs.

La déclaration de la ministre représente l'énième manifestation d'un retour de bâton ou « *backlash* » antiféministe particulièrement inquiétant, favorisé par une extrême-droitisation des discours politiques et médiatiques venant – sans surprise – de la droite, mais aussi d'une partie de la gauche. Nous assistons à ce retour de bâton conservateur parce que ce que nous affirmons dérange : l'État est coupable du maintien des violences de genre, en France, et ailleurs.

Ce backlash s'inscrit dans une politique répressive plus globale envers les mouvements sociaux. Violences policières, dissolutions arbitraires d'associations et de collectifs militants, interdictions de manifester, annulations de conférences critiquant les positions du pouvoir en place : les exemples sont légion. Les féminismes et l'ensemble des luttes sociales sont multiples mais unis face aux politiques réactionnaires portées par ce gouvernement qui n'hésite pas à s'allier avec l'extrême droite, à travers ses discours et ses actes.

Nous ne nous taisons pas, nous ne vous laisserons pas instrumentaliser nos combats.

Premières signataires :

Annie **Ernaux**, Judith **Chemla**, Clotilde **Hesme**, Marilou Berry, Anna **Mouglalis**, Corinne **Masiero**, Isild **Le Besco**, Giulia **Foïs**, Hélène Devynck, Jules **Falquet**, Tal **Madesta**, Victoire **Tuillon**, Florence **Porcel**, Chloé **Thibaud**, Christelle **Taraud**, Helena **Noguerra**, Shirley **Souagnon**, Yael **Naim**, Grace **Ly**, Andréa **Bescond**, Noémie **de Lattre**, Océan, Nadège **Beausson-Diagne**.

[La tribune avec toutes les signatures : Quand l'écoute se libère, le gouvernement bâillonne les féministes](#)



• **Vendredi 1^{er} mars** : la guerre d'Israël a fait plus de 30 000 morts à Gaza. Un chiffre probablement sous-estimé. 1,7 million de Palestinien·nes sur les 2,4 millions d'habitant·es ont dû fuir leurs foyers. Selon l'ONU, 2,2 millions de personnes (sur 2,4 millions d'habitant·es), sont menacées de famine. Dans la première semaine de mars, une vingtaine de personnes sont mortes de faim.

• **Lundi 4 mars** : selon un rapport des Nations unies, il existe des « *motifs raisonnables de croire* » que des victimes des attaques du Hamas du 7 octobre 2023 ont été violées. Le rapport documente aussi en partie les sévices subis par les Palestinien·nes, notamment celles et ceux qui sont en prison dans le cadre de l'occupation. De son côté, l'UNRWA accuse les autorités israéliennes d'avoir commis des actes de « *torture* » contre certains de ses employés arrêtés dans la bande de Gaza depuis le 7 octobre 2023.

• **Mardi 5 mars** : l'analyse des photos satellitaires disponibles montre que plus de la moitié du bâti de l'enclave palestinienne a

été endommagé ou détruit (73,6% de la ville de Gaza) depuis le début de l'offensive israélienne, avancent des chercheurs américains.

- **Lundi 11 mars** : le ramadan débute à Gaza sans que la trêve espérée n'ait pu prendre place.

04 mars 2024

Le 7 octobre : massacre antisémite ?

Maxime Benatouil et Nadav Joffe de
Tsedek!

Collectif juif décolonial.

Les narratifs autour des crimes perpétrés le 7 octobre par le Hamas ne font plus débat : de l'extrême droite à une partie non négligeable de la gauche, ils seraient le produit de l'antisémitisme.

« Le plus grand massacre antisémite de notre siècle. » C'est ainsi qu'Emmanuel Macron définit les attaques du 7 octobre menées par le Hamas contre les kibboutz du sud d'Israël, lors de la cérémonie d'hommage aux victimes françaises de l'attaque, organisée le 7 février dernier.

Cette lecture des événements constitue un pas de plus dans l'institutionnalisation de la théorie du nouvel antisémitisme, et a depuis déjà permis au ministère des affaires étrangères

d'attaquer l'ONU ou à des islamophobes de promouvoir leur agenda raciste. Avant d'être officialisée par le président en personne, cette interprétation des faits avait été validée par une multitude d'acteurs politiques.

Dimanche 28 janvier, sur BFMTV et à une heure de grande écoute, le journaliste Benjamin Duhamel affirme face à Jean-Luc Mélenchon que l'antisémitisme aurait motivé l'opération du Hamas. Quelques semaines auparavant, le 3 janvier, la professeure de droit international Rafaëlle Maison est confrontée sur France Culture aux questions de Guillaume Erner. Alors qu'elle essaie d'expliquer pourquoi, d'après elle, la notion de génocide n'est pas pertinente pour caractériser les actes du Hamas, le journaliste lui reproche d'être « *biaisée* », considérant « *qu'il y a déjà suffisamment d'éléments pour considérer que c'étaient les juif et juives qui étaient visé-es* ».

Enfin, dans un entretien accordé à la revue K, Tal Bruttman, historien spécialiste de la Shoah, affirme que le 7 octobre « *des juifs sont attaqués en tant que juifs* » et explique que les objectifs de cette opération étaient « *de tuer des juifs, d'en capturer pour*

en faire des otages et les ramener dans la bande de Gaza comme monnaie d'échange, moyen de pression et de marchandage ».

Cette lecture est ainsi largement partagée et relayée, à commencer par le gouvernement israélien d'extrême droite à travers ses dispositifs de communication. En France, elle a pu être reprise de différentes manières par le gouvernement, des partis politiques de tous bords, des chercheurs et des organisations juives, certaines s'identifiant comme antiracistes ou se revendiquant de la gauche radicale.

Ce récit, devenu hégémonique, doit être caractérisé pour ce qu'il est : une manipulation crasse de l'histoire qui devrait indigner toutes celles et tous ceux qui entendent lutter sincèrement contre le racisme. La convocation de la mémoire du judéocide, afin d'invisibiliser un contexte de domination coloniale et de justifier une guerre de destruction à portée génocidaire, ne peut qu'abîmer les idées de justice et d'égalité pour toutes et tous, et entraver l'horizon d'une paix juste sur le territoire.

Une opération militaire

Faire des événements du 7 octobre un « *massacre antisémite* » conduit à invisibiliser une partie de la réalité du 7 octobre.

Vouloir la regarder en face ne revient ni à minimiser, nier ou légitimer les horreurs qui ont été commises ce jour-là, ni à manquer d'empathie vis-à-vis des victimes qui les ont subies. Au contraire, c'est par respect envers ces victimes et leurs proches, mais également envers les Palestinien·nes qui subissent une explosion de violence inédite depuis, qu'un devoir de vérité s'impose.

Quatre mois plus tard, il est possible d'avoir une vision plus claire des faits.

Ce jour-là, plusieurs infrastructures militaires israéliennes ont été ciblées. En premier lieu, des portions de la barrière cernant Gaza, dont la construction par l'État israélien a été achevée en 2021, bordant une zone tampon où des centaines de manifestant·es palestinien·nes ont été tué·es par balles et des milliers d'autres blessé·es, lors des « *marches du retour* » de 2018-2019.

Cette barrière, enfermant les Gazaoui·es dans une prison à ciel ouvert, est constituée de plusieurs couches de barbelés et de

murs de béton aux fondations profondes, et intègre des systèmes de télécommunication, des tours de guet, des capteurs radars et des mitrailleuses télécommandées.

Par la suite, en plus des sept kibboutz, au moins six bases militaires israéliennes ont été attaquées, et environ un tiers des 1 139 victimes recensées, soit 373 d'entre elles, faisait partie des forces de sécurité en poste ce jour-là. En occultant ces cibles, et la dimension militaire de l'attaque du Hamas, on contribue au même brouillage qu'entretient depuis des décennies l'État israélien entre le civil et le militaire, notamment lorsqu'il s'agit des kibboutz et de leurs fonctions autour de Gaza ; une hybridation qui a précisément fait de leurs habitant·es les composant·es d'un mur humain, les condamnant à une position intenable.

Faire des attaques du 7 octobre un acte antisémite revient, en plus d'invisibiliser ses nombreuses victimes non juives et palestiniennes, à dissimuler les structures à l'origine de cette explosion de violence, celles sur lesquelles s'appuient la colonisation et le siège de Gaza.

Masquer l'histoire et le contexte colonial

Appréhender le 7 octobre strictement comme une attaque antisémite s'inscrit dans l'effort de la propagande israélienne visant à gommer la réalité coloniale sur place et à renforcer la légitimité de l'État israélien.

Comme l'explique Antony Lerman, écrivain spécialiste de l'antisémitisme, cet effort se matérialise au lendemain de la guerre des Six Jours par la volonté des organisations sionistes et des gouvernements israéliens successifs de reconstruire un « *nouvel antisémitisme* », faisant de l'État d'Israël « *le juif parmi les nations* ».

Une redéfinition de l'antisémitisme qui émerge en réaction au changement de climat politique consécutif à l'occupation israélienne en 1967, puis à la résolution 3379 des Nations unies, adoptée en novembre 1975. Celle-ci désignait le sionisme comme « *une forme de racisme* » et a depuis été révoquée.

La réalité coloniale, que la propagande israélienne vise à masquer, est aussi celle des kibboutz situés autour de la bande de Gaza, largement construits sur les terres de villages palestiniens vidés de leurs habitant·es en 1948, et dont certains sont nés d'opérations coloniales visant à créer des faits

accomplis et à assurer une présence sioniste dans ce territoire avant la partition de la Palestine.

La sidération devant l'ampleur des violences auxquelles a été confrontée la population israélienne, puis devant celles subies par les otages, a rapidement cédé la place à une instrumentalisation de celle-ci par Tel-Aviv, relayée dans la foulée par ses soutiens à l'étranger. Elle s'appuie sur les recoins les plus sombres de la conscience collective juive, tout en faisant des appels du pied aux traumatismes des Occidentaux provoqués par les attentats djihadistes, et à leur culpabilité liée à la Shoah.

L'ancien premier ministre israélien Naftali Bennett a ouvert la voie dès le 9 octobre, mettant en équivalence le Hamas et le nazisme. Cette rhétorique connaît depuis un succès non démenti dans le Nord global dont témoignent les propos tenus le 10 octobre par Olivier Véran, alors porte-parole du gouvernement : « *Israël a vécu son 11-Septembre. J'étais à la manifestation [le rassemblement en soutien à Israël organisé par le Crif] hier avec le directeur du Mémorial de la Shoah qui me disait*

qu'à sa connaissance, il n'y avait pas eu autant de victimes juives sur une journée depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. »

Solution finale et djihadisme, voilà les bornes du cadre légitime dans lequel doit être analysée l'attaque du Hamas. Tout ce qui en dévie d'un iota est considéré comme une apologie antisémite du terrorisme. Dès lors, le fil de l'antisémitisme a pu être déroulé au point de convoquer la mémoire des pogroms, un écart du cadre d'interprétation légitime toléré qui, in fine, contribue à le renforcer.

Tout ce qui fait écho aux massacres de juifs parce que juif s'est bon à prendre en ce que cela contribue à disqualifier davantage l'approche partant du contexte colonial.

Pourtant, une analyse rigoureuse du 7 octobre ne permet pas de corroborer ce choix sémantique très politique. Les victimes israéliennes ne vivaient pas sans protection militaire ni capacité à exercer une souveraineté dans un État hostile, caractéristiques premières des pogroms qui désignent les massacres de juifs et de juives dans la Russie tsariste, par les populations avoisinantes, avec la bénédiction des autorités.

Mais peu importe, cette rhétorique permet de rallier l'opinion publique occidentale et de fabriquer le consentement de nos sociétés vis-à-vis des massacres israéliens commis à Gaza, notamment au nom d'une prétendue lutte contre l'antisémitisme. Elle permet également de délégitimer et de réduire au silence toute revendication politique palestinienne, ou toute critique du sionisme, en la qualifiant d'antisémite.

Détourner de la sorte le signifiant « *antisémite* » nuit à une bonne compréhension des dynamiques de lutte des Palestiniens et Palestiniennes pour leurs droits, mais aussi au combat contre l'antisémitisme, et donc à l'antiracisme en général.

Faire de l'attaque du 7 octobre une attaque antisémite, c'est ne pas tenir compte du contexte dans lequel ces attaques ont eu lieu ; cela revient à signifier que lorsqu'un·e Palestinien·ne attaque un Israélien·ne – qu'il ou elle soit soldat·e, habitant·e de Tel-Aviv ou d'un avant-poste en Cisjordanie –, il ou elle commet de fait un acte antisémite. On en vient ainsi à désigner tout acte de résistance, qu'elle soit armée ou pacifique, comme une agression antisémite.

Ainsi, la campagne BDS est désignée comme antisémite, les rapports des ONG qualifiant Israël d'État d'apartheid, antisémites. La Cour internationale de justice, antisémite. Les marches du retour des réfugié·es palestinien·nes, antisémites. Les soulèvements spontanés et la grève générale palestinienne de 2021 contre l'épuration ethnique à Jérusalem-Est, antisémites. L'antisionisme, antisémite.

« *Yahoud* » ou « *Israïli* » ? Un flou sémantique entretenu par le sionisme

Et parce que le Hamas a tué des juifs et des juives, nous avons même entendu les commentateurs, journalistes et acteurs politiques répéter en cœur les éléments de langage des autorités israéliennes assimilant le Hamas, quand ce n'est pas tout simplement les Palestinien·nes, aux nazis. C'est une bien curieuse lecture, négationniste, qui évacue de nouveau la réalité de la colonisation, et vise à légitimer les tapis de bombes déversés quotidiennement par Israël sur les habitant·es de Gaza.

On a ainsi pu entendre l'ambassadrice israélienne à Londres, Tzipi Hotovely, une négationniste de la Nakba, comparer les bombardements israéliens sur Gaza aux bombardements des

alliés sur Dresde. Ou encore le député Les Républicains (LR) Meyer Habib déclarer sur RMC : « Le Hamas, c'est Hitler. » Il faut dire qu'en affirmant, toute honte bue, que c'était le grand mufti de Jérusalem qui avait soufflé à Hitler la Solution finale, Nétanyahou avait préparé le terrain.

Du point de vue palestinien, et donc aussi d'une organisation telle que le Hamas, « *juif* » est avant tout le terme par lequel est désigné le juif israélien – l'individu qui bénéficie du régime de suprématie juive mis en place entre la mer et le Jourdain. Nous le disions dans notre communiqué du 4 novembre 2023 intitulé « *L'antisémitisme doit être combattu, son instrumentalisation aussi* » :

« Si l'idéologie du Hamas est bien pétrie d'éléments antijuifs et de représentations antisémites, l'idée qu'ils seraient les "nouveaux nazis" et que les massacres du 7 octobre seraient comparables à la Shoah doit être combattue. Ce narratif, qui vise surtout à diaboliser les Palestinien·nes, n'offre aucune clé de compréhension des violences terribles qui ont visé les civils israéliens. Le juif persécuté par le nazi est-il le même que le juif ciblé par le Hamas ? Si la rhétorique du Hamas emprunte volontiers des références à

l'antisémitisme européen, son antijudaïsme est surtout adossé à l'association de l'identité juive au statut de colon dans le cadre des rapports sociaux engendrés par la colonisation israélienne. En contexte palestinien, les catégories "juif" et "Arabe" renvoient d'abord à des rapports de pouvoir et de domination. »

On peut regretter la mobilisation d'un tel discours, mais comment pourrait-il en être autrement, alors que la colonisation de la Palestine se fait au nom du judaïsme ? Ou que depuis 2006, la bande de Gaza est assiégée au nom de la sécurité de « l'État juif » ? Que les dirigeant-es israélien-nes convoquent la tradition juive pour légitimer leurs opérations génocidaires avec le soutien des dirigeantes et dirigeants occidentaux ? Que des policiers israéliens gravent une étoile de David sur la peau d'un Palestinien, ou qu'après avoir rasé des quartiers de Gaza, une Hanoukia géante est installée sur les ruines pour Hanouka ?

Les partisans de l'analyse selon laquelle les Israélien-nes auraient été assassiné-es le 7 octobre parce que juifs ou juives restent bien silencieux lorsqu'il s'agit de dénoncer l'État d'Israël, principal pourvoyeur de la confusion juif = sioniste = Israélien. N'est-ce pas lui qui accapare les symboles juifs depuis sa

création en 1948 ? N'est-il pas officiellement « *l'État-nation du peuple juif* » depuis 2018 ?

Ainsi, la judéophobie, voire l'antisémitisme, qui peuvent circuler au sein de la population palestinienne, sont très largement motivés et cultivés par l'expérience de la colonisation israélienne faite au nom des juifs et du judaïsme, par un État qui se revendique « *État juif* » et avec l'approbation des puissances occidentales.

Expliquer la violence en Israël-Palestine à travers le prisme de la haine des juifs et des juives revient à ignorer les structures matérielles qui la produisent ; notamment la violence systématique du fait colonial israélien, qui instaure d'impossibles rapports sociaux entre Palestinien·nes et Israélien·nes, qui les abîment et qui affectent également les minorités vivant hors d'Israël.

Des actes en réaction à un système politique oppressif et criminel nous sont ainsi présentés comme étant de même nature que les actes haineux racistes qui ciblent des personnes juives parce que juives, chez nous, en Occident, aujourd'hui comme hier.

« *De Sderot [ville régulièrement ciblée par les roquettes du Hamas] à Pittsburgh [ville étasunienne où a eu lieu une attaque antisémite dans une synagogue], la main qui tire les missiles est la même main qui tire sur les fidèles* », résume l'ancien premier ministre israélien Naftali Bennett, en 2018. Comment ne pas faire le lien entre le discours de l'ultranationaliste Bennett et les propos de Macron, lorsqu'il déclare lors de la cérémonie d'hommage aux victimes du 7 octobre qu'il ne faut « *rien céder à un antisémitisme rampant, désinhibé, ici comme là-bas [...]* ».

Pour une reconnaissance du fait colonial israélien

Dans un article rédigé après le 7 octobre, Eyal Weizman revient sur l'histoire de l'un des kibboutz qui a le plus souffert des attaques, Nahal Oz, implanté par l'unité militaire « *Nahal* » spécialisée dans l'établissement de colonies frontalières en 1951, adossé à une base militaire construite à la frontière avec Gaza pour surveiller sa population.

En 1956, des fedayins de Gaza, où vivent alors 300 000 Palestiniens dont 200 000 réfugiés de 1948, tuent un des jeunes membres de Nahal Oz, Roy Rotberg, et emportent son corps de l'autre côté de la frontière. Moshe Dayan, alors chef

d'état-major, se trouvait par hasard dans le kibboutz pour un mariage, et a lui-même fini par prononcer un discours lors des funérailles, le lendemain de l'attaque :

« N'accusons pas aujourd'hui les tueurs. Pourquoi devrions-nous nous plaindre de leur haine brûlante envers nous ? Voici huit ans maintenant que depuis les camps de réfugiés de Gaza, ils nous voient construire notre patrie de la terre et des villages où ils vivaient, où leurs ancêtres vivaient. Ce n'est pas parmi les Arabes de Gaza, mais au sein de notre propre communauté que nous devons chercher le sang de Roy.

Comment avons-nous pu fermer les yeux et refuser de regarder notre vocation et le destin de notre génération en face, dans toute sa cruauté ? Avons-nous oublié que ce groupe de jeunes, résidant à Nahal Oz, porte sur ses épaules les lourdes portes de Gaza ? Portes au-delà desquelles, des centaines de milliers d'yeux et de mains prient pour qu'advienne notre faiblesse, et pour pouvoir nous réduire en pièces – l'avons-nous oublié ?

Nous savons que pour que s'éteigne l'espoir de notre destruction, nous devons être, matin et soir, armés et préparés. Nous sommes une génération de colons, et sans le casque d'acier et le ventre du

canon nous ne pourrions planter d'arbres ni construire de maisons. [...] Par delà le sillon de la frontière, une mer de haine et de désir de vengeance gronde, attendant le jour où la sérénité émoussera notre vigilance, le jour où nous écouterons les ambassadeurs de l'hypocrisie qui nous appellent à déposer les armes. »

Loin d'être un militant décolonial, Dayan était un criminel de guerre. Il ne plaide pas pour les droits des Palestinien·nes, au contraire, il met en garde les Israélien·nes contre le danger d'une guerre permanente, qui perdure clairement aujourd'hui.

Il assume aussi l'histoire coloniale israélienne, ne feint pas d'ignorer ce que les Palestinien·nes ont perdu, ce qu'Israël leur a pris. Son discours éclaire les racines de la violence dans cette région et le changement de discours opéré par les officiels israéliens et leurs alliés, qui se cachent désormais derrière l'accusation d'antisémitisme, quitte à jeter sous le bus les juifs et les juives du monde entier.

Les dirigeant·es sionistes espéraient que l'histoire serait oubliée par les jeunes générations de Palestinien·nes – « *les vieux mourront et les jeunes oublieront* », selon l'adage communément attribué à Ben Gourion. Si ces derniers n'ont pas oublié, on doit

déplorer et condamner qu'au sein de nos sociétés occidentales, et même dans nos espaces militants, cette histoire peine à être reconnue pour ce qu'elle est : une injustice coloniale qui perdure et qui produit son lot de violences.

Laisser croire que les attaques du 7 sont motivées par l'antisémitisme contrevient à un horizon de justice et ainsi de paix, qui doit nécessairement passer par la reconnaissance du fait colonial israélien.

Cette lecture alimente aussi un amalgame que nous considérons comme dangereux en tant que militant-es antiracistes, et que nous combattons. Derrière l'amalgame qui assimile les juifs au sionisme, et la critique d'Israël à l'antisémitisme, se cache la rhétorique raciste qui fait des Palestinien·nes, et des musulman·es, un danger pour les juifs et les juives.

Toute personne un minimum sensible à la question raciale et à sa permanence dans les rapports sociaux doit refuser cette lecture et la confusion qu'elle alimente dans une situation déjà sensible.

Dans la période que nous traversons, que traversent les Palestinien·nes et les Israélien·nes, mais aussi les minorités en France, nous avons impérativement besoin de clarifications, d'explications, de contextualisation, de débats fondés et argumentés. La place prépondérante que prend, dans le débat public, la conception de l'attaque du Hamas vidée de sa substance coloniale est alarmante et témoigne de l'acceptation généralisée de la théorie du nouvel antisémitisme.

Nous affirmons que la contextualisation est la première condition d'un débat sur les violences qui s'abattent sur les Palestinien·nes et sur les Israélien·nes, et le seul chemin pour qu'ils et elles puissent un jour vivre dans la dignité, l'égalité et la sécurité sur ce territoire. C'est aussi une condition pour que la lutte contre l'antisémitisme cesse d'être détournée pour servir un agenda autoritaire et raciste isolant les juifs et les juives des autres minorités.

[Le billet de blog : Le 7 octobre, un massacre antisémite ?](#)

11 mars 2024

Après Pantin

Judith Butler

Philosophe et professeure à l'université Berkeley.

Début décembre 2023, la mairie de Paris interdit une conférence où devait s'exprimer la philosophe Judith Butler. Mathieu Magnaudeix la contacte pour connaître sa réaction : le lien est établi. Début 2024, nous recevons un premier texte, publié dans le Club, où elle revient sur cet événement. La réunion annulée finit par se tenir le 3 mars : certains de ses propos suscitent une polémique. Le 11 mars, Butler nous fait parvenir ce nouveau texte.

Comme je l'ai indiqué dans mon article du 10 octobre dans la *London Review of Books* (« *The Compass of Mourning* »), repris ensuite dans AOC (« *Condamner la violence* ») le 13 octobre, j'ai été profondément angoissée face aux massacres de citoyens israéliens juifs du 7 octobre, et j'ai condamné le Hamas pour

avoir commis ces atrocités. Je ressens toujours la même chose en tant que juive et en tant que personne.

Il est également vrai que le deuil et la condamnation ne commencent ni ne s'arrêtent là. Les décennies de violence qui ont conduit à cet événement, en particulier celles perpétrées par les forces d'occupation, sont antérieures au 7 octobre, de sorte que l'histoire que nous devrions raconter devrait commencer plusieurs décennies plus tôt.

Depuis cette première déclaration, les attaques israéliennes à Gaza ont fait près de 30 000 morts, et ces morts me poussent à pleurer et à condamner à nouveau. Je me retrouve donc dans la situation difficile, que je partage avec beaucoup d'autres personnes à travers le monde, de pleurer toutes les morts qui sont survenues au cours de cette guerre brutale.

Dans mes remarques, j'ai suggéré que nous devions interpréter ces attaques, aussi horribles soient-elles, comme une tactique politique. Il est vrai que l'on peut clairement entendre de l'antisémitisme dans les enregistrements qui nous sont parvenus. On ne peut le nier. Cependant, la principale motivation du Hamas était de défier une puissance militaire

coloniale, pour montrer qu'ils étaient capables de faire une incursion sur le territoire israélien, de tuer et de détruire, de frapper Israël là où cela ferait mal. Le résultat fut une série d'atrocités.

L'attaque du Hamas en octobre est venue de la faction armée d'un parti politique qui administre Gaza et je reste disposée à décrire cette attaque comme une forme de résistance armée à la colonisation, et au siège et à la dépossession en cours. Cela ne revient pas à glorifier leurs atrocités. Et cela ne signifie en aucun cas que je soutiens les actions du Hamas ou que je considère que leurs actions sont justifiées.

Toutes les formes de « *résistance* » ne sont pas justifiées, et certaines, comme celles-ci, appellent véritablement une condamnation. Les violences sexuelles commises par le Hamas et documentée par le rapport de l'ONU sont graves et inexcusables. L'antisémitisme et le racisme anti-arabe doivent être combattus de la même manière. Pour moi, les meurtres d'habitants de Gaza commis par des Israéliens, perpétrés sans honte ni retenue, méritent tout autant d'être condamnés.

Il est grand temps que la communauté internationale, en particulier les acteurs de la région, se réunisse pour trouver une solution juste et durable qui permette à tous les habitants de cette terre de vivre dans l'égalité, la liberté et la justice. Pour ce faire, nous devons trouver les moyens de comprendre les raisons de la violence sans avoir recours (a) à des justifications rapides et douteuses ou (b) à des caricatures racistes pour s'y opposer.

Mon engagement consiste à développer une manière d'imaginer l'égalité radicale des vies « *pleurables* ». C'est d'ailleurs le thème des conférences que je donne ce printemps à l'École normale supérieure. L'une des raisons pour lesquelles j'affirme une philosophie de la non-violence est qu'elle me permet d'avoir un point de vue sur la guerre ou sur les conflits prolongés qui ne revienne pas nécessairement à prendre position dans la guerre.

Je réfléchis sur la guerre et, comme beaucoup d'autres qui ont réfléchi sur la guerre, je mets l'accent sur une position de réflexion critique qui se distingue des perspectives des parties engagées dans le conflit. Cela signifie également que j'essaie constamment de comprendre comment une paix véritable pourrait être mise en place et comment les acteurs militaires

pourraient déposer les armes et échanger les uns avec les autres à la table des négociations.

Si nous voulons demander aux gens de déposer les armes – et j’espère que telle est notre volonté – nous devons comprendre pourquoi ils les prennent. Conduire ce type d’enquête historique ne revient pas à justifier la violence qu’ils infligent.

Expliquer n’est pas exonérer, comme j’ai essayé de l’expliquer dans *Vie précaire*. En effet, pour parvenir à un monde de cohabitation non violente, il sera nécessaire de comprendre l’histoire de la domination coloniale, ses structures et ses pratiques actuelles, afin de mettre fin à cette domination. La cohabitation ne peut fonctionner sans établir au préalable des conditions d’égalité.

Pour ma part, les idéaux d’égalité et de cohabitation ont guidé l’ensemble de mon travail, tout comme mon attachement à des modes d’action et de mobilisation politiques non violents. En effet, les moyens que nous utilisons reflètent le monde que nous voulons créer, et c’est pourquoi la non-violence, même si elle est difficile à pratiquer, offre une perspective dont nous ne pouvons pas nous passer.

C'est avec tristesse que je constate les efforts déployés pour déformer et caricaturer mes propos et mon travail. Cependant, je me réjouis des discussions en cours avec l'École normale et le personnel du Centre Pompidou pour dissiper les malentendus qui ont pu émerger.

[Le billet de blog : Après Pantin](#)

11 mars 2024

Pour un féminisme internationaliste, antiraciste et contre l'antisémitisme

Juives et Juifs révolutionnaires

Collectif réunissant des personnes juives de gauche radicale luttant contre l'antisémitisme, notamment dans les espaces au sein desquels elles militent.

Après un 8 mars triste et confus, réaffirmons un féminisme internationaliste, antiraciste et contre l'antisémitisme.

Après le 8 mars, Journée internationale de lutte pour les droits des femmes, nous souhaitons rappeler que les femmes juives ont eu un rôle immense dans les luttes féministes, syndicales et socialistes.

L'idée de cette journée a ainsi été proposée initialement par Theresa Serber Malkiel, juive russe ayant immigré aux États-Unis, qui s'est battue pour le droit de vote des femmes, pour le droit des travailleurs et travailleuses, notamment immigré-es. Le fait que son nom soit si peu connu témoigne d'une

historiographie qui efface sans cesse les personnes racisées et minorisées de genre de l'histoire des luttes qui ont bénéficié à tou·tes. Nous portons la mémoire de ces combats et plus que jamais nous nous indignons quand ils sont déconsidérés, méprisés ou oubliés.

C'est fort·es de cette histoire que nous souhaitons dénoncer aujourd'hui le fait qu'en 2024 les personnes juives minorisées de genre soient tétanisées face à un mouvement d'émancipation féministe en France qui peine à les entendre et à les considérer.

On se souvient du 25 novembre dernier, pour la marche contre les violences sexuelles : beaucoup d'entre nous n'avaient pas réussi à faire entendre leur voix et leur légitime colère concernant les violences sexuelles qui avaient ciblé des femmes israéliennes le 7 octobre.

Nous nous interrogeons : si ce soutien féministe qu'on attend à l'égard de toutes les femmes victimes ne vient pas, est-ce parce qu'elles sont juives ou supposées telles ?

En effet, indépendamment du caractère antisémite des violences du 7 octobre, c'est bien en l'occurrence sur la réception

en France que l'on dénonce, au mieux, la minimisation, au pire, la négation des violences sexuelles. Où est le soutien inconditionnel à toutes les victimes, quel que soit même le caractère raciste ou non des violences ?

Les paroles de Judith Butler la semaine dernière demandant à voir les preuves des viols des femmes israéliennes nous hantent. A-t-on déjà vu des féministes traiter avec autant de circonspection des victimes de violences sexuelles ? A-t-on déjà entendu de la part de militant·es féministes un tel silence, de telles minimisations et justifications, de tels soupçons ?

Aussitôt le rapport de l'ONU publié sur les crimes sexuels commis par le Hamas à au moins trois endroits de l'attaque, et le témoignage des otages libéré·es sur des actes de torture et de violences sexuelles, on a pu lire de la part de militant·es qu'il s'agissait en fait de mensonges, qu'il n'y aurait pas de preuves, et que l'ONU serait manipulée par « *les sionistes* ».

Dans ce rapport figure également le récit des entretiens en Cisjordanie avec des détenu·es palestinien·nes, hommes et femmes, faisant état de violences sexuelles sous la forme de

fouilles corporelles et de menaces de viol de la part de forces de l'ordre israéliennes.

Vous faut-il également voir des preuves ou décidez-vous de croire une seule catégorie de victimes ? Nier ces violences, toutes les violences, est indigne de quiconque se revendique de la gauche et d'un féminisme.

Il ne devrait y avoir « *aucun débat sur l'existence des violences du 7 octobre ayant spécifiquement visé les femmes lors des massacres* », comme nous l'écrivions dans un texte le 24 novembre. Il ne devrait pas non plus y avoir de « *débat* » sur une nécessaire solidarité avec les femmes palestiniennes dont les conditions de vie ou de survie empirent de jour en jour.

Nous sommes horrifié·es de voir des soldats israéliens se photographier en exhibant sur les réseaux sociaux les sous-vêtements de femmes palestiniennes comme des trophées. Nous ne devrions romantiser ni soutenir aucun mouvement ni aucun État ni aucun groupe politique qui aspire à contrôler le corps des femmes, à les priver de leurs libertés, à punir les individus ayant des identités de genre et de sexualité considérées comme hors de la norme.

La lutte révolutionnaire, la lutte anticoloniale et la lutte antiraciste ne peuvent avoir de sens que si elles soutiennent le droit fondamental des personnes minorisées de genre à disposer de leur corps, à avoir accès à la contraception, à l'IVG, à avoir le droit à une sexualité consentie et épanouie, à avoir le droit de travailler en dehors du foyer ou non, d'avoir des enfants ou non, de participer aux luttes sociales et politiques, de voter, d'être les acteurs et actrices de leur vie et non les seconds rôles des récits masculins hégémoniques, alors soyons clair-es : cela n'inclut ni le Hamas, ni le gouvernement Nétanyahou et sa coalition de néofascistes, ni le gouvernement français actuel et sa volonté nataliste de lutte contre l'immigration, et certainement pas les États-Unis et l'explosion de leurs lois liberticides envers les femmes et les personnes trans, particulièrement les attaques contre l'IVG.

Le 7 mars, dans plusieurs villes de France, étaient organisées des marches féministes radicales dans lesquelles nos militant-es ont vu et entendu des slogans antisémites. Comment peut-on encore les laisser passer ? Peut-on se représenter ce que vivent les militants et militantes juives qui ont toujours participé à ces luttes ?

Le 8 mars, à Bordeaux, les femmes du collectif *Nous vivrons* dénonçant les violences sexuelles ayant eu lieu le 7 octobre dernier en Israël ont été empêchées de manifester. L'inter-orga a considéré que la simple dénonciation de ces violences sexuelles ne pouvait être qu'une provocation « *sioniste* » provenant de « *l'extrême droite* » et de la Ligue de défense juive (LDJ), organisation d'extrême droite.

Résultat, le service d'ordre a physiquement empêché les femmes de *Nous vivrons* de rejoindre le cortège. À Paris, le même collectif a passé la manifestation entière sous les slogans « *fascistes, sionistes, terroristes* » ou encore « *sioniste, casse-toi, la Palestine n'est pas à toi* ». Le collectif, composé de plus d'une centaine de femmes, était accompagné d'un service d'ordre d'hommes, certains masqués de noir avec des gants coqués.

Nous dénonçons la présence de ce service d'ordre exclusivement masculin. Il convient également de dire qu'il ne s'agissait pas des fascistes de la LDJ, comme bon nombre de personnes et de responsables politiques de gauche se sont pourtant empressés de l'affirmer, mais du Service de protection de la communauté

juive (SPCJ), qui joue un rôle de service d'ordre et de protection communautaire devant les synagogues et écoles juives.

Le collectif *Nous vivrons* n'est pas de gauche et notre conception du féminisme est très éloignée de la leur. Mais ce n'est pas cependant un groupe d'extrême droite (c'est sur ce mensonge qu'a reposé son exclusion à Bordeaux). Il a pour objet de dénoncer les violences sexuelles subies par les femmes israéliennes, faits absolument niés, minimisés et relativisés dans une partie du mouvement social et féministe, ce que nous n'avons cessé de déplorer depuis notre appel adressé au monde féministe de gauche.

Aussi, malgré les grandes divergences qui nous opposent à ce collectif et notre condamnation de leur usage d'un service d'ordre exclusivement masculin, nous condamnons également et avec la plus grande fermeté le traitement qui lui a été réservé.

En aucun cas des femmes, qu'elles soient israéliennes ou d'autres nationalités, ne peuvent être jugées comme fascistes ou terroristes du simple fait de leur lieu de résidence, de leur nationalité, de leur religion, de leur dénonciation des violences sexuelles comme arme de guerre. L'assimilation de la

dénonciation des violences à l'encontre des femmes israéliennes à un soutien au massacre en cours à Gaza est mensongère. Il est primordial de s'engager contre les deux.

Ces incidents sont symptomatiques de l'abandon des femmes israéliennes victimes de violences sexuelles par une partie conséquente de la gauche. L'attaque subie par le collectif, notamment par des membres d'*Urgence Palestine*, est une honte. De nombreuses femmes juives de ce cortège se sont fait attaquer sans comprendre pourquoi.

Les mots d'ordre de *Nous vivrons* avant la manifestation étaient ceux-ci : « *Nous devons accueillir cette place officielle qui nous est faite par un respect scrupuleux de l'organisation qui nous est imposée. [...] Zéro provocation. Zéro réponse aux provocations. Zéro propos hostile aux organisatrices qui nous ont laissé une place. Pas de "Israël vivra/vaincra" ni de slogans en dehors de l'objet de notre venue à savoir : les femmes israéliennes victimes et les otages.* »

Après l'attaque de leur cortège dans deux villes au minimum, les réactions d'une partie du mouvement social, d'Antoine Léaument, de La France insoumise, à Raphaël Arnault, de la

Jeune Garde antifasciste, ont continué d'entraîner de la confusion et ont choqué nombre de juifs et juives de France.

Il y a bien des critiques légitimes à faire des silences, des positionnements et actions du collectif *Nous vivrons* sur beaucoup de sujets, notamment leur amalgame entre critique du sionisme et antisémitisme, mais la confusion entre l'extrême droite et le collectif *Nous vivrons* est dangereuse. En plus d'être factuellement fausse, elle alimente une haine déjà présente dans le mouvement social envers les Israélien·nes, les juifs et les juives. Il y a des critiques légitimes qui peuvent être faites aux sionismes, notamment leurs conséquences concrètes sur les Palestinien·nes, mais le mot « *sioniste* » n'est pas synonyme de « fasciste ».

Nous vivrons n'est pas le « *pendant sioniste* » de Némésis, groupe « *féminin identitaire* » que nous appelons à dégager de nos espaces de lutte sans ambiguïté. Le fait que de nombreuses femmes juives, y compris très éloignées de leurs positions, se soient reconnues dans la dénonciation par *Nous vivrons* de l'insuffisance des réactions sur les violences sexuelles du 7

octobre ou des mécanismes de déni à l'œuvre, devrait au minimum amener à une remise en cause.

Nous le disons très clairement : votre confusion fait le lit de l'antisémitisme et provoque des agressions réelles. Prenez vos responsabilités, nous n'en pouvons plus.

Nous saluons l'acceptation de sa présence par l'inter-orga de la marche parisienne et appelons à nous réunir sur ce sujet avec les organisations composant le mouvement social afin de lever les ambiguïtés entre une lutte juste contre le fascisme et l'opposition au soutien aux femmes israéliennes et juives victimes de violences sexuelles.

Nous sommes des militant-es antiracistes et avons nos places en tant que personnes juives dans les cortèges antiracistes féministes. Nous avons le droit de nous sentir en sécurité dans nos organisations politiques et dans les manifestations qui nous concernent.

Nous refusons l'injonction qui nous est faite de montrer patte blanche sur Israël-Palestine pour pouvoir y participer. Nous refusons que des gauchistes blancs ou blanches s'octroient le

droit de traiter des femmes, des personnes queers et trans juives de « *collabos* » ou diabolisent Israël comme le « *seul État colonial* » au lieu de lutter aussi activement contre la Françafrique ou contre la politique française à Mayotte qu'ils le font contre Israël.

Nous dénonçons ainsi la ligne adoptée par une partie des mouvements féministes et queers qui, pour détourner l'attention de leur propre colonialisme (celui de la France), font du colonialisme israélien l'enjeu central des luttes pour l'émancipation, en n'hésitant pas à faire la chasse aux « *sionistes* » réel·les ou imaginaires, et ce jusque dans nos milieux militants. Surtout lorsque l'on sait que les antisémites utilisent ce terme pour désigner simplement les juifs et les juives depuis sa popularisation par Soral et Dieudonné.

Nous refusons que des personnes racisé·es nous traitent de « *Blancs* » ou « *Blanches* » quand beaucoup de nos parents et grand-parents viennent des mêmes pays que les leurs. La blanchisation des juifs et des juives dans certains discours « *antiracistes* » participe d'une même volonté de les diaboliser et de refuser de prendre en compte la réalité prégnante et

indéniable de l'antisémitisme dans la société française et dans le monde en général.

Nous le disions à la veille de la manifestation féministe du 25 novembre, et le répétons aujourd'hui, au lendemain du 8 mars, Journée internationale de lutte pour les droits des femmes : ces violences nous traumatisent et nous excluent en tant que personnes minorisées de genre et juives.

Pourtant, les positions en faveur de la paix, contre la colonisation et contre le fascisme sont claires au sein de JJR et ancrées dans le temps.

Ce que nous revendiquons, c'est une position féministe internationaliste qui, sans nier les différences de rapport de force entre États, dénonce sans chantage ni conditionnement toutes les violences sexistes, sexuelles et de genre, qu'elles soient vécues par des Palestinien·nes, des Iranien·nes, des Israélien·nes, des Ukrainien·nes, et de toutes les nationalités. Les premières victimes des guerres sont les femmes et les enfants.

Nous luttons pour une solidarité entre toutes les personnes minorisées de genre, nous luttons pour un monde où tous les viols et oppressions sexistes seraient condamnés sans réserve, et non pour un monde où leur gravité doit être « *contextualisée* », immédiatement remise en cause, niée, ou servir des agendas politiques.

Nous croyons aux mouvements pour la paix et la justice, souvent portés par des femmes qui refusent de voir leur vie, leur maison et leur famille détruites pour nourrir les aspirations nationalistes ou ethnocentristes dont les racines sont aussi patriarcales et capitalistes.

[Le billet de blog : Pour un féminisme internationaliste, antiraciste et contre l'antisémitisme](#)

18 mars 2024

[Les sept leçons de trente ans de « fausse paix »](#)

Muzna Shihabi

Ancienne conseillère de l'OLP, responsable de développement au Centre arabe de recherches et d'études politiques de Paris.

Alors qu'analystes et diplomates occidentaux discutent du « jour d'après » la guerre contre Gaza et de la manière de ressusciter la solution à deux États, il est impératif de tirer des leçons du passé pour éviter de se lancer dans un nouveau processus de paix, voué, pour une énième fois, à l'échec.

En tant que Palestinienne qui a vécu en Cisjordanie dans les années 1990 et 2000, des négociations d'Oslo aux négociations d'Annapolis, je considère que la paix entre Israéliens et Palestiniens demeurera une formule creuse, un horizon inatteignable, aussi longtemps que les chancelleries occidentales refuseront d'ouvrir les yeux sur les travers de ces processus de paix factices. J'en ai recensé sept.

Le premier réside dans la fragmentation et l'invisibilisation volontaire des Palestiniens. En trois décennies de négociations par intermittence, leur terre n'a cessé de se dérober sous leurs pieds, alors que la mainmise des Israéliens sur la Cisjordanie n'a cessé de se renforcer au point qu'aujourd'hui, ils exercent une souveraineté de *jure* ou de *facto* sur 90 % du territoire de la Palestine mandataire.

L'expansion constante des colonies en Cisjordanie, l'augmentation du nombre de leurs habitants, passé de 250 000 en 1993 à plus de 700 000 en 2023, et les plus de 700 checkpoints qui quadrillent la Cisjordanie, un territoire de 5600 km² (taille de l'Ardèche) ont brisé la fabrique sociale palestinienne, écartelé les familles et rendu leur quotidien de plus en plus oppressant. Les amoureux, avant de songer à s'engager dans une relation, savent qu'ils ont intérêt à vérifier la compatibilité de leurs papiers d'identité.

Par exemple, une Palestinienne qui détient la carte de Jérusalem réfléchira à deux fois avant de se mettre en couple avec un Palestinien de Ramallah car, dans l'hypothèse où ils marieraient, leur vie commune, sous un même toit, serait quasiment

impossible. Lui n'aurait pas l'autorisation d'aller habiter à Jérusalem et elle perdrait son statut de « *résidente* » de la ville sainte – et donc la possibilité d'aller voir, par exemple, ses parents – si elle partait s'installer à Ramallah.

Ce système de ghettoïsation des Palestiniens passe sous le radar de nombreux médias occidentaux, qui peinent à comprendre que le régime d'occupation israélien est intrinsèquement violent. En l'absence de riposte palestinienne faisant des victimes juives, ces médias auront tendance à parler de « *retour au calme* », trahissant un désintérêt et encourageant une indifférence pour le vécu des Palestiniens. Cette attitude contribue à les invisibiliser.

La deuxième composante de la fausse paix est le nettoyage ethnique silencieux, qui est lui aussi sous-couvert dans les médias occidentaux. L'expropriation des Palestiniens par les colons, la saisie de leurs terres par l'armée, la confiscation de leurs cartes d'identité, les démolitions de leurs maisons, la violence et les humiliations aux checkpoints rendent toute vie normale impossible et encouragent ainsi le déplacement ou l'exil.

Une amie palestinienne de Jérusalem, qui a épousé un Américain avec qui elle vivait à Dubaï, s'est vu retirer sa carte de résidente par les autorités israéliennes, au motif qu'elle avait passé trop d'années à l'étranger. Si cette amie était juive, elle aurait eu le privilège de vivre où elle souhaiterait sur toute la terre, en tant que citoyenne à part entière, et non seulement « résidente ». Il s'agit d'un processus d'épuration ethnique à feu doux des Palestiniens.

Le troisième aspect réside dans la mainmise sur la vie des Palestiniens. Un simple renouvellement ou mise à jour d'une information de carte d'identité palestinienne (comme passer de « célibataire » à « marié ») requiert une démarche auprès de l'administration israélienne d'occupation. Les négociateurs palestiniens étaient, eux aussi, contraints d'obtenir un permis d'entrée dans Jérusalem pour participer aux pourparlers. Comment négocier dans un déséquilibre de pouvoir aussi flagrant ?

Le quatrième composant de la fausse paix est le rejet délibéré par Israël du droit international. Une attitude revendiquée par Tzipi Livni, lors des négociations d'Annapolis en 2007, au cours

desquelles elle a déclaré sans ciller : « *En tant qu'avocate, je m'oppose au droit, en particulier au droit international.* »

Le cinquième élément réside dans le lexique, comme lorsque certains font allusion aux « *extrêmes des deux côtés* ». Une formule à reconsidérer pour aborder le vrai problème : la colonisation et l'apartheid. Quand allons-nous arrêter ces analyses manichéennes et reconnaître que le démantèlement de ce système de domination naturellement éliminerait le terrain propice à la montée de soi-disant « *extrémistes* » palestiniens ?

Le sixième élément est le statut de supériorité conféré aux Juifs israéliens, dans la pratique comme dans le droit, par rapport aux Palestiniens. Ce système discriminatoire est observable à tous les niveaux : de la durée des feux rouges au carrefour d'un quartier palestinien avec une colonie juive – le temps d'attente est nettement moindre pour les habitants de la colonie juive – jusqu'au refus du droit au retour des réfugiés palestiniens, alors que les juifs du monde entier ont la possibilité de s'installer sur toute la terre.

Enfin, le septième élément consiste à réduire les Palestiniens au silence, à museler toute protestation, aussi inoffensive soit-

elle. Une attitude mise en lumière dans la répression des marches du retour de 2018-2019 à Gaza, au cours desquelles des dizaines de milliers de Palestiniens de Gaza manifestaient pacifiquement pour dénoncer le blocus imposé par Israël. Les tirs des snipers israéliens ont causé 200 morts et 7 000 blessés.

Face à ces réalités insupportables, nous devons changer de lexique et de logiciens, et ré-imaginer entièrement la notion de paix. La région ne connaîtra pas de stabilité aussi longtemps que persistera l'idée d'une supériorité juive.

Si l'on veut que le jour d'après ne ressemble pas au jour d'avant, il faut commencer par reconnaître aux Palestiniens le droit à l'égalité des droits dans une solution à un État démocratique et laïque.

Le processus d'Oslo avait débuté en 1994 par le redéploiement des forces israéliennes des villes de Gaza et de Jéricho. « *Gaza et Jéricho d'abord* », disait-on à l'époque, persuadé qu'une approche graduelle permettrait d'éviter les faux pas.

Le règlement des dossiers les plus « *sensibles* », comme on aimait les appeler (les colonies, Jérusalem, les réfugiés), avait

été repoussé cinq années plus tard, pour permettre à la confiance de s'établir entre les « *deux camps* ».

Erreur fatale. Il n'y a pas « *deux camps* » et le « *jour d'après* » devrait avoir un seul mot d'ordre : « *La Justice d'abord* ».

[Le billet de blog : Les sept leçons de trente ans de « fausse paix »](#)

Mentions légales

Ebook publié le dimanche 7 avril 2024 par la Société Editrice de Mediapart

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'Auteur ou de ses ayants cause est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. »

[Mediapart, seul journal vraiment participatif](#)

Mediapart est le seul journal francophone en ligne, d'information politique et générale, qui met à la disposition de ses abonné·es un lieu de libre débat, à la fois plateforme de blogs et réseau social : [le Club de Mediapart](#).

Nos investigations, vidéos et analyses ne sont possibles que grâce aux contributions de nos abonné·es. Pour continuer de lire le journal Mediapart et participer au Club : [abonnez-vous !](#)



15 jours pour 1€ seulement

Soutenez Mediapart

Nos investigations, vidéos et analyses ne sont possibles que grâce aux contributions de nos abonné·es. Soutenez le premier quotidien en ligne 100% indépendant !

Je teste pour 1€

À la fin de la période de découverte, l'abonnement est reconduit au tarif classique. Offre résiliable en ligne à tout moment.